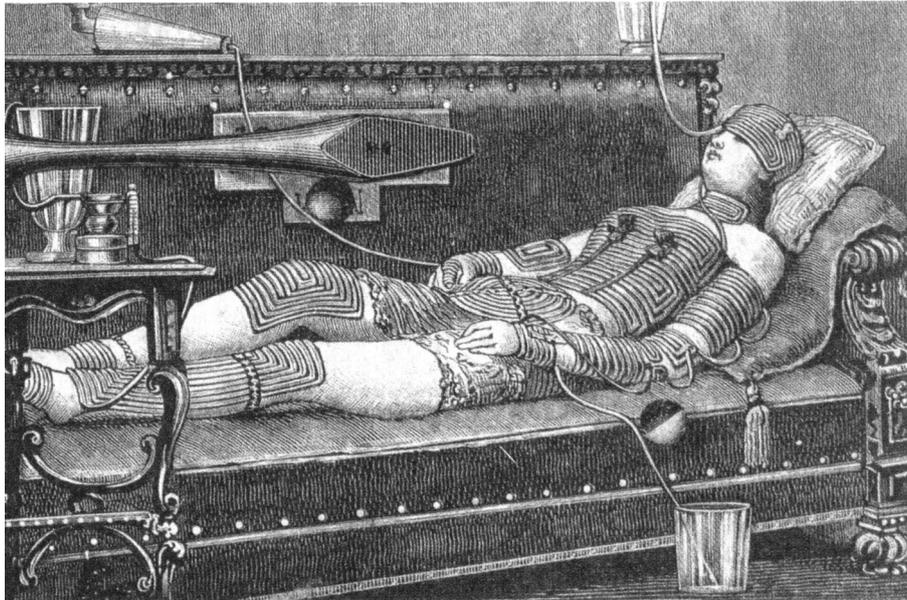


CETTE SEMAINE

Quinzième année — Apériodique — automne 2007 — n°94 — Prix libre ou abonnement



On en tuera jamais assez, disait un général versaillais commandant les massacres de 71 sur les Parisiens vaincus.

Dupuy comme tout bon bourgeois avait la même pensée en dirigeant les assommades de la semaine dernière.

Ces honnêtes et modérés sont féroces lorsqu'ils voient leurs privilèges menacés.

On en tuera jamais assez, dites-vous ? Eh bien soit ! Tant mieux !

Que la situation soit bien tranchée ; que le travailleur comprenne enfin à qui il a affaire ; la férocité de la classe dirigeante a tué chez nous la pitié et la sensiblerie.

Nous nous rappelons ce qu'à côté de sang le règne du capital et, à notre tour, disons : Nous n'en tuerons jamais assez !

N'écoutons pas ces fumistes élus qui viennent prêcher le calme lorsqu'on nous assomme, c'est-à-dire de mettre

les mains dans nos poches afin que la police puisse nous frapper à son aise.

A la force répondons par la force.

Ces scélérats osent encore parler de Fête ?

Croient-ils que nous avons le cœur à danser sur le cadavre des Nôtres ?

Ils voudraient bien voir la plèbe s'étourdir pour oublier sa misère et son esclavage, mais il n'en sera pas ainsi, non seulement nous ne pavoiserons pas, mais nous arracherons tout le décor officiel.

Nous ne ferons fête que le jour de la Révolution sociale, où, enfin heureux et libres, on dansera sur les ruines fumantes de la Société capitaliste et gouvernante.

Alors en Anarchie ce sera la Fête du Bonheur !!!

La Jacquerie, 1893

[Placard anarchiste affiché dans le Quartier Latin]



Un brin de répression

- Millau, pas de spectacle ce soir 3
- Lyon, l'UMP aggrave son cas 3
- Nouvelles des joyeux noctambules 3
- SNCF : sabotages ordinaires 4

Etrangers de partout

- Raffles dans nos quartiers 5
- Le cœur à l'ouvrage 5
- Jusqu'à quand ? 6
- Chronique ordinaire de la guerre aux immigrés 6

Squats

- Montreuil : pas de quartier pour les banquiers 7
- Marseille : correspondance de *La Razzia* 7
- Lille : Vive les expulsions ! 8
- Chronique des squats lillois 8

Prisons pour mineurs

- En finir avec les prisons pour mineurs 9
- Bonnes adresses 10
- Ni à Porcheville ni ailleurs 13
- Espagne : cinq années de révolte 14
- Argentine : incendie d'un foyer pour mineurs 15

Extradition de Marina Petrella

- Qui sont les terroristes ? 16
- Contre l'amnistie 17

Nuisances techno-industrielles

- Mobilisation contre les THT en Manche 20
- Après la concertation, les flics 22
- De la désobéissance criminelle 23
- Nouvelles de la guerre sociale 24

Italie

- Rovereto : si c'est pas maintenant, alors quand ? 25
- Rome : des nouvelles du procès «Cervantes» 25
- Turin : procès des occupants de la Croix-Rouge 26
- Turin : Citoyen, qui haïras-tu demain soir ? 27
- Turin : incendie d'un camp de Roms 28
- Le temps des sorcières et des ânes volants 28
- Lecce : contre le fascisme, pour la liberté 29
- Bologne : démocratie ordinaire 30
- Bologne : répression contre Fuoriluogo 31
- Lecce : et on l'appelle démocratie ! 31

Allemagne

- Autour des compagnons incarcérés à Aachen 32
- Jour après jour, les portes se referment 33
- « Je continuerai à lutter » 33
- Solidarité internationale avec José et Gabriel 34

Chili

- 11 septembre : contre le terrorisme d'Etat 35
- Barricades et subversion 36
- Quelques attaques 37

Uruguay

- Botnia et Ence sous pression 38
- Manifestation en solidarité avec Fernando 38

Argentine

- Autour de l'ex-athénée «Angela Fortunato» 38
- La manif devant l'ambassade tourne court 40
- Brèves du désordre 40
- Mutinerie et mort, le cœur ne plie pas 41

Grèce

- Brèves du désordre 42
- A propos de Nikos Koudardas 42
- C'est comme ça, si vous vous voulez 43
- Ennemi intérieur 45

Belgique

- Bruxelles, Ni frontières ni nations 46
- Gand, journée portes ouvertes en prison ! 47
- Brèves du désordre 47
- La Jacquerie, *On n'en tuera jamais assez* (1893) 1
- Bartolomeo Vanzetti
Nous devons continuer et vaincre... (1924) 48

CETTE SEMAINE

BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
<http://cettesemaine.free.fr/>
 cettesemaine@no-log.org
 Abonnement : 12.50 euros / an
 (15.50 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n'ont pas forcément à se poser la question de l'abonnement, une demande suffit

Tout individu ou groupe désireux de distribuer le journal dans son coin (table de presse, infokiosk, librairie sans bip,...) peut nous contacter à l'adresse ci-contre.

Pas de spectacle ce soir...

Le 22 avril dernier, entre 4 000 et 110 000 foyers millavois avaient été privés de télévision, radio, téléphonie mobile et par la même occasion de soirée électorale – 1er tour de la présidentielle – en raison des sabotages de l'émetteur de la Pouncho d'Agast, et des relais du pic d'Andan et du col du Renard, sur le Larzac.

Le jeudi 13 septembre 2007, Guilhem et Rémi, 23 et 25 ans, sont arrêtés en Aveyron. Devant le juge d'instruction, ils ont reconnu l'un des trois sabotages, celui du col du Renard, près de la ferme des Combets. Ils ont en revanche fermement refusé de donner toute autre indication sur d'éventuels complices pour les autres attaques. Ils sont mis en examen pour «*destruction de biens publics*» et «*association de malfaiteurs*». Guilhem, en situation de récidive suite à une action anti-pub, a été incarcéré et Rémi placé sous contrôle judiciaire. Ils risquent tous deux de longues années à l'ombre.

La plainte émane de TDF, propriétaire de l'émetteur, et de la mairie de Millau, l'enquête est sous l'égide du SRPJ de Toulouse. Il semble que les éléments ayant mené à leur arrestation soient, en plus du fichage et des recoupements téléphoniques, la présence d'un témoin à charge, un cycliste qui faisait du vélo sous la pluie et se trouve être gendarme...

La notion de coupable et d'innocent n'ayant de sens que pour les charognes en uniforme – d'hermine ou bleu marine – et leurs souteneurs, il importe désormais de se montrer solidaires de ceux qui ont déserté le spectacle des bouffons qui raclent les plateaux de télévision, pour marcher sous les étoiles à la recherche d'un peu plus de liberté pour tous. Si la solidarité n'est pas qu'un vain mot proclamé à chaque arrestation, mais une pratique qui nous rend complices au-delà de notre degré d'affinité ou de connaissance avec ces camarades, chacun peut, de la manière qu'il jugera adéquate, s'approprier leur attaque. Et ce non pas sur des bases victimistes mais en défendant par exemple le sabotage et l'action directe contre toutes les nuisances à portée de main.

Que l'onde de la révolte balaie celle de la répression !

20 septembre 2007

Ndlr : Après 21 jours de prison, Guilhem est sorti et a été assigné en résidence surveillée le 2 octobre 2007 en attendant le procès.

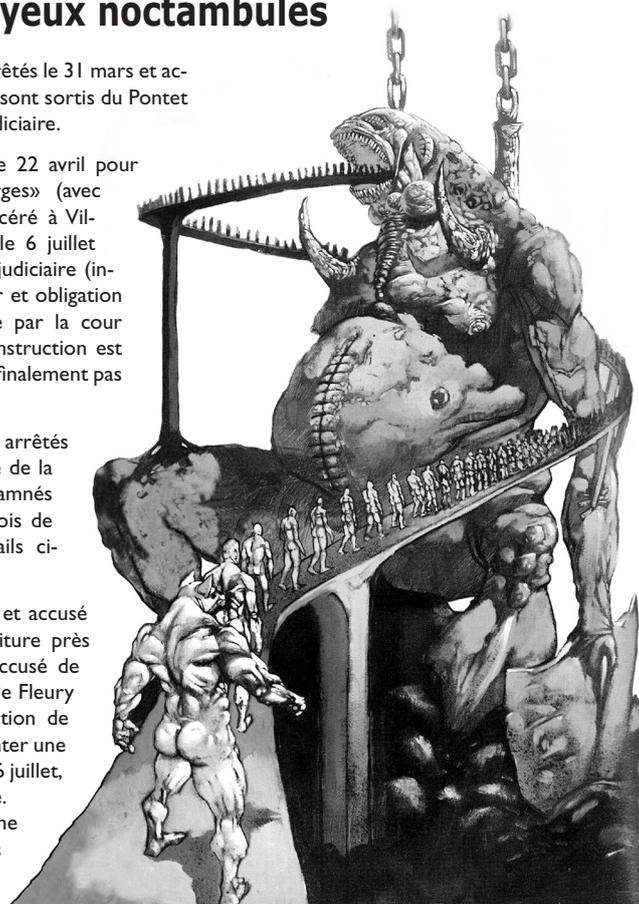
Nouvelles des joyeux noctambules

Avignon : Grégory et Damien, arrêtés le 31 mars et accusés de l'incendie du local du PS, sont sortis du Pontet les 20 et 21 juin, sous contrôle judiciaire.

Montpellier : Quentin, arrêté le 22 avril pour incendie de «voitures de bourges» (avec trois autres camarades) et incarcéré à Ville-neuve-les-Magdelone est sorti le 6 juillet avant d'être placé sous contrôle judiciaire (interdiction de séjour à Montpellier et obligation de pointage), décision confirmée par la cour d'appel le 24 juillet. A présent l'instruction est bouclée, la «bande organisée» n'a finalement pas été retenue.

Villeurbanne : Cisary et Audrey, arrêtés le 11 mai et accusés de l'incendie de la permanence UMP ont été condamnés en appel le 6 septembre à 18 mois de prison, dont 9 ferme (voir détails ci-dessous).

Paris : Damien, arrêté le 11 mai et accusé de tentative d'incendie d'une voiture près du Fouquet's et Michel (Paco), accusé de complicité, sont sortis le 28 juin de Fleury sous contrôle judiciaire (interdiction de séjour à Paris et obligation de pointer une fois par semaine) et de Fresnes le 6 juillet, également sous contrôle judiciaire. Il court par ailleurs toujours une enquête sur une série de faits spécifiques autour de la présidentielle.



Incendie de l'UMP à Villeurbanne

L'UMP aggrave son cas

Dans l'histoire de l'incendie du local UMP de Villeurbanne le 8 mai dernier, deux jeunes, Audrey et Cizary avaient été condamnés le 14 juin 2007 par le tribunal correctionnel à un an de prison dont huit mois avec sursis, à une interdiction des droits civiques pendant un an et à payer 17.460 euros de préjudices pour refaire le local. Le tribunal avait aussi ordonné le placement d'Audrey en semi-liberté.

Or le parquet a fait appel dès le lendemain, le 15 juin 2007. Ces deux jeunes repassaient donc le jeudi 6 septembre devant le tribunal, mais cette fois c'était devant la quatrième chambre de la cour d'appel de Lyon présidée par Grégoire Finidori, ce maudit tribunal qui fait déconseiller par tous les avocats de faire appel à Lyon même en cas d'innocence [sic] ou d'erreur manifeste.

Et là une fois encore les peines ont été aggravées fortement, même si «Fini de rire» comme on l'appelle n'est pas allé aussi loin que l'avocate générale, qui joue le rôle de procureur de la République en cour d'appel, et même si tous les deux ont eu la même peine comme au tribunal correctionnel, ce qui n'était pas assuré par avance. En effet, ils ont été condamnés, tous les deux

à dix-huit mois de prison dont neuf mois de prison ferme et à continuer à payer le préjudice, ce qu'ils ont commencé à faire. Ils ont eu en plus cinq ans d'interdiction des droits civils, civiques et de famille, ce qui est le lot de cette chambre de la cour d'appel de Lyon.

Cizary doit donc effectuer cinq mois supplémentaires à Saint-Paul. Et Audrey doit aller à la prison Montluc, alors qu'elle était placée en semi-liberté, la nuit au centre de semi de Jean-Macé, et travaillait pendant la journée au «train de nuit», un centre d'hébergement d'urgence pour sans-logis. La cour d'appel a refusé de la placer d'office en semi-liberté à la différence du tribunal correctionnel. C'est seulement une fois incarcérée qu'Audrey pourra faire une demande auprès du juge d'application des peines pour tenter de récupérer la semi-liberté et continuer le travail auprès des plus démunis...

On peut lui écrire en anglais (ou en polonais) :

BENIGIER Cizary
N° 78756
12, quai Perrache
69002 LYON

[Publié le 7 septembre 2007
sur rebellyon.info]

SNCF : sabotages ordinaires

7 novembre

Ocquerre

Un sabotage sur une armoire de signalisation occasionne des retards conséquents pour tous les TGV circulant entre Paris et l'Est de la France dans les deux sens. Les vérifications effectuées permettent d'établir qu'un incendie sur une armoire de signalisation à proximité de Ocquerre (Seine-et-Marne) est à l'origine des perturbations. Plusieurs personnes seraient entrées par effraction sur un terrain de la SNCF, protégé par des grillages, vers 4h du matin, avant d'ouvrir la gaine bétonnée protégeant le chemin de câble et celui de fibre optique, et d'y mettre le feu.

15 novembre

La direction de la SNCF relève une série d'actes de "sabotage" (cailloux dans des aiguillages), notamment à Lille, Metz et Sète.

16 novembre

Gap

La gare SNCF de Gap (Hautes-Alpes) est la cible d'inconnus dans la nuit qui ont commis "de très importants dégâts". Selon un porte-parole de la CGT, Philippe Cottet, "les vitres des quatre guichets de la gare ont été brisées, les panneaux d'affichage électronique ont été cassés, les distributeurs automatiques de billets et les ordinateurs ont été fracassés". "Cela ressemble à une tentative de provocation contre un mouvement de grève démocratique, qui s'effectue sans violence, et la CGT rappelle qu'elle a toujours défendu l'idée du respect de l'outil de travail", a ajouté M. Cottet.

Paris

Le directeur général exécutif de la SNCF condamne l'attitude "inacceptable" de "grévistes incontrôlés", qui selon lui, ont "empêché des trains de circuler" sur les voies SNCF en gare de Paris-Saint-Lazare. Selon un syndicaliste, "des trains ont été stoppés sur le réseau Saint-Lazare et sur celui de la partie Nord de Paris ainsi que sur la grande ligne entre Lille et Paris. Des signaux ont été fermés et des systèmes de sécurité actionnés manuellement".

Sur la ligne du RER C, le train "de 7h15, au départ de la gare de Dourdan (Essonne) a été bloqué plus de trente minutes par un piquet de grévistes". "Ils ont fait éclater des pétards et ont allumé des fumigènes, ce qui a déclenché le système d'alerte

et a eu pour effet de stopper net le train plein de passagers à cette heure de pointe".

Bordeaux

La SNCF a annoncé son intention de déposer plainte pour "manipulation de produits explosifs et inflammables" après que des cheminots grévistes ont allumé des torches de sécurité dans l'enceinte de la gare Saint-Jean de Bordeaux.

Bayonne

Blocage pendant une heure (jusqu'à l'intervention policière) d'un train de marchandises dans la gare de triage, chargé de matières chimiques, en provenance de Sotrasol, et en direction du bassin de Lacq. La direction régionale de la SNCF dépose plainte pour «entrave à la circulation des trains et manipulation de produits toxiques, explosifs et inflammables».

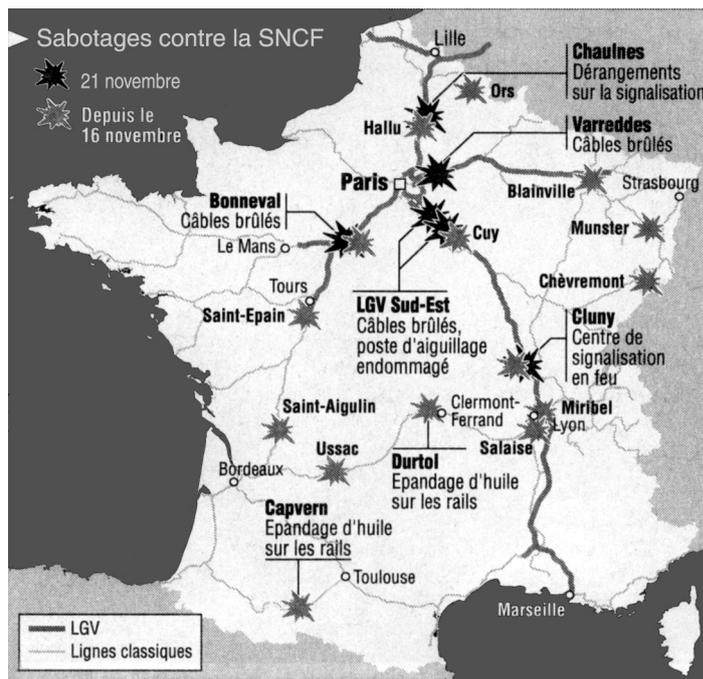
17 novembre

Marseille

Depuis samedi dernier, il n'est plus possible d'évacuer par train les 800 tonnes d'ordures produites quotidiennement (après tri sélectif) à Marseille. "Dans la nuit de vendredi à samedi, un acte de sabotage a été commis sur l'aiguillage d'entrée de la décharge d'Entressen", explique la direction régionale de la SNCF. Les saboteurs, qui "connaissaient parfaitement le fonctionnement de l'installation", estime la SNCF, ont découpé à la meuleuse l'embranchement réservé aux trains de la ville de Marseille à Beausseuq, près de Saint-Martin-de-Crau, rendant impossible l'aiguillage. Samedi, deux convois ferroviaires pleins à craquer d'ordures ménagères ont dû être stoppés sur les voies avant la décharge. Loués en urgence par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), 70 camions assurent cette semaine le trafic entre Marseille et Entressen.

19 novembre

La SNCF dénonce de nouveaux «actes de malveillance» à l'initiative de certains personnels en grève. Il s'agit d'occupations de voies, de dépôt de ballast sur des aiguillages, de vols de clés qui empêchent le démarrage des locomotives qui tirent les trains, d'allumage de torches de sécurité, de pétards sur les voies, de fermeture de signaux et même de mise en place d'obstacles sur les voies ou encore de dégradation



de matériel par exemple par pose d'autocollants sur les vitres. Quelques gares où ont été enregistrés ces faits : Toulouse, Clermont-Ferrand, Lille, Woippy, Chartres, Boulogne, Versailles Rive Droite...

21 novembre

Dix-huit plaintes pour des « dégradations » de matériel ferroviaire sont déposées (en Meurthe-et-Moselle, dans le Rhône, dans le Puy-de-Dôme, en Corrèze, dans la Somme, en Charente, en Indre-et-Loire et en Seine-et-Marne) tandis que la direction de la SNCF dénonce dans la journée une « action coordonnée de sabotages » (voir carte ci-dessus) :

Des incendies de câbles ont entraîné le blocage de trois passages à niveau mercredi sur la ligne C du RER Versailles-Massy-Juvisy sur la commune de Jouy-en-Josas (Yvelines).

Sur la LGV Atlantique (vers Bordeaux), à Trizay-lès-Bonneval (Eure-et-Loir), un incendie s'est déclaré au niveau d'une armoire électrique peu avant 5 heures au point kilométrique 108. Sur la LGV Nord (vers Lille), on constate des "dérangements de signalisation" à hauteur de Chaulnes. Sur la LGV Sud-Est (vers Lyon), des câbles sont brûlés et un poste d'aiguillage endommagé en deux endroits, tandis qu'un centre de signalisation est en feu à Cluny. Sur la LGV Est (vers Strasbourg), des câbles sont brûlés à hauteur de Varredes.

22 novembre

Arrestation de deux personnes, dont un agent de maintenance et un chauffeur routier, à Blainville-sur-l'eau (Meurthe-et-Moselle) pour un sabotage le 16 novembre en gare de triage lors d'un piquet : ils sont accusés d'avoir vidé l'air de la conduite générale de freinage d'un train de fret, l'immobilisant sur le champ. Leur procès pour «entrave à la circulation ferroviaire» a été fixé au 17 décembre. Arrestation d'un cheminot à Thionville (Moselle) qui a pénétré dans un poste d'aiguillage informatisé, insulté ses collègues non-grévistes avant de briser deux vitres et un visiophone du poste avec des pierres. Il prendra 4 mois avec sursis, 18 mois de mise à l'épreuve et 3500 euros de dommages-intérêts le lendemain pour « dégradation d'un bien d'utilité publique ». Le dépôt total de plaintes de la SNCF au niveau national pour «dégradations» est monté à 40, sans compter les enquêtes internes.

La chrono s'arrête là pour des raisons de bouclage.

[Ces infos sont tirées des journaux, c'est-à-dire des flics et des patrons, donc à prendre avec les précautions d'usage]

Rafles dans nos quartiers

1 à 2 fois par semaine, des rafles de sans papiers ont lieu dans le quartier : les policiers ratissent rues, cafés et couloirs du métro pendant quelques heures et contrôlent les papiers de toutes les personnes qui leur paraissent étrangères. Ils se répartissent généralement par petits groupes assez discrets de 3, 4 policiers et se répandent dans le quartier, jusqu'à ce que les cars stationnés non loin soient pleins et le quota du jour atteint.

A partir de là, la personne arrêtée est prise dans un engrenage bien huilé : les cars de police conduisent tout le monde dans un commissariat pour une garde à vue de 24h ou 48h, avant de les emmener dans un centre de rétention de la région parisienne : Vincennes, Bobigny, Plaisir, Choisy-le-Roi, Le Mesnil Amelot, Palaiseau, Nogent... La détention dure tout le temps qu'il faut aux autorités françaises pour découvrir la nationalité du sans papier et savoir ainsi dans quel pays l'expulser, mais elle ne peut pas excéder 30 jours. Sans passeport, les autorités présentent le détenu à différents consulats afin que l'un d'entre-eux le reconnaisse, qu'il établisse son identité et qu'il délivre un laissez passer. Si le sans papier n'est reconnu par aucun pays au bout de 30 jours, il est libéré.

Pour de nombreux sans papiers, ne jamais révéler leur identité, ni leur pays d'origine, permet de s'en sortir et d'éviter que la préfecture puisse légalement les expulser.

Si les autorités ont le passeport et le laissez passer, la suite logique est l'expulsion par avion ou bateau. On peut alors agir pratiquement à l'aéroport ou sur le port en alertant les passagers qui s'apprêtent à embarquer afin de gêner le départ. Faire sortir des informations du centre de rétention, se démener pour obtenir la date d'expulsion, se rendre à l'aéroport, etc... sont donc déterminants.

Mais c'est en amont que nous devons aussi agir : empêcher concrètement les arrestations de sans papiers lors de rafles. Si l'on est témoin d'une rafle, rien de plus simple que d'avertir les gens de la présence des policiers. Rien de plus simple que d'observer leur petit manège et de les devancer. Rien de plus simple que d'appeler des amis, des voisins, pour être le plus nombreux possible, et par là, plus efficaces.

Les gouvernements de droite et de gauche multiplient depuis les années 1970 les lois qui restreignent l'accès au titre de séjour et qui renforcent l'arsenal répressif. A chaque fois, ils créent du même coup plus de sans papier. Ces lois ont pour principal effet d'intimider les travailleurs immigrés, « légaux » ou « illégaux », pour mieux les rendre exploitables suivant les besoins de l'économie. La menace de l'arrestation et de l'expulsion constitue un moyen de pression énorme sur les sans papier qui acceptent des boulots pénibles et sous-payés dans des secteurs d'activité comme le bâtiment, la restauration, le nettoyage ou le maraîchage par exemple. Mais c'est aussi un moyen de pression énorme sur tous les étrangers « légaux » qui craignent de se voir refuser le renouvellement de leur titre de séjour. Sans parler du fait que la rentabilité des travailleurs sans papiers participe de l'abaissement du coût du travail en général. Bien sûr le discours des politiciens et du Medef est bien différent : ils justifient systématiquement leurs lois en invoquant l'incapacité de la France à « accueillir toute la misère du monde dans des conditions décentes ». Cette misère, ces *bonnes âmes* – loin de s'en soucier – l'organisent au niveau mondial, et sont les premiers à en tirer profit. Cette misère, ce sont leurs lois qui l'ont créée de toutes pièces, en fabriquant le statut de sans-papier.

SABOTONS LA MACHINE À EXPULSER

[Tract trouvé un peu partout à Paris lors de rafles, depuis août 2007]



LE CŒUR À L'OUVRAGE

Le XVII^e arrondissement de Paris est réputé pour être un quartier qui pue le riche concentré. Dans l'axe qui va de l'Arc de Triomphe à la Concorde se trouve la rue Lauriston qui, pour ceux qui ont un peu de mémoire, a hébergé le siège de la Gestapo française, au temps béni où les industriels et autres bonnes familles pouvaient exploiter leurs esclaves salariés et éliminer la racaille rebelle (ou pas) loin des grèves et des émeutes. Cette collaboration avec les nazis a notamment révélé une fois de plus que leur nationalisme n'a toujours été qu'un recours destiné à serrer les rangs derrière eux en cas de besoin.

Aujourd'hui, dans cette même rue, on peut rencontrer un restaurant japonais où il fait bon manger après avoir passé sa journée à faire trimer quelques bons bougres : le « Yushi », au numéro 129. Et comme la sueur a souvent une odeur, celle de la misère, mais pas de couleur, le patron employait en cuisine des sans-papiers. Ce faisant, il a agi comme n'importe lequel de ses concurrents, en bon père de famille sensible à l'équilibre de ses comptes, et peut-être – qui sait ? – en philanthrope soucieux, puisqu'il paraît selon le chœur des lieux communs que souffrir de longues heures pour quelques euros permet de s'insérer.

Ce qu'il n'avait pas prévu, l'ordure, c'est que si les sans-papiers sont généralement soumis à coups de rafles, de déportations, de tabassages policiers et de rackets mafieux, le propre des individus est aussi d'échapper à la loi des grands nombres. Or ce samedi 1er septembre 2007 vers 11 heures, une récalcitrante – puisqu'il s'agit d'une femme, ce qui n'a pas dû non plus bien cadrer avec les préjugés du taulier – n'a pas vraiment accepté la nouvelle de son licenciement. D'ordinaire, c'est pas du genre à réclamer son reste avant de filer, un sans-papier. C'est qu'il n'y a pas mille possibilités face au rapport de force défavorable, encore aggravé par la menace d'être balancé aux condés.

Cette fois-là pourtant la rebelle, « d'origine asiatique » selon les journaux, a su montrer qu'elle avait du cœur à l'ouvrage et n'avait pas passé toutes ces heures à galérer en cuisine pour rien. Elle ne s'est pas démontée et a saisi un couteau afin que les comptes soient plus ronds. Ce sont d'autres bourgeois, des clients maîtrisant un sens que de nombreux exploités ont perdu, celui de la solidarité de classe, qui ont appelé leurs mercenaires à la rescousse.

Avec la délicatesse qui a fait leur réputation à travers les âges et les contrées, les chiens de garde ont alors tenté d'utiliser un Taser. Mais que peut la technologie face à la liberté ainsi déchaînée ? Le joujou électrique s'est mystérieusement bloqué et notre révoltée a planté sa lame par trois fois dans le garant de la paix sociale, à la main, dans la cuisse et au cœur (heurtant un gilet pare-balles). Le second, prolongeant le geste du premier, a alors accompli sa mission de service public. Il a courageusement stoppé les menées subversives de la jeune fille d'une balle dans le dos, à hauteur de l'omoplate, la laissant dans un état « grave mais stable ».

Si vous êtes à votre tour un amateur éclairé des « bons comptes qui font les bons amis », pensez à saluer le patron du Yushi, 129 rue Lauriston, à Paris. La cuisine a changé récemment, mais puisqu'il paraît que la cuisine japonaise est composée de plats qui se mangent froids...

Jusqu'à quand ?

«Raffles», ce mot n'effraie même plus, à l'heure où on chasse les pauvres de Paris et d'ailleurs à coup de spéculation pour bobos, où la terre est ravagée et où on exploite des millions d'esclaves salariés à vil prix. Et nous, qu'est-ce qui nous dérange, au fond, dans ces invasions policières toujours plus fréquentes des quartiers afin de déporter des centaines de sans-papiers ?

La méthode, celle de la froide rationalisation, qui est pourtant digne des charters inaugurés par la droite de Pasqua en 1986 contre les Maliens et poursuivis par la gauche de Cresson en 1991 contre tous les autres ? La méthode, celle de la concentration, pour remplir les camps légalisés par la droite puis la gauche en février puis octobre 1981 sous le nom de «centre de rétention» et étendus en une continuité de l'abjection par tous les gouvernements jusqu'à aujourd'hui ? La méthode, enfin, lorsque l'Etat construit à tour de bras des prisons (pour majeurs et désormais pour mineurs comme à Porcheville), des «centres fermés éducatifs» ou des centres de rétention pour y laisser pourrir des milliers d'individus, indésirables à ce monde basé sur le fric et la domination ?

Si c'est une simple question de méthode, les keufs peuvent faire mieux encore, en exécutant directement ces indésirables comme c'est arrivé à Lamine dans le 20e. Ou en provoquant des chutes fatales comme pour Ivan, ukrainien, en août à Amiens, ou Chulan Zhang Liu, chinoise, en septembre à Paris.

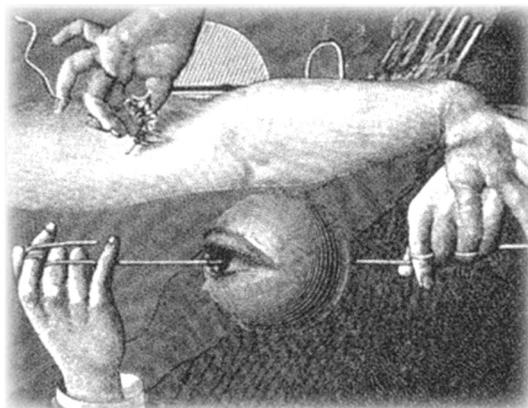
A présent, il ne s'agit plus de dresser la sombre liste des exécutions policières ou des drames liés aux déportations. Tant qu'on continuera de faire une différence entre droite et gauche, on ne fera que passer un peu de pommade sur les conséquences du totalitarisme démocratique : les sans-papiers sont précisément raffles parce que les patrons en ont besoin, pour continuer de soumettre les autres et maintenir ainsi des conditions d'exploitation avantageuses contre tous. Et il ne faudra certes pas compter sur les syndicats, qui se sont fait collabos des flics en expulsant les sans-papiers de la Bourse du travail de République en avril dernier.

Que les vautours de l'humanisme s'indignent, eux qui n'ont pas hésité à se faire les complices actifs de la domination (d'appels au vote pour Chirac en 2002 en dénonciation des émeutiers de novembre 2005) ne surprend guère. A tous les autres, nous ne pouvons que faire partager notre rage : jusqu'à quand ? Jusqu'à quand ces raffles, ces assassinats ou cette misère quotidienne ?

Face aux raffles, jetons aussi un coup d'œil vers la Croix Rouge qui cogère les déportations, vers Bouygues qui construit camps et prisons ou vers la RATP, la BNP et La Poste (par exemple) qui balancent des sans-papiers...

Face aux raffles comme face au reste, il ne suffit plus de gueuler et d'exposer son corps nu aux matraques des flics. Il est temps d'user, chacun à sa manière, de toutes les armes de la critique. Parce qu'en face, ils n'ont d'autre limite que celle que nous leur opposons.

[Tract trouvé lors d'un rassemblement RESF à Belleville (Paris) le 11 octobre 2007]



Chronique ordinaire de la guerre aux immigrés

16 août : deux sans-papiers qui devaient être expulsés vers Lomé, au Togo, ont obtenu un répit grâce à la solidarité d'une partie des passagers du vol d'Air France AF 848 qui à force de protestations ont obligé le commandant de bord à débarquer les expulsés.

16 août : six policiers français sont attaqués à leur descente d'avion à Conakry, en Guinée, où ils déportaient deux sans-papiers. Les six fonctionnaires ont été légèrement blessés au dos et au visage, obtenant des incapacités de travail de trois à huit jours. Les deux Guinéens faisaient partie des sans-papiers interpellés le 1er août à Lille, où une soixantaine d'étrangers ont mené jusqu'à leur interpellation mardi une grève de la faim pour obtenir leur régularisation. «En arrivant sur place, les deux hommes se sont rebellés et les six fonctionnaires qui les reconduisaient ont été pris à partie par les deux reconduits mais également par la population», a déclaré un syndicaliste policier. «Il est déplorable que des policiers non-responsables des politiques scandaleuses du président de la République et du préfet du Nord soient molestés», a pour sa part déclaré Saïd Bouamama, porte-parole du Comité des sans-papiers du Nord (CSP 59).

21 septembre : Chulan Zhang Liu meurt de ses blessures suite à sa défenestration à Belleville (Paris) la veille face à une descente de police. Lundi 24 septembre lors du rassemblement en sa mémoire, une cinquantaine de personnes partent en manif sauvage boulevard du Temple aux cris de «Sarkozy assassin», «Hortefeux t'as du sang sur les mains».

18 octobre : face à une rafle annoncée pour le lendemain, le Réseau Education Sans Frontières publie un communiqué précisant le fond de sa logique : il appelle «les Parisiens et ceux qui se trouveraient à Paris demain à placer les interventions policières sous le regard de la population, à les encourager quand elles font leur travail de lutte contre la criminalité, de secours à la population ou d'organisation de la circulation, mais aussi à témoigner solidarité et sollicitude aux étrangers arrêtés si d'aventure les forces de police étaient employées à des tâches que la conscience de chacun, et celle de nombreux policiers, ne peut que réprouver».

24 octobre : l'agence BNP Paribas située à Mairie de Montreuil a balancé un sans-papier venu retirer son argent. Les employés l'ont retenu pour organiser un guet-apens afin de le livrer aux flics. Une délation parmi d'autres. S'en suit une manifestation sauvage le 27 octobre qui fait un long tour dans la ville. De nombreux tags contre les expulsions, les raffles, les centres de rétention ou la BNP couvriront les murs la semaine suivante.

12 novembre : 25 camarades occupent plusieurs heures une terrasse de la préfecture de Bobigny en solidarité avec Kébé Talibé, incarcéré en centre de rétention à Bordeaux, et tous les sans-papiers. Une bande-roule précise «Non aux expulsions». Refusant longtemps de donner leur identité, ils feront tous 48h de garde-à-vue avant d'être relâchés sans inculpation.

Pas de quartier pour les banquiers

Le 2 octobre 2007 était inauguré officiellement la pose de la première pierre au 35 rue Pasteur à Montreuil, à l'emplacement du Chatô, squat expulsé le 6 juin dernier. L'arrivée de contestataires ayant été accueillie par une nuée de flics et des tirs de flash-ball, le rassemblement de protestation a du se disperser. Partie remise. Ci-dessous le tract distribué aux passants.

« Invitation

Meunier Habitat (une société BNP Paribas) [a] le plaisir de [nous] inviter à la pose de la première pierre du programme 35 avenue Pasteur à Montreuil mardi 2 octobre 2007 à 18h (...) La présentation sera suivie d'un cocktail »

Comme si on pouvait se réjouir d'être invité à la présentation d'un projet de construction d'un énorme immeuble en béton dans notre quartier. Comme si on pouvait se goinfrer de petits fours à l'idée que ces logements ne sont destinés qu'aux catégories riches de la population.

Comme si on allait mettre nos talons hauts et nos vestes sagement repassées pour avoir la joie d'enfin rencontrer les différents acteurs de ce grand projet de bétonnage urbain.

Comme si on pouvait applaudir des discours démago nous montrant à quel point de grands personnages ont bien pensé la planification de nos lieux de vie.

Comme si on allait fêter ce projet de «résidence de standing» concocté main dans la main par la BNP Paribas et la mairie de Montreuil déguisant une belle opération financière en un aménagement «d'intérêt général».

Comme si un cocktail pouvait nous faire oublier toutes les logiques cachées derrière ce carton d'invitation photographique couleur papier glacé.

Il ne faut pas nous prendre pour des cons.

Dès le début, ce projet immobilier a rencontré une forte opposition dans le quartier. Les voisins proposaient que ce lieu soit préempté par la mairie afin qu'il accueille des initiatives du quartier (crèche, jardin collectif). Au fur et à mesure de leurs négociations, ils n'ont rencontré que fausses promesses, langue de bois et manipulation. On ne devrait pas s'en étonner.

Pendant un an, la maison du 35 avenue Pasteur et son parc de 2500 m² sont restés vides et laissés à l'abandon. En novembre 2006, une vingtaine de personnes ont décidé d'occuper cet espace pour l'habiter et pour rencontrer des gens, notamment autour de différentes activités ouvertes sur le quartier (projections, réunions-débat, ateliers, potager...). Cette occupation a aussi concrètement bloqué le début du chantier. Coup de pub et arguments pour chasser les squatteurs, les « résidences de standing en accession à la propriété » mentionnées dans les textes du projet se transforment alors soudain en

soi-disant «logements sociaux». Depuis quand les banques font-elles du social ? Ne soyons pas dupes. Juste une énième tentative de manipulation.

Début juin 2007, la mairie et la BNP ont orchestré l'expulsion des squatteurs. Les travaux ont commencé ; le jardin a été rasé, faisant place à un énorme cratère.

Quelques semaines après, des voisins ont reçu une lettre de la BNP se désolant de l'état déplorable dans lequel ils avaient retrouvé la maison. Gênés des bons rapports que les squatteurs entretenaient avec des gens du quartier, ils voulaient définitivement briser la sympathie ambiante et empêcher la possibilité d'une prochaine organisation commune. Il faut être bien naïf pour imaginer pouvoir réécrire l'histoire en quelques pages diffamatoires. On ne détruit pas des liens réels entre les gens en quelques textes postés dans les boîtes aux lettres. Des pratiques pourtant souvent utilisées par la mairie : rappelons-nous Nouvelle France, le Gazomètre, la perquisition du 35 avenue Pasteur... où à chaque fois une lettre ou un article de journal vient maquiller des opérations crapuleuses. C'est bien que la BNP et la mairie savent qu'ils ont besoin de l'adhésion des Montreuillois.

En effet, derrière ce projet de construction se trame une juteuse opération financière et les choix d'un certain réaménagement urbain. Logiques de profit et de gestion de l'espace et de ses habitants se combinent pour rendre une certaine partie de la population indésirable. Le 35 avenue Pasteur n'est bien sûr pas un cas isolé. Nombreux sont les terrains et bâtiments de Montreuil qui, sous l'œil bienveillant

de la mairie, sont rachetés par la BNP, pour être construits et rénovés puis revendus à des prix déments. Le « renouvellement urbain » profite à bien d'autres : entreprises privées et agences immobilières s'y donnent à cœur joie. Ainsi la ville se métamorphose jour après jour. Les pauvres en sont progressivement chassés et régulièrement surgissent de nouveaux bâtiments gris, uniformes, créant des espaces aseptisés et lisses, bien plus faciles à contrôler.

Nous ne resterons pas victimes et spectateurs de cette restructuration urbaine. Nous ne voulons pas renoncer à nos rêves ni étouffer nos rages, nous ne voulons pas nous laisser mener et bâillonner.

Continuons de nous retrouver et de faire d'autres rencontres pour mettre nos vies en commun. Organisons-nous pour poursuivre la bataille entamée.

Car ce qui se passe dans nos rues, nos quartiers, nos villes, est bien le reflet d'un monde. C'est ici et maintenant qu'il faut le combattre dans ses moindres recoins.

Nous ne quitterons pas Montreuil, les rencontres engagées et les luttes à mener.

Ndlr bonnes adresses :

Président de Meunier Habitat : René Metz
Directeur Gal de Meunier Habitat Ile de France : Pierre Sorel
Communication de Meunier Habitat : Céline Edde,
Architecte du 35 av. Pasteur : Agence d'Architecture M.Arche
Responsable agence M. Arche : Laurence Maury ;
Cabinet d'architecture Maury Laurence au 7 cité Falguière, Paris-15e. Tél : 04 45 54 22 71 ou 01 45 54 27 66

Squatamarseille

De: larazzia@no-log.org

Date: Mar 11 septembre 2007 19:05

À: cettesemaine@no-log.org

salut,

dans le dernier numero de *Cette semaine* deux textes sur la razzia (marseille) ont été publiés - l'un qu'on avait bel et bien envoyé parmi d'autres («pour la petite histoire»), notamment des textes diffusés dans le quartier «euromed» où la razzia et les pompes funèbres ont été ouverts.

L'autre qui a été récupéré sur rebellyon - semble-t-il* - et qui n'est pas de nous. Il contient des éléments avec lesquels nous sommes en désaccord complet : nous ne déplorons pas et n'avons jamais déploré une promesse non tenue par les

keufs, tout comme nous n'avons jamais rien négocié avec quiconque concernant notre expulsion. Le choix de ce texte nous est donc désagréable (déjà sa publication sur internet l'était, ah cette tendance pénible au journalisme des «sites d'infos...») D'autres textes étaient disponibles (y compris sur internet et dont aucun n'avait un tel contenu) qui avaient certes certaines limites, mais des limites qui étaient les nôtres. Bref, merci d'encore plus d'attention sur les sources utilisées

ciao

* Ndlr : En fait, il a été trouvé sur squat.net et portait la signature mail de la razzia, plutôt que «on peut les contacter à» par exemple.

Vive les expulsions !

Dimanche 30 septembre 2007 ! Enfin il fait beau sur la métropole après plusieurs jours de pluie. Un temps de chiens. Un temps de lillois. Aujourd'hui il fait beau, c'est la fête.

D'abord à Moulins, rue de Thumesnil au nouveau local des Tire-Laine. Joli bâtiment. Accordéon. Joli jardin. Discours d'inauguration. On parle de solidarité, de culture populaire, d'ouverture au quartier, de mémoire.

Très solidaire de ne pas glisser un seul mot sur le fait que cette maison a été occupée pendant plusieurs années avant d'être expulsée deux fois, par le GIPN, pour laisser place à cette association. Très solidaire ne pas dire une seule fois que ce lieu a été occupé il y a un peu plus longtemps encore par les sans-papiers en lutte avant d'être sauvagement expulsés par les flics. Solidaire de faire une fête le jour du grand concert de soutien aux sans-papiers place de la République. Très solidaire de parler de grande Tziganie et de ne pas inviter les Roms, expulsés il y a quelques jours du quartier, et qui vivent dans des conditions déplorables porte de Valenciennes, à quelques mètres de là. Qu'est-ce que ça vous aurait coûté d'en dire un mot ?

Vraiment, vous auriez du partager le plateau avec Axiom, initiateur du projet de maison du hip-hop à Moulins, en lieu et place du squatt le Ch'tit Darras rue du petit Thouars, encore un bâtiment habité expulsé. C'est marrant quand même comme les lieux de culture à Lille viennent faire taire les lieux autogérés en s'installant à leur place, en les expulsant. L'artiste précède le flic. Ou le suit de très près, une fois les portes des lieux de vie défoncées. Le squatt le Ch'tit Darras était pourtant un lieu d'activités au sein du quartier. On y a enregistré une mix tape hip-hop gratuite, on y faisait des concerts prix libre, on y animait un studio d'enregistrement, une salle de boxe, des projections, des ateliers d'écritures slam et hip hop, le tout gratuit et sans rendre de compte à quiconque.

Mais le GIPN est venu expulser les habitant/es de cette joyeuse bâtisse en Août 2007 au motif d'y construire la future maison du hip-hop d'Axiom et de ses pairs. C'est à dire la même, mais dépossédée de son âme et de sa logique de subversion de ce monde ; la même mais inscrite dans un processus de pacification urbaine par le biais de la culture ; la même mais sans pouvoir de décision, sans autogestion ; la même, mais avec plein d'argent et de l'exclusion à vue. La même, mais rien à voir donc ! Et Axiom va venir nous parler de solidarité tout azimut et de devoir de résistance. Il nous dira sûrement qu'il n'y est pour rien, qu'il s'est laissé dépasser. Que lui est un artiste.

Pour nous il n'est rien, et sa présence nous fait rire, de coin, comme lorsqu'on a la gueule à terre écrasée par la rangers d'un flic.

Il fait beau à Lille. Un vrai temps de chiens.
Un temps de lillois.

*Des squatteuses, encore et toujours solidaires
des sans-papier-es.
Pour la guerre sociale.*

[Texte distribué à 600 exemplaires pendant le concert de soutien aux sans-papiers, le 30 septembre 2007, place de la république à Lille, et réunissant entre autres Marcel et son orchestre, les Blaieaux, MAP et Axiom...]



Chronique des squats lillois

9 septembre : Le cliquet (?) près de Lambersart, ouvert cet été en terre bourgeoise... Ouverture également d'un autre lieu près de Caulier / St Maurice (faut choisir quoi !), première semaine de septembre, par une scred connexion qui fera bientôt savoir où !

De la pendaison de propriétaire en vue, et surtout, des lieux okupés encore et toujours sur Lille.

Tenez-vous informé/es !!!!!

20 septembre : expulsion du DUPLEX par les condés et le GIPN (ça devient une habitude...). Autre mauvaise habitude : seulement 20 minutes données aux habitants pour rassembler leurs affaires et les sortir sur le trottoir...

Au même moment, expulsion du Cliquet à Lambersart...

2 octobre : Ca ouvre, ça ouvre en ce moment. Le Saint Gabrielle, dont nous vous avons déjà parlé, semble tenir, et a lancé la dynamique... Retour à Caulier ! Ouverture la semaine dernière d'une petite maison à Moulins, tout près d'un joli lieu aujourd'hui disparu. Retour à Moulins !

Ouverture à Wazemmes d'un lieu ouvert il y a un an mais qui s'était malheureusement fait expulser dans la foulée : de la suite dans les idées, donc, pour le Pain perdu...

Retour à Wazemmes !

Enfin, ouverture il y a quelques jours de la Belote, tout près d'un ancien squatt, elle aussi. Retour à Cormontaigne !

Nous souhaitons donc longue vie à ces quatre lieux, aux quatres coins de Lille !!

19 octobre : Une cinquième baraque avait ouvert dans le quartier de Fives. Passage hier, jeudi 18 octobre, du proprio et des keufs. Après le départ de la bleusaille, le proprio s'est mis en tête d'expulser lui-même les occupant/es et s'est vu prêter main forte par des lascars du quartier. Sous la pression, et vu l'ambiance, les amies ont préféré se poser ailleurs.

Au Pain perdu, des ouvriers sont venus murer les accès ; seule la porte d'entrée n'a pas été condamnée suite aux protestations légitimes des habitant-es. Ils ont promis de revenir. En attendant, merci les gars, toujours ça de moins à barricader... Pas de nouvelle du procès de la Belote. On se fait pas d'illusions : ils doivent être à présent expulsables.

[Boxe, tofu, skin et rock n'roll sur le blog lillois dont nous avons extrait les posts pour composer cette chronique]

EN FINIR AVEC LES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES POUR MINEURS

« Septembre 2007, déjà quatre des sept Établissements Pénitentiaires pour Mineurs – en construction depuis deux ans – sont opérationnels.

Ces prisons d'un nouveau type ont ouvert, début juin, leurs portes à quelques jeunes malchanceux, pour mieux les refermer brutalement derrière eux. Cellule, coursive, psychiatre, cellule, cours scolaires, matons, salle de sport, « éducateurs » en mal d'autorité, parloir, barreaux, juges, mur d'enceinte, béton, cellule, cellule, cellule... Voilà ce qui attend les jeunes enfermés !

Depuis deux ans, pourtant, une lutte timide mais déterminée a vu le jour, notamment aux abords des sites de Lavour (Tarn), Orvault (Loire-Atlantique), Meyzieu (Rhône) et Porcheville (Yvelines). De campagnes d'information en réunions publiques, d'occupations de chantier en sabotages, cette mobilisation contre les prisons pour mineurs a pris de multiples visages. Sachant que cette bataille est à peine commencée, voici un état des lieux de la mise en place des EPM et des luttes et réflexions qui s'y opposent résolument. »

Dossier d'information "En finir avec les Établissements Pénitentiaires pour Mineurs, 24 pages (et un plan), octobre 2007

Disponible à :
enfiniraveclesepm@no-log.org

I. Historique et contexte

La criminalisation de la jeunesse n'est pas un sujet récent comme le porterait à croire le traitement médiatique actuel. Les bagnes pour enfants font déjà partie de l'histoire du XIX^e siècle et des sociétés industrialisées. L'ordonnance de 1945 fait appel aux notions de sanctions pénales relatives aux mineurs, à une époque où l'État devait trouver des manières pour forcer les enfants à participer à l'effort national de reconstruction de la France. Malgré tout, pendant une bonne partie de la seconde moitié du XX^e siècle, les mineurs restent hors du champ pénal.

Mais, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir dans les années 80, l'« État social » renforce son emprise sur les secteurs dits « sociaux » comme l'éducation, la culture, l'urbanisme. Ainsi, sous le mot de prévention apparaissent de nouveaux outils de contrôle plus répressifs comme les contrats locaux de sécurité, la police de proximité, l'intervention de la police dans les écoles, etc., repris dans la loi de prévention de la délinquance de 2006. Le rapport Bonnemaïson (« Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité », 1982) est un des piliers de la politique de la gauche pour la lutte contre la délinquance.

Les différentes lois sécuritaires votées récemment en France ont été boostées par l'effet post septembre 2001 : loi sur la sécurité quotidienne (novembre 2001), loi pour la sécurité intérieure (2003), lois Perben I et II (2002 et 2004), loi de prévention de la délinquance (2006). Cette dernière affirme la volonté de contrôle de la jeunesse par de nouvelles applications pénales.

Ce projet de loi se comprend mieux lorsqu'on l'envisage à la suite d'autres rapports et enquêtes qui avaient déjà préparé un terrain idéologique fertile.

Le rapport Benisti (2005), bien qu'ayant été décrié, et remplacé par le rapport Hermange plus politiquement correct, donne sous une allure faussement scientifique, des profils-type de comportements déviants dès la prime jeunesse. Ce texte ne fait que désigner les populations les plus précarisées comme foyers de délinquants. Il met en oeuvre, tout en la renforçant, une idéologie de contrôle social des populations les plus pauvres. Une caution scientifique supplémentaire a été apportée par l'INSERM. Cet institut a publié une série de recommandations sur les traitements envisagés vis à vis des populations pointées par le rapport Benisti (allant même jusqu'au traitement des femmes enceintes).

Des « excuses » ont été publiées un an plus tard sur le peu de « rigueur scientifique » d'un tel rapport mais l'INSERM a récidivé cette année en effectuant une enquête sur 4000 élèves, avec prélèvement d'ADN à l'appui, pour démontrer le lien entre génétique et problèmes sociaux.

Adoptée peu après la parution de ces deux rapports, la Loi de prévention de la délinquance institue une participation nouvelle de l'ensemble des acteurs sociaux — instituteurs, professeurs, éducateurs, contrôleurs sociaux — afin de fichier, d'identifier et de délimiter une population dite « à risque ». Le secret professionnel n'existe plus et le maire, dont les prérogatives sont renforcées, joue en plus le rôle de coordinateur, centralisateur et intermédiaire, en tant que dépositaire du pouvoir de l'État. Les acteurs de toujours de l'État social deviennent, de façon de plus en plus flagrante, de simples exécutants et sont contraints d'utiliser les nouveaux outils de contrôle fournis par l'État. Les exemples en sont variés : questionnaires pour déceler les signes d'hyperactivité, base de données de fichage d'élèves en lien avec les services de police, base de données croisées entre les acteurs sociaux et la police etc... le tout accompagné de mise en garde des risques pénaux encourus en cas de non-utilisation de ces outils.

Ceci dans un contexte où le contrôle est partout banalisé : extension des fichiers ADN à tous les délits hormis les délits politico-financiers, système de vidéo-surveillance, incitation à la délation, technologie RFID et biométrie ...) L'émergence de ce nouvel environnement est particulièrement visible à l'école où, très jeunes, les enfants sont habitués à un contrôle permanent : bornes d'entrée biométriques, caméras, système de code barre pour identifier les absences et les communiquer au commissariat ...

Cette éducation au contrôle se double évidemment d'une « éducation par la sanction ». La loi de prévention de la délinquance présuppose du caractère inné de la délinquance et des comportements, en omettant, volontairement et complètement, l'importance des rapports sociaux et des rapports de classe (répression permanente, précarité croissante de certaines populations et exploitation exacerbée...). Elle institue, ainsi, la mise au ban des populations visées et justifie, aussi, la construction de toujours plus de nouvelles prisons. Les établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) en font partie. Voilà donc ce que nous appellerons, plus simplement, prisons pour mineurs.

BONNES ADRESSES

AMOTMJ [Agence de Maîtrise d'Ouvrage des Travaux du Ministère de la justice]

SERVICE CABINET ET COMMUNICATION

Liliane Guignier: liliane.guignier@justice.fr
Rachel Jung : rachel.jung@justice.fr
30, rue du château des Rentiers - 75013 Paris
Tel: 01 53 94 88 00 ou 01 53 94 88 30
Fax: 01 53 94 89 30
www.amotmj.justice.fr

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Corinne MEUTEY & Arnaud LEBLIN,
Conseillers techniques, Ministère de la Justice,
Cabinet du Ministre, 01 44 77 22 02
Martine LEGUEDEY, Chargée des relations avec
la presse, Direction de l'Administration Pénitentiaire,
0149 96 2816

Jean-François LAUNAY, Cabinet de la Direction
de la Protection Judiciaire de la jeunesse, 0144
77 69 78

Agnès GORCZYCA, Agence de Maîtrise
d'Ouvrage des Travaux du Ministère de la justice,
01 53 94 88 03.

LOT 1 :

MEYZIEU (avril 2007)
QUIÉVRECHAIN (mai 2007)
CHAUCONIN (juin 2008)

ÉQUIPE DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Maître d'ouvrage : ministère de la justice
- direction de l'Administration Pénitentiaire -
Direction de la PJJ - direction de l'administration
générale de l'équipement.

Mandataire du maître d'ouvrage :
AMOTMJ.

**Assistant à la maîtrise d'ouvrage pour les
études et le programme :**

OTH Conseil, 4, rue Dolorès Ibarruri TSA 80006,
93188 MONTREUIL Cedex, Tel: 01 78 42 73 39,
Fax: 01 78 42 73 55.

Contrôle Technique : CETEN Apave, 172, ave-
nue Marcel Dassault 60000 BEAUVAIS Tel: 03 44
45 28 36 Fax: 03 44 45 65 24.

**Coordonnateur en matière de sécurité et
de protection de la santé :** Cossec, 254, rue
de Bercy 75579 PARIS cedex 12 Tel: 01 44 87 88
00 Fax: 01 44 87 89 44.

GROUPEMENT DE CONCEPTION REALISATION

entreprise mandataire :
Dumez (Vinci construction)

architectes : Pierre Vurpas et Associés, 2931
rue Saint Georges 69005 LYON Tel: 04 72 40 95
55 agence@vurpas-architectes.com.

bureau d'études : Technip TPS, 24, boulevard
de l'Hôpital 75005 PARIS Tel: 01 44 08 54 00 Fax:
01 44 08 54 50 tps@techniptps.com.

LOT 2 :

LAVAU (avril 2007)
MARSEILLE (juillet 2007)
ORVAULT (nov 2007)
PORCHEVILLE (déc 2007)

ÉQUIPE DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Identique au lot 1.

GROUPEMENT DE CONCEPTION REALISATION

Souignons, enfin, que — sans surprise — les initiateurs du projet ne sont pas n'importe qui non plus. Tous ont des intérêts économiques et idéologiques en commun : des anciens de la Sodexho multinationale de la gestion des prisons aux anciens de groupuscules d'extrême droite comme le GUD ou Occident.

II. Le Projet

L'âge pénal est maintenant de 10 ans et l'incarcération est possible à partir de 13 ans. Les peines prononcées sont en général diminuées de moitié par rapport à celles d'un adulte et durent en moyenne deux mois et demi. Le fait de présenter les prisons pour mineurs comme des projets pédagogiques et de ré-insertion a pour effet d'alourdir les peines prononcées par les juges.

Ces prisons pour mineurs complètent la palette de mesures prises contre à la « délinquance des mineurs » : liberté surveillée, placement en foyer, en centre d'éducation renforcée (cer), en centre d'éducation fermée (cef), ou incarcération dans les quartiers pour mineurs des maisons d'arrêt pour adultes. L'objectif est de créer 420 places de détention dans 7 établissements de 60 places chacun.

Les prisons sont implantées dans chaque grande région :

- à Quévrechain près de Valenciennes dans le Nord
- à Meyzieu près de Lyon dans l'Est
- à Chauconin près de Meaux dans l'Est de Paris
- à Porcheville près de Mantes-la-Jolie
- à Orvault près de Nantes dans l'Ouest
- à Lavour près de Toulouse dans le Sud-Ouest
- à Marseille dans le Sud-Est

Trois prisons sont déjà ouvertes, celles de Lavour, de Meyzieu et de Quiévrechain. Et la mise en service de celle de Marseille devrait être effective d'ici fin 2007. Le coût d'une prison est de 10 à 12 millions d'euros, le budget total de l'État a été fixé à 100 millions d'euros. Les architectes et entreprises de BTP sollicitées sont : Pierre Vurpas et associés à Lyon, Dumez filiale de Vinci, Adrien Fainsilber et associés à Nanterre et Léon Grosse à Versailles.

III. Mise en œuvre

Propagande et présentation officielle

Les prisons pour mineurs, de par leur appellation établissements pour mineurs, ont été présentées de manière à éviter constamment les notions d'enfermement. Mais, il s'agit bien de prisons puisqu'une partie du personnel dépend de l'administration pénitentiaire et que les jeunes sont constamment enfermés sans contact avec un milieu ouvert.

Ces établissements ont été présentés sous un angle pédagogique en mettant en avant les activités proposées et devant être considérés comme une chance pour les jeunes. Ceci ayant pour conséquence automatique de voir des adolescents purgeant des peines plus longues. En permanence, la notion d'enfermement est occultée et aucune remise en cause de méthodes pédagogiques en milieu fermé n'a été formulée. Pourtant, l'histoire de l'enfermement des mineurs est riche en expériences tournant au drame (foyers d'encadrement militaire de jeunes arrêtés dans les années 80, bagnes pour enfants, foyers en milieu fermé).



Le matraquage médiatique a beaucoup servi à cette amnésie collective. Le journal le Plan B a notamment publié des tableaux montrant clairement l'intérêt des médias pour des faits divers (sur-représentés) par rapport à des événements significatifs de faits politiques et sociaux (grèves, mouvements sociaux ...) Ceci ayant pour conséquence d'entretenir un climat de psychose général.

Mise en place pratique

Ces prisons font intervenir des acteurs de plusieurs administrations :

- l'administration pénitentiaire par la présence de matons
- l'éducation nationale par les professeurs
- la PJJ par la présence d'éducateurs

Notons le choix fait d'un encadrement mixte matons/éducateurs qui place la détention au coeur du dispositif, rendant ainsi caduque la présentation officielle de ces prisons vues comme des établissements pédagogiques. L'administration a organisé des matchs de foot pour consolider les liens entre matons et éducateurs.

Chaque activité dans les prisons pour mineurs est encadrée par des matons Les notions de détention et d'enfermement font partie intégrante des programmes de formation des éducateurs de la PJJ volontaires pour travailler dans les epm. Ces formations ont eu lieu généralement dans les directions régionales des PJJ, et d'autres sont à venir. Beaucoup d'informations peuvent être obtenues sur les sites internet de l'administration pénitentiaire et de la PJJ.

IV. Chronologie des actions de résistance

• Février 2006. Nantes, occupation du futur chantier de l'EPM d'Orvault

Dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 février 2006, une soixantaine de personnes s'introduisent sur le site du futur chantier de l'EPM d'Orvault en vue d'une occupation au sol et dans les arbres. Des cabanes sont construites dans les arbres et une dizaine de personnes s'y installent pour rendre l'expulsion du lieu plus difficile. En parallèle, des banderoles sont posées sur le périph nantais et des tractages sont fait en divers lieux.

Dès mardi matin, vers 7h50, les personnes installées au pied des arbres sont évacuées par la police. Le midi, une bouffe « contre toutes les taules » est improvisée sur la place du Commerce par des personnes venues de loin rejoindre l'histoire.

Mercredi matin, une grue d'un chantier Bouygues dans le centre de Nantes, est occupée en soutien aux occupantEs des arbres. Une banderole est déployée « contre toutes les prisons ». Les personnes sont embarquées par la police et relâchées rapidement. Pendant ce temps, le GIPN déloge les occupantEs de la grue. Ces dernières sont placées en garde à vue et relâchées sans poursuite. Le soir, une réunion publique est organisée autour de la lutte contre les EPM et plus largement des luttes anti-carcérales.

Vendredi matin, le GIPN se charge de l'expulsion des personnes dans les arbres. Un groupe vient sur place en soutien et tente de retarder l'expulsion. Après un simple contrôles d'identité au commissariat, les occupantEs des arbres sont relâchés sans poursuites.

Samedi midi, une manif pique-nique est organisée, l'objectif était de revenir sur le chantier de l'EPM. La présence importante des gardes mobiles à l'entrée l'en a empêché. La manif s'est donc dirigée vers le centre de détention. Durant une partie de la journée, un camion sono s'est installé le long des murs de la taule et des discussions ont eu lieu aux entrées et sorties des parloirs.

Pendant toute cette semaine, de nombreuses actions de visibilisation de l'occupation et plus largement de la question carcérale se sont déroulées (tractages massifs, banderoles, affichages, bombages...).

La semaine suivante, le chantier est de nouveau immobilisé suite à d'apparentes défaillances techniques et les locaux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) qui collaborera au fonctionnement des EPM ont été plusieurs fois cadenassés et repeints.

• Le 25 mars 2006, carnaval à Lavaur

A Lavaur, il existe un carnaval qui déplaît beaucoup à Carayon en raison de son côté irrespectueux. Le 25 mars 2006, un char dénonçant le futur EPM participe au cortège. Il rappelle à chacun que des enfants seront enfermés, dès 2007, derrière les hauts murs de la prison.

Faussant compagnie au reste du carnaval, quelques 200 personnes se rendent devant les remparts de la honte. Relayant les paroles par des actes, certains occasionnent quelques dégâts matériels au chantier. Les manifestants rejoignent ensuite les carnavaliers. Une prison symbolique est brûlée en place publique dans le brasier de Monsieur Carnaval, sous les applaudissements de la foule. Ces événements rendent un peu plus visible la future prison de Lavaur.

entreprise mandataire et bureau d'études : LEON GROSSE BETEG. 163, boulevard des États-Unis 69373 LYON cedex 08. Tel: 04 78 78 81 00 Fax: 04 78 01 08 29 beteg@leongrosse.fr.

architectes : AFA Adrien Fainsilber & Associés. 7, rue Salvador Allende 92000 NANTERRE Tel: 01 55 69 36 20 Fax: 01 55 69 36 21 agence@fainsilber.com.

Quiévrechain

COLLABORATEURS LOCAUX

INEO Nord Pas de Calais (groupe électrogène, courants forts et faibles). Z.I. Tire à Loques, 420, Rue Jules Guesde 59650 VILLENEUVE D'ASCQ Tel: 03 20 4155 10 Fax: 03 20 41 55 19.

Forclim Nord (chauffage, ventilation, climatisation). Z.I. N2, 2, rue Jacques Messenger 59175 TEMPLEMARS Tel: 03 20 16 82 68.

SCREG Nord Picardie (terrassment, VRD, espaces verts). Montaron Z.I. de la Petite Savate BP 59159605 MAUBEUGE cedex Tel: 03 27 62 88 44 Fax: 03 27 65 64 55.

Sarl TUB 2000 (serrurerie métallerie). LA SENTINELLE (59).

ISS Energie (plomberie sanitaire). 39, boulevard de la Muette 95140 GARGES LES GONESSE Tel: 0134 45 00 00 Fax: 0134 45 2197 www.iss-france.fr.

SAS SRMC (menuiseries intérieures bois). CAMBRAI (59).

SARL Concept alu/pvc (menuiseries extérieures alu). MARLY (59).

SA FOSSE (charpente). 18, rue du Fourneau BP 5 59132 TRELON Tel: 03 27 59 70 78 Fax: 03 27 59 78 99 sa.fosse@wanadoo.fr.

CARONOR/SOREFI (peinture). 21, bis rue Pierre Legrand 59800 LILLE Tel : 03 27 79 97 79.

AIR PLUS (réseaux aérauliques, ventilation). ST BRICE COURCELLES (59).

DUVIVIER (sols souples). 59860 BRUAY SUR L'ESCAUT

SARL ERB (couverture et bardage). GONESSE (59).

SEPT Résine (revêtement de sol en résine). 25-27, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS Tel : 0147 04 83 50 Fax: 0147 04 49 39 www.sept-resines.com.

SAVIO (façades). 93, rue Nationale 62151 BURBURE Tel: 03 2164 59 89 Fax: 03 2164 59 80.

Société GES (études structures). BRON (69).

SCHINDLER Nord-Est (ascenseurs). PA. du Chat, 332, rue Marie Curie 59118 WAMBRECHIES Tel: 03 20 22 77 99 Fax: 03 20 22 77 80.

AQUASOL SARL (pose de plancher chauffant). 58 Rue de Fublaines 77470 TRILPORT Tel: 01 60 09 1143 Fax : 01 60 44 20 38 info@aquasol.fr.

BRACKMAN (sols scellés). 62138 VIOLAINES Tel: 03 20 49 84 93.

MONTASOL (dallages). 2, boulevard du Gal Leclerc 59100 ROUBAIX Tel: 03 20 73 0123.

Lavaur

COLLABORATEURS LOCAUX

Entreprise MAS (gros oeuvre et ravalement). 27, rue Paule Raymondes 31100 TOULOUSE Tel: 05 34 25 64 30 Fax: 0561263281.

Entreprise MAXIMA (chauffage, ventilation, climatisation). 5, rue Paul Rocache BP 106131035 TOULOUSE cedex 1 Tel: 05 57 29 10 60 Fax: 05 34 60 90 01.

EUROVIA Midi Pyrénées (voirie et réseaux divers). Lombardou, route de Graulhet 81000 ALBI Tel: 05 63 43 24 40.

MASSOUTIER et fils (cloisons et faux plafonds). Chemin dit de la Mollière. 81300 GRAULHET

PROSEGUR Systèmes (électricité CFA). 84, rue des Acérières 42000 SAINT-ETIENNE Tel: 04 77 9137 91 Fax : 04 77 91 37 77.

DUTHU MDS (menuiseries). 10, chemin Larramet 31170 TOURNEFEUILLE Tel: 05 34 5160 82.

MOYNET Energie (plomberie sanitaire). 20, avenue Gabriel Péri 81500 LAVAUR Tel: 05 63 58 04 02.

Entreprise PMMA (serrurerie métallique). 7 chemin Quart 31120 PORTET SUR GARONNE Tel: 05 61 72 88 45 Fax : 05 61 76 79 26.

GAYRAL (peinture). 14, chemin Mazurie 31140 AUCAMVILLE Tel : 05 62 75 0100 Fax : 05 62 75 06 05.

Entreprise BENECH (revêtement de sols souples). VALENCE (81).

Entreprise OXXO (menuiserie pvc). Z.I. Thibaud, 9, rue Boudeville 31100 TOULOUSE Tel: 05 61 16 62 62 Fax : 05 61 16 62 42.

SOPREMA (étanchéité). 31, impasse Michel Ange 31200 TOULOUSE Tel : 05 34 25 32 00 Fax: 05 61 6120 36 travaux-toulouse@soprema.fr.

SEPT Résine (revêtement de sol en résine). 25-27, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS Tel: 0147 04 83 50 Fax: 0147 04 49 39 www.sept-resines.com.

Société MATHIS (charpente). LISSIEU (69).

Société SCHINDLER (ascenseurs). 2, rue Jean Rodier 31400 TOULOUSE Tel: 05 62 16 69 69.

2H Energie (groupe électrogène). Z.I. Les Marches du Rhône, rue de la Boucle 69720 ST LAURENT DE MURE Tel: 04 72 48 33 00 Fax: 04 72 48 33 48.

Société 3R. BAT (maçonneries). TOULOUSE (31).

MIELNIK (revêtement de sol dur faïence). 2 ter, rue Claude Bourgelat 81000 ALBI.

Entreprise SYS & COM (radio communication API). 2-4, rue du 35ème Régiment d'Aviation 69673 BRON Cedex Tel: 04 72 14 53 10 Fax: 04 72 14 53 11 www.syscom.fr.

BATETANCH' (isolation étanchéité). 23, rue d'Enghein 75010 PARIS Tel: 01 53 34 61 40 Fax: 0153346136 batetanch@wanadoo.fr.

Société SDIS (plancher). MURET (31).

SARL EXTRA sud ouest (gaines des désenfumage). 293, rue du 19 Mars 1962 82000 MONTAUBAN.

Société COMEY (faux planchers informatiques). Z.I. 89500 VILLENEUVE SUR YONNE Tel: 03 86 87 60 60 Fax: 03 86 96 5190 contact@planchers-comey.fr.

Languedoc Chape SARL (protection étanchéité). CUGNAUX (31).

TECHNIFEU M.P. SARL (asservissement de lanterneaux). 79, avenue de la Gloire 31000 TOULOUSE Tel : 05 62 47 05 53.

Marseille

COLLABORATEURS LOCAUX

AXIMA (chauffage, ventilation, climatisation). 46, bd Prairie au Duc 44200 NANTES Tel: 02 40 4100 00.

LO.ME.RE (VRD). 115, Rue Louis Armand

• Le 24 mars 2007, Porcheville.

Rassemblement devant l'EPM de Porcheville (78) regroupant une quarantaine de personnes (syndicalistes, du SNPES-PJJ, de la CNT, et des individus inorganisés) pour une dizaine de flics bien équipés pour filmer les têtes.

• Fin mai 2007

A Porcheville, une série de tags hostiles aux EPM et notamment quelques-uns sur la mairie.

• Le 15 juin 2007, des tags sur les écoles de Lavour contre la nouvelle prison pour mineurs

Plusieurs établissements scolaires de Lavour (Tarn) ont été tagués avec l'inscription «écoles fermées, prison ouverte» et leurs serrures bouchées, trois jours après l'ouverture du premier établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM). La mairie de cette petite commune, dont un des véhicules a également été tagué, et les établissements scolaires ont porté plainte. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie. Le personnel de ces lycées, collèges et écoles primaires a découvert jeudi matin les serrures des portails d'entrée obstruées par du mastic. A l'école du Centre, un cadenas bloquait l'accès de l'établissement, qui a été rapidement libéré. «Je suis scandalisée par de tels faits, car des individus ne respectent plus rien. Mon lycée est un bien public entretenu par les contribuables (...) Il y a d'autres manières pour marquer son désaccord», a déclaré à l'AFP, Geneviève Bonnassieux, principale du lycée Les Cas qui accueille 635 élèves. «Il ne faut pas donner aux faits une importance exceptionnelle. Des gens, dont on ne sait s'ils sont jeunes ou adultes, par militantisme, ont fait une bêtise», a nuancé Jean Paul Jacquin, principal du collège des Clauzades. Dès l'annonce de l'ouverture d'une prison pour mineurs dans le Tarn, plusieurs manifestations avaient été organisées pour s'opposer à ce projet. L'EPM de Lavour est le premier des sept établissements de ce type créés par la loi de programmation de la justice du 9 septembre 2002, qui doivent accueillir des mineurs d'ici 2008.

Une douzaine de jeunes, détenus à la prison de Seysses, près de Toulouse, ont été transférés lundi dans cet EPM. Un autre groupe devrait être accueilli par une vingtaine d'éducateurs, qui se sont mis en grève trois jours cette semaine pour obtenir plus de moyens financiers et humains.

• 18 juin 2007, mutinerie à Meyzieu.

Le lundi 18 juin, quatre mineurs ont refusé, après dîner, de regagner leur cellule, au sein de la toute nouvelle prison des mineurs de Meyzieu, qui venait d'ouvrir dans la banlieue de Lyon. Comme on les y a obligés manu militari, tous les quatre ont tout saccagé dans leur cellule. Les cloisons en placoplâtre n'ont pas résisté.

Des morceaux de cloisons défoncées ont notamment été projetés sur l'éducateur de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et le surveillant de l'administration pénitentiaire (AP). Un communiqué de la délégation régionale Rhône-Alpes/Auvergne de l'UGSP-CGT, l'un des principaux syndicats des services pénitentiaires, fait état «d'importants dégâts matériels», malgré l'intervention de surveillants venus en renfort. Affirmant même que «l'unité de vie est hors d'usage». Et apparemment pour la première fois en France, pour ces 4 mineurs, on a fait intervenir les ERIS qui les ont massacrés (les ERIS sont des flics cagoulés armés jusqu'aux dents, dont les terribles interventions sont accusées comme hors-la-loi par la CNDS, commission droits de l'homme européenne...). Et apparemment pour la première fois en France, ces quatre jeunes mineurs sont passés en comparutions immédiates (alors que les comparutions immédiates étaient réservés aux personnes de plus de 18 ans, une nouvelle loi le permet dorénavant pour les mineurs !). Ils ont pris chacun 7 mois ferme supplémentaires.

• samedi 7 & le dimanche 8 juillet 2007, incidents à Lavour

Un détenu de l'EPM de Lavour armé d'un morceau de verre a menacé un surveillant samedi et un groupe a refusé de réintégrer les cellules dimanche. Dans les deux cas, les personnels ont pu rétablir la situation et un des meneurs a été transféré vers un autre établissement, a précisé le maton Roland Maffre, du syndicat UFAP. «Educateurs et surveillants sont confrontés à des provocations et des menaces à Lavour depuis une semaine par un petit groupe de meneurs qui n'ont pas leur place dans un établissement privilégiant la réinsertion par le dialogue», a-t-il précisé.

• 5 juillet, deux engins incendiaires à Chauconin.

Un engin incendiaire a partiellement détruit la cabine d'une grue du chantier de construction de la future prison pour mineurs de Chauconin-Neufmontiers dans la nuit du 4 au 5 juillet. Un système similaire, qui n'a pas fonctionné, a été retrouvé jeudi matin dans la cabine d'une autre grue du chantier. Les engins, de fabrication artisanale, étaient constitués d'un «système de mise à feu lente» et d'essence.

[A partir du Dossier d'information En finir avec les Etablissements Pénitentiaires pour Mineurs, 24 pages (et un plan), octobre 2007. Disponible à : enfiniravecsepm@no-log.org]

13290 AIX EN PROVENCE.

Unieux Elec Clim (courants forts). Rue basse ville 42700 FIRMINY Tel: 04 77 10 02 02 Fax : 04 77 56 20 45

PROSEGUR Systèmes (courants faibles). 84, rue des Acières 42000 SAINT-ETIENNE Tel: 04 77 91 37 91 Fax: 04 77 9137 77.

IOVINI (charpente métallique). Z.A. du Plan -18, rue de l'Industrie - 38140 RENAGE Tel: 04 76 91 5103 Fax : 04 76 65 27 70 sarl.iovini@free.fr.

GCBA (cloisons doublage et faux plafonds). 75, rue des docteurs Pelletier et Cavantou ZAC Bec de Canard BP13 83210 LA FARLEDE Tél : 04 94 27 96 70 Fax: 04 94 27 96 71.

STPR Démolition (terrassment). Quartier Gadie 13109 SIMIANE COLLONGUE Tel: 04 42 22 80 92 Fax : 04 42 22 66 99.

MULTITEC (plomberie). Parc d'affaire GVIO - Bat F1 BP 50520 La Bastide Blanche 13813 VITROLLES Tel: 04 42 79 17 03 Fax: 04 42 79 17 94 vitrolles@multitec.fr.

ARBLADE et fils (couverture bardage). 30, Grande Rue 78910 TACOIGNIÈRES Tel: 0130 88 35 35 Fax: 0130 88 30 92.

DELTA menuiserie (menuiseries intérieures). ZI Delta Industrie 57, route de Saint Menet 13011 MARSEILLE Tel: 04 9118 84 94 Fax: 04 9127 20 63.

NOEL SERIES (peinture intérieure). 108 Rue Breteuil 13006 MARSEILLE Tel: 04 9137 89 11

LANGLADE (faux plafonds et sols souples) 13000 MARSEILLE.

Entreprise OXXO (menuiserie pvc). Z.I. Thibaud, 9, rue Boudeville 31100 TOULOUSE Tel: 05 61 16 62 62 Fax : 05 61 16 62 42.

SME (étanchéité). 7, rue Charles Tellier 13014 MARSEILLE Tel: 04 9102 27 40 Fax: 04 9163 25 06.

SEPT Résine (revêtement de sol en résine). 25-27, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS Tel: 01 47 04 83 50 Fax: 0147 04 49 39 www.sept-resines.com.

SOPER France (enduit de façade). ZA Les Praedaux 13850 GRÉASQUE.

Société MATHIS (charpente). Agence de Rhône-Alpes Le Bois Dieu , 3 allée de la Combe 69380 LISSIEU Tel: 04 78 47 04 50 Fax : 04 78 47 04 55.

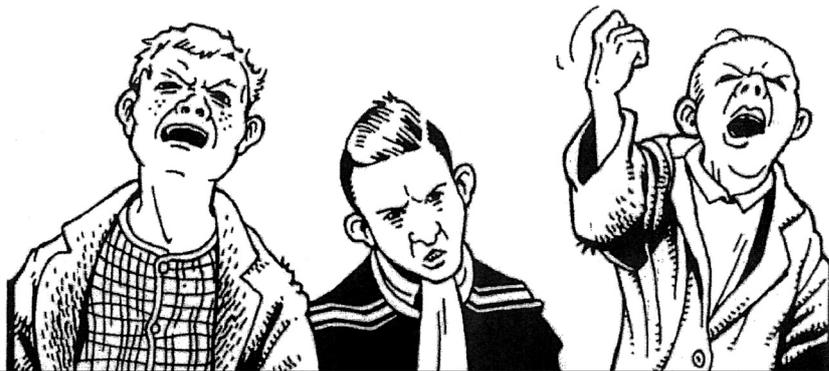
Schindler (appareils élévateurs). Siège social 1 rue Dewoitine - 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Tel: 01 30 70 70 70 Fax : 01 39 46 26 28 service.communication@fr.schindler.com

ZH Energie (groupe électrogène). Z.I. Les Marches du Rhône, rue de la Boucle 69720 ST LAURENT DE MURE Tel: 04 72 48 33 00 Fax: 04 72 48 33 48.

SM2C (carrelage faïence). 380, avenue Eugène Augias 83130 LA GARDE Tel : 04 94 14 04 33 Fax : 04 94 14 04 39.

Entreprise SYS & COM (radio communication API). 2-4, rue du 35ème Régiment d'Aviation 69673 BRON Cedex Tel: 04 72 14 53 10 Fax: 04 72 14 53 11 www.syscom.fr.

[Ndlr : Le Dossier comprend aussi la liste des collaborateurs locaux de la construction de l'EPM de Meyzieu.]



PAS DE PRISONS POUR MINEURS NI À PORCHEVILLE, NI AILLEURS

EN FÉVRIER 2006, UN CHANTIER DE CONSTRUCTION D'UNE PRISON POUR MINEURS, un EPM (Établissement Pénitentiaire pour Mineurs) est occupé par des opposants à ce projet pendant une semaine à Orvault, dans la banlieue de Nantes. Fin mars 2006, un carnaval anti-carcéral à Lavaur, près de Toulouse, se termine par un sabotage partiel d'un autre chantier de prison pour mineurs. Voici quelques actes d'opposition rendus visibles qui s'ajoutent aux résistances quotidiennes de celles et ceux qui subissent l'enfermement dans les institutions carcérales : fugues, sabotages, incendies, affrontements avec les surveillants, etc. Souvent étouffées, plus généralement utilisées afin de justifier des mesures de plus en plus coercitives; ces actes d'insoumission répondent à la logique étatique d'enfermement de ceux qui dérangent.

L'ENFERMEMENT PEUT SIGNIFIER QU'ON ARRACHE UN ENFANT à sa famille, à ses proches et à son quartier, « pour son bien » en le plaçant dans un foyer. L'enfermement est aussi la solution imposée à ceux qu'on qualifie de « délinquants », ceux qui représentent un danger pour la société. Dans les deux cas, la logique est la même: le contrôle.

APRÈS L'INAUGURATION DE CELUI DE MEYZIEU (près de Lyon) en mars 2007, plusieurs inaugurations d'autres EPM vont suivre à Porcheville (région parisienne), Orvault et Lavaur. Le projet de construction des EPM est lancé en 2002, à l'époque où Pierre Bédier, ex-maire de Mantes-la-Jolie, est chargé des programmes de construction des prisons pour le ministère de la Justice. Rappelons que l'EPM de Porcheville en construction est situé dans la - zone industrielle, classée SEVESO, c'est-à-dire entourée d'usines polluantes et dangereuses où toute construction d'habitation est interdite.

Les sept EPM représentent à terme 400 nouvelles places de prison pour les mineurs qui viennent s'ajouter aux quartiers pour mineurs déjà existant. Lors de l'inauguration du premier EPM le 9 mars dernier, l'actuel ministre de la justice Pascal Clément déclarait : « *Ce n'est vraiment pas une prison répressive mais une prison de réinsertion* ». Pierre Bédier, lui, affirmait dans un journal local en octobre 2004: « *Dans une prison classique, il y a un encadrant pour trois détenus. Dans ces centres, il y aura trois encadrants (maton, éducateur) pour un détenu* ». Derrière ces discours; gardons à l'esprit la réalité carcérale : rupture affective avec ses proches, isolement, conditions de vie insalubres, souffrance légitimée par la vengeance d'État, bannissement de la société.

Les prisons se distinguent des autres établissements disciplinaires fermés comme les CEF (centres éducatifs fermés) : dans les prisons, les détenus ne sont pas seulement considérés comme des individus à remettre « dans le droit chemin » par des méthodes disciplinaires mais comme des personnes dangereuses qu'il convient d'isoler du reste de la société. La mise en place de ces EPM constitue un nouveau seuil dans le traitement que l'État réserve à celles et ceux qui ne se soumettent pas en étendant les possibilités d'enfermer dès 13 ans. Les aménagements humanitaires ou l'introduction de « droits » dans les prisons ne changent rien au fait que les détenus restent enfermés entre quatre murs.

LA LOI DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE RÉCÉMENT VOTÉE entérine et intensifie le contrôle et l'enfermement. Cette loi complexe systématise des dispositifs déjà existants. L'idée est de concentrer dans un même texte, axé autour du pénal, un ensemble de mesures qui permette de punir plus rapidement et plus sûrement : toujours plus de comportements deviennent des délits, des délits deviennent des crimes et les peines s'allongent. Les mineurs sont de plus en plus jugés et condamnés comme des adultes. Elle permet également d'optimiser le contrôle et le fichage en tissant un maillage au plus près des populations jugées dangereuses et en fabriquant des « profils à risque »,

Le discours critique le plus répandu contre cette loi est porté par les travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés, assistants sociaux, etc.). Sous le mot d'ordre « anti-délation », il s'agit pour eux de conserver leur fonction sociale sans remettre en cause la notion même de prévention. En effet, ils posent comme nouveauté la délation, c'est-à-dire la collaboration directe avec la police et les maires, alors que ces pratiques existent depuis longtemps. Les travailleurs sociaux tentent de défendre leur statut de « grand frère », de « garants d'un accès aux droits sociaux », de « couverture humanitaire ». En pratique, ils ont le pouvoir de maintenir ou non les allocations familiales, proposent des boulots pourris, occupent les jeunes par des formations professionnelles abrutissantes ou ennuyeuses, apprennent la soumission à l'exploitation économique. Leur fonction dépend de l'Etat et participe plus ou moins directement au même maillage de contrôle qui s'étend de l'école à parfois la prison. Des harcèlements disciplinaires aux psychologues scolaires, en passant par les assistants sociaux, les

dossiers scolaires deviennent rapidement des casiers judiciaires. Pour l'État, il s'agit de contrôler, mater, dresser les « éléments potentiellement dangereux » et dans cette logique, les travailleurs sociaux sont l'un des chaînons de l'intégration à ce monde.

REFUSER CETTE INTÉGRATION, AVOIR LA RAGE ET L'EXPRIMER, c'est souvent « tomber dans la délinquance ». Des actes de survie face à un monde d'exploitation, de la débrouille pour sortir de galères matérielles et affectives quotidiennes aux formes de révolte collective comme les émeutes de novembre 2005, la délinquance est avant tout une catégorie créée par l'État lui permettant de renforcer ses organes répressifs et légitimer son pouvoir. A travers la lutte contre la délinquance et particulièrement celle des mineurs, c'est le mythe du « sauvageon de banlieue » impossible à civiliser qui est réactivé, l'ennemi intérieur qu'il faut mater.

S'OPPOSER À TOUTES LES FORMES D'ENFERMEMENT, de la prison à l'hôpital psychiatrique sans oublier l'usine, nécessite de remettre en cause les raisons pour lesquels on enferme des gens et sur qui décide qui doit être enfermé. Il ne peut pas exister de « prison à visage humain » : nous nous opposons à ces constructions de prisons comme nous souhaitons la destruction de toutes celles qui existent déjà. **PARCE QU'APRÈS LEUR INAUGURATION IL SERA DÉJÀ TARD POUR EXPRIMER SON DÉSACCORD, AGISSONS DÈS À PRÉSENT POUR QU'AUCUN MINEUR NE SOIT INCARCÉRÉ NI À PORCHEVILLE NI AILLEURS.**

contact: PASDEPM@NO-LOG.ORG

Espagne

Chronologie de cinq années de révoltes contre les centres pour mineurs



Les « politiques d'intégration » destinées aux jeunes et mises en application par les différentes administrations et gouvernements qui se sont succédés en Espagne reposent sur la *Ley de Responsabilidad Penal del Menor* (Loi de responsabilité pénale du Mineur) de 2000. Divers règlements et réformes (la dernière date de 2006) sont ensuite venus la durcir avec une nouvelle gamme de sanctions (possibilité d'enfermer les détenus au mitard pour une durée de 7 jours consécutifs, médicalisation forcée etc...). Les centres de détention pour mineurs en Espagne sont gérés par des organismes privés (la fondation O'Belen en gère par exemple un grand nombre pour son plus grand profit).

UNE POSSIBLE CHRONOLOGIE DES BONTÉS DE LA LOI POUR MINEURS

NOTE : Cette chronologie ne sera pas exhaustive. Nous avons essayé de reconstituer à partir de différentes sources une série d'événements (évasions, mutineries, dénonciations, vols etc.) qui se sont produits dès l'entrée en vigueur de la *Ley del Menor* (Loi du Mineur). Elle peut servir à approcher ou à se faire une idée générale de la problématique, sans prétendre relater toutes les informations disponibles. Ne risquons pas l'indigestion.

23.02.2001 : L'organisation basque ETA fait sauter le centre de détention pour mineurs en construction de Zumarraga (Guipuzcoa) dont l'inauguration avait déjà été retardée d'un an et demi. Bienvenue à la nouvelle loi.

03.2001 : Un centre est définitivement fermé à Guadarrama (Madrid) sur la base de dénonciations de torture.

08.03.2001 : Mutinerie dans le centre de Valle Tabares (La Laguna-Tenerife).

17.03.2001 : Deux prisonniers s'échappent de El Pinar par une fenêtre du rez-de-chaussée.

03.2001 : Quatre mineurs tentent de s'évader du centre de Villa Tabares. Deux y parviennent, les deux autres sont pris.

21.04.2001 : Deux prisonniers s'échappent de El Pinar.

07.06.2001 : Un groupe de mineurs se mutinent dans le centre de El Pinar. Les anti-émeutes réduisent les mutins une heure et demie plus tard. La sécurité du centre, géré par l'association Ciceron Siglo XXI, était assurée par Levantina de Seguridad, une entreprise clairement ultra-fasciste, sous les ordres du

kapo Jose Luis Roberto (alias "el cojo"), lié un moment aux Guerilleros de Christo Rey et conseiller de l'association de night-clubs ANELCA.

08.2001 : Quatre mineurs s'évadent du centre de La Jara (Séville), après avoir menacé un éducateur avec un poignçon.

11.09.2001 : Le quartier d'isolement de El Pinar est fermé à la suite de dénonciations de torture. Curieusement, la directrice des institutions pénitentiaires Mercedes Jabardo (1992-1994 avec le PSOE) appartient au comité consultatif de l'association Ciceron Siglo XXI. Le 4 octobre, le juge autorise la réouverture du quartier zéro qui doit être rénové.

26.09.2001 : Mutinerie à "Las Lagunillas" (Jaen).

28.09.2001 : Durant la nuit, un groupe de nombreux jeunes entre 15 et 17 ans se mutinent à El Pinar. Une fois de plus, l'émeute est réduite par les anti-émeutes le lendemain matin.

10.2001 : "El huevo" et "el pimiento", deux jeunes andalous, s'évadent du centre de Las Lagunillas. Ils vont ensuite à celui de Los Alcores (Séville), armés de fusils et après avoir braqué un vigile et un éducateur, ils permettent à 18 des 25 jeunes qui y sont enfermés de s'enfuir, à bord des voitures mêmes des éducateurs.

14.10.2001 : Une vingtaine de prisonniers se mutinent à El Pinar, jusqu'à l'intervention de la police anti-émeutes.

15.10.2001 : Deux prisonniers s'évadent de El Pinar et El Madrono (Madrid). Celui qui se trouvait à El Pinar, s'était déjà échappé le 5 août de cette même année.

29.10.2001 : Une dizaine de mineurs se mutinent à El Pinar et détruisent le mobilier. La mutinerie est réduite par les anti-émeutes. Au cours des 11 mois suivant l'ouverture du centre, les évasions et mutineries s'y sont succédées.

05.12.2001 : A l'aube, trois mineurs s'évadent de la taule pour mineurs Renasco, après avoir désarmé le vigile.

2001 : L'entreprise *Diagrama* doit fermer 3 des 19 centres qu'elle gère après des dénonciations de mauvais traitements et de tortures sur les détenus.

2001 : 44 évasions ont lieu au cours de l'année dans les prisons pour mineurs de l'archipel des Canaries.

2002 : Plus de 50 évasions dans les centres pour mineurs de la communauté de Valence.

14.08.2002 : Un jeune sévillan de 18 ans, Marc, meurt après le braquage d'un bureau de tabac, au cours d'une fusillade de la police (lui portait un pistolet à blanc). Les jours suivants, des émeutes ont lieu dans le quartier.

16.02.2002 : La police nationale de Langreo et San Martin del Rey Aurelio arrêtent 7 jeunes, accusés de délinquance organisée et de différens vols. 4 de ces jeunes sont en cavale, 3 se sont enfuis du centre d'internement de Sograndio (Oviedo), l'autre s'était cassé du Foyer pour Jeunes S. Jose (Gijon).

2002 : 93 000 mineurs sont arrêtés dans l'année, sur l'ensemble du territoire de l'état démocratique espagnol.

06.2002 : Un mineur s'échappe du centre El Baluarte de San Pedro de Mellila. Un autre fera de même en novembre.

14.08.2003 : Depuis le début de l'année, 70 mineurs se sont évadés des prisons de la communauté de Madrid.

08.2003 : 4 mineurs s'évadent du centre El Baluarte de San Pedro de Mellila, en profitant d'une sortie programmée.

03.2004 : Dix mineurs sont encore en fuite des centres pour mineurs de Tenerife.

21.05.2004 : Un jeune de 15 ans est condamné à 10 ans de prison pour tentative de meurtre sur deux commerçants au cours de divers braquages. Il s'était enfui de Los Alcores (Carmona-Sevilla).

08.2004 : Le règlement de la Loi du Mineur est approuvé.

01.03.2005 : Entrée en vigueur du règlement.

03.05.2005 : Projet de construction de deux nouveaux centres de détention pour mineurs à Valdemoro et Aranjuez.

08.08.2005 : Les mineurs du centre l'Alzina de Barcelone se mutinent et mettent le feu à deux chambres. Les Mossos (police catalane) interviennent et réduisent la mutinerie.

04.12.2005 : Deux mineurs s'échappent du centre l'Alzina, ce qui porte le chiffre des évasions de l'année à 9.

20.01.2006 : Le conseil des Ministres adopte la réforme de la Loi du Mineur.

[Traduit de l'espagnol. Infos tirées de *Contra las carceles de menores. Dossier informativo*, par Anarquistas contra la represión, janvier 2006, 34 p.]

Dossier Centros De Menores



Argentine

Révolte dans un foyer pour mineurs à Bariloche

Une chambre et du mobilier du Foyer *Convivir*, où sont enfermés des mineurs en conflit avec la loi, ont été détruits cette nuit par un feu apparemment provoqué par les reclus, qui ont continué en s'affrontant avec la police et les pompiers.

Le feu a démarré à minuit et a touché une chambre, selon les pompiers, dont les effectifs ont été reçus par de la peinture balancée depuis le dernier étage contre leurs véhicules.

Les incidents se sont poursuivis avec l'arrivée des policiers dans le foyer pour mineurs, qui ont à leur tour reçu de la peinture puis des pierres.

Apparemment, les mineurs logés dans le centre, qui actuellement ne sont pas plus de huit, ont tenté de s'échapper de l'institution, mettant le feu à un des bâtiments et malmenant les éducateurs du lieu.

Face aux perturbateurs, la police a tiré en l'air, tandis que les pompiers tentaient d'éteindre l'incendie du bâtiment. Ils ont été rappelés peu après 2h du matin, cette fois pour un feu provoqué avec les meubles de la salle commune. Ils furent de nouveau accueillis à coups de peinture -blanche- cette fois balancée depuis le balcon.

[Traduit de l'espagnol d'après une dépêche d'agence parue sur *Klinamen.org* le 2 novembre 2007]

Le 21 août 2007, sous prétexte d'une convocation pour une banale histoire de carte grise, Marina Petrella, une ex des Brigades Rouges, a été incarcérée à Fresnes.

Elle est sous le coup d'une procédure d'extradition à la demande du gouvernement italien. Réfugiée en France depuis 1993, elle a déjà fait huit années de prison préventive là-bas. Après Paolo Persichetti en août 2002 puis la tentative contre Cesare Battisti en 2004 (à présent incarcéré au Brésil en attendant d'être extradé vers l'Italie), la France risque fort de la livrer à ce pays où elle encourt la perpétuité.

Au-delà du cirque médiatique qu'on a pu voir parfois, des positions démocrates des souteneurs habituels et des falsifications historiques qu'ils se croient obligés de faire au nom de tous, nous pensons qu'accepter cette extradition, comme les précédentes et celles qui se produisent tous les jours vers d'autres pays, serait un coup supplémentaire porté contre tous les rebelles d'aujourd'hui.

Nous reproduisons ci-contre un texte d'appel à une réunion sur d'autres bases que celles qu'on entend trop souvent, sorti en mai 2004 au moment où Battisti risquait à son tour d'être expédié vers des dizaines d'années de prison : « de la révolte généralisée en Italie des années 70, nous défendons une possibilité non aboutie mais toujours féconde : la possibilité de saboter un ordre social et technologique inhumain et de s'armer contre toute spécialisation hiérarchisée et militarisée. C'est en cela que cette histoire nous parle encore ».



Qui sont les terroristes ?

Contre l'extradition des réfugiés italiens

AUJOURD'HUI, le mot « terrorisme » est une arme de propagande employée par les différents Ministères de la Peur pour tenter d'imposer des conditions sociales chaque jour plus invivables. Toute personne qui met en discussion l'ordre de l'argent et des matraques devient ainsi un « terroriste ». Il s'agit en effet d'une représentation médiatique où l'ennemi extérieur –l'étranger, le barbare– rejoint l'ennemi intérieur –l'insoumis, le révolté.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les demandes d'extradition contre des réfugiés italiens et le lynchage orchestré par la presse de ce pays contre Cesare Battisti.

Mais ce serait aussi de l'aveuglement que de ne pas remarquer qu'un tel emploi du mot « terrorisme » (avec toutes ses conséquences répressives) a été favorisé par des idées soigneusement confuses et des pratiques ouvertement collaborationnistes de notre côté de la barricade.

Si le terrorisme est –selon sa définition historique– l'usage aveugle de la violence afin de conquérir ou préserver le pouvoir, alors les terroristes sont les Etats (ou leurs homologues et concurrents), les armées et leurs chercheurs en blouses blanches, les patrons et leurs serfs en uniforme. Le terrorisme, c'est la logique de la guerre avec ses frappes dans le tas ; une logique qui pose au même plan exploités et exploités, riches et pauvres. Une logique sur la base de laquelle on massacre une population sous le bon prétexte de destituer un chef d'Etat... Et c'est cette même logique meurtrière –commune aussi bien à l'ordre marchand qu'à l'ordre religieux– qui, exportée partout dans le monde, nous revient maintenant par derrière (comme les bombes de Madrid).

Mais si, au contraire, le terrorisme est –selon la novlangue étatique– l'action directe contre les oppresseurs et leurs structures de mort, alors nous sommes tous des terroristes. Nous, comme tous ceux qui se battent pour subvertir cette société et détruire son terrorisme industriel.

Nous crachons à la gueule de tous ceux qui qualifient de « terrorisme » la violence révolutionnaire – qu'il s'agisse d'affrontements urbains avec la police, de sabotages ou même de l'homicide d'un patron ou d'un général. On peut bien sûr ne pas partager certaines pratiques, mais il est

pour le moins infâme de les mettre sur le même plan que celles de la violence –elle oui aveugle et terroriste– de l'Etat. Ou de prétendre, comme cela a pu par exemple être le cas d'un écrivain qui se targue de radicalité, que les groupes armés aient réintroduit la peine de mort en Italie !

Toute discussion sur « la violence et la non-violence » doit partir de cette banalité : on ne peut certainement pas gloser sur la « non-violence » tout en collaborant avec des institutions et des partis qui ont fondé leur pouvoir sur le monopole de cette même violence et sur les massacres quotidiens que la démocratie provoque de part le monde. Le point de départ est le refus de toute collaboration – à l'heure actuelle, un des crimes qui contient tous les autres. N'est-ce pas là le sens des invitations –lancées par exemple aux réfugiés italiens dont on demande l'extradition ou aux militants d'Action Directe– à se dissocier ou à se repentir ? N'est-ce pas là le sens de certaines prises de position qui parlent au mouvement mais qui s'adressent à l'Etat ? « Terroriste » n'est-ce pas de plus en plus souvent celui ou celle qui refuse d'abjurer la violence, qui se refuse à toute collaboration ?

Une non-violence étalée devant les juges et l'Etat n'a rien d'un choix éthique et tout d'un opportunisme collabo qui se traduit –on l'a vu maintes fois– par une répression majeure contre ceux qui n'abjurent pas.

Il est nécessaire de s'opposer à l'extradition des réfugiés italiens, mais sur des bases claires : il y a des coups de main qui nuisent plus que des coups de pied.

Nul besoin de certaines exagérations, qui tournent assez vite à la falsification. Au cours des années 70 italiennes, il n'y avait pas de dictature, et des milliers de jeunes prolétaires n'ont alors pas choisi la subversion armée pour conquérir... la démocratie. Laissons ces crétineries aux intellectuels et aux démocrates soucieux de leur image vis-à-vis de cette fable qu'est l'opinion publique.

Les conditions de vie n'étaient pas pires que celles d'aujourd'hui – au contraire, la domination actuelle est sans doute plus totalitaire. La situation sociale était juste plus favorable pour les insurgés, c'est tout. Et c'est éloigner encore

Contre l'amnistie

plus toute perspective subversive que de faire croire que les raisons de s'insurger sont à présent différentes. Si nous nous opposons aux extraditions –au-delà de tout lien d'amitié et même des positions démocrates de nombreux réfugiés aujourd'hui–, c'est parce que nous en voyons les enjeux : d'un côté, le délire sécuritaire qui voudrait pérenniser le présent, de l'autre une police de la mémoire qui voudrait enfermer un passé encore explosif derrière les barreaux.

De la révolte généralisée en Italie des années 70, nous défendons une *possibilité* non aboutie mais toujours féconde : la possibilité de saboter un ordre social et technologique inhumain et de s'armer contre toute spécialisation hiérarchisée et militarisée. C'est en cela que cette histoire nous parle encore. Si d'un côté la domination sape de plus en plus les conditions d'autonomie individuelle et sociale, les rackets politiques gauchistes (y compris combattants), très forts à l'époque, ne sont plus, d'un autre côté, qu'un amas de ruines : la partie reste ouverte.

Et de même que personne ne peut décider quand un conflit social commence, personne ne peut dire, et encore moins *au nom de tout le monde*, quand il se termine. Chacun, chacune, peut simplement y prendre sa part.

Quelles que soient les visées “ tactiques ” et “ stratégiques ” des uns et des autres, c'est le fondement éthique de la révolte *avec toutes ses armes* qui est attaqué à travers la question des extraditions. C'est là aussi qu'il faut faire barrage contre ce nouvel assaut des tribunaux (“ la justice, cette forme endimanchée de la vengeance ! ”).

Si les prises de position des intellectuels, quand elles ne reproduisent pas un immonde discours républicain, peuvent faire illusion sur la minorité qui accorde encore une quelconque importance aux pétitions et aux déclarations médiatisées, il est hors de question pour nous de s'aveugler : c'est bien entendu une “ force ” qui fond comme neige au soleil face à la répression.

Il est donc urgent –surtout pour les camarades qui refusent ou ne peuvent pas compter sur le milieu des écrivains et autres degôches– de proposer des solidarités qui sortent du virtuel médiatique.

Enfin, vue la solidarité classique entre Etats dans la traque des rebelles et les nouveaux dispositifs européens, la guerre “ contre le terrorisme ” est grosse d'avenir et de geôles...

Des compagnons italiens et français

[Texte d'appel à une réunion sur Paris fin mai 2004]

A chaque fois qu'un réfugié italien est menacé d'extradition ou, comme c'est malheureusement de plus en plus souvent le cas, est incarcéré avant de l'être effectivement, revient la vieille question de l'amnistie. Cette ritournelle, qui se voulait une solution technique et politique pour sortir les milliers de camarades italiens des années 70 alors incarcérés, est toujours défendue presque 30 ans après. Si cette position fut assurément plus digne que celle des négristes et autres dissociés, elle n'est en rien –et ne l'était déjà pas à l'époque– satisfaisante d'un point de vue révolutionnaire. Alors qu'on la voit à nouveau pointer son museau à l'occasion de l'arrestation de Marina Petrella fin août 2007 à Paris, nous avons choisi de traduire plusieurs extraits d'un texte anarchiste italien de 1984 (Et nous serons toujours prêts à partir une fois encore à l'assaut du ciel) qui expliquait déjà l'opposition à cette fausse mesure, ses raisons et ses conséquences.

• *Pourquoi nous sommes contre une lutte pour l'amnistie ?*

Il existe de nombreuses manières de sortir de prison. De nombreuses aussi d'y rentrer. Au cours de l'affrontement révolutionnaire, la prison est une composante essentielle, elle ne peut être considérée comme une variable externe. Lorsqu'il se forme, contraignant des milliers de camarades à la solitude et au silence, le cercle peut se refermer ou être brisé. On ne peut pas penser que ceux qui détiennent les clés pour le compte du pouvoir les jeteront dans un fossé après avoir ouvert les portes. Aucun d'eux n'est prêt à le faire. Ils ne nous feront pas cadeau de l'amnistie. Nous devrons la payer.

La note que présentent ces messieurs est décidément trop salée. Pour le moment, nous constituons un poids, pas encore une menace. N'ayant pas de capacité contractuelle basée sur la force, nous ne pouvons que faire levier sur la pitié, sur leur sens de l'ordre démocratique qui serait offensé par un nombre si élevé de prisonniers politiques, sur le fait qu'ils sont les premiers à avoir besoin d'affirmer que « la guerre est finie » afin d'exorciser le signe de la bête, contre ceux qui ont voulu être différents, ceux qui ont rêvé un monde « ici et maintenant ».

A présent, ils nous veulent à genoux. Après les journées de Canossa, passées dans le froid et la boue, ils veulent avoir le bon goût de « nous donner » la liberté. Leurs lois broient des perpétuités et saupoudrent quelques libérations de figures infâmes et louches qui se sont mises au service de la trahison. Et ces mêmes lois devraient sanctifier l'amnistie ? Tout le monde dehors. Le jeu est fini. Continuez la lutte par d'autres moyens. Ceux dont vous avez usé jusqu'à présent sont trop bruyants. S'il vous plaît, faites plus doucement. Mettez « entre parenthèses » la lutte de classe. Oubliez la révolution.

Mais quelle guerre est donc terminée ?

Pour ceux qui s'étaient imaginés une guerre frontale, un affrontement de mini-

armées et de microscopiques campagnes d'automne ou de printemps, la guerre est finie. Mais la représentation sur le petit théâtre de la politique n'approche pas, même de loin, la réalité. C'est à peine si un immense battement souterrain a légèrement changé de rythme. Le grand sacrifice de sang qui est demandé à la classe prolétaire continue, ininterrompu. Les massacres officiels tuent systématiquement. Leurs chiens tirent dans les rues. Lorsqu'ils endossent la toge, ils balancent des milliers de siècles sur les frêles épaules de prolétaires responsables d'avoir touché au droit sacré à la propriété.

Le bien pensant néo-gibelin¹ sourit sceptique face à ces considérations, et nous invite à réfléchir à la bonté du nouveau prince, à son élargissement du bien-être, à la fin de la misère.

Mais la guerre sociale continue, au-delà des mixtures idéologiques de cette nouvelle espèce de récupérateurs, et demain, il sera toujours possible de repartir à l'assaut du ciel.

De quelle défaite parlent-ils ?

De leur façon de concevoir la lutte. Répétitif et obtus, incapable de toute perspective critique, mécanique, déterministe, leur rêve n'en était pas un, c'était une comptabilité. Les comptes n'étaient pas ronds. L'histoire ne se répète pas toujours de la même manière. Les modèles du passé –vieux et récents– ne peuvent se superposer à loisir. Mais l'absence de fantaisie a besoin de modèles, ne jure que par eux, ne vit qu'à travers eux.

C'est l'affrontement frontal qui a été défait. L'affrontement qui entendait mesurer la force de deux armées en guerre. Mais leur guerre n'était pas la guerre sociale. Deux rackets qui se tiraient dessus ne sont pas nécessairement le tableau véridique de toute une société, ils n'en saisissent qu'une partie, souvent la plus marginale et la plus exacerbée.

Nombre d'entre eux étaient de bonne foi, et c'est pour cela que nous avons attendu le miracle des marguerites. Au fond, même une poule aveugle finit par attra-

per un morceau de grain. Mais la cécité était trop généralisée. La pesanteur idéologique recouvrait tout d'un épais brouillard. L'arrogance et la mesquinerie mentale aillaient de paire avec la prétention ridicule de tout représenter.

Vers quelle victoire allaient-ils ?

Vers la conquête du pouvoir. La dictature du prolétariat. La formation de l'Etat prolétarien. Et plus encore. Leur gibecière contenait d'autres rêveries non moins dangereuses.

Nous leur avons donné de l'espace et une crédibilité critique parce que nous avons toujours été certains de la possibilité d'un accident de parcours. Même les camarades lancés dans une perspective lointaine de la nôtre doivent être soutenus lorsqu'ils passent à l'attaque. A présent qu'ils s'apprêtent à trahir, nous ne pouvons certes plus les soutenir.

Une évaluation correcte de ce qu'ils nomment défaite passe par une critique des positions de départ, de ce qu'ils croyaient être la guerre de classe, de l'usage qu'ils ont fait de l'instrument de la lutte armée, de comment ils ont posé les rapports avec la réalité qu'ils cherchaient à modifier.

Au lieu de faire tout cela, on préfère admettre simplement qu'on a été défait, que les choses étaient posées correctement mais que la chance n'a pas été du bon côté, a préféré sourire au pouvoir.

Et lorsque quelque voix s'élève, ouvrant un discours critique, on bute sur le point de l'exceptionnalité du moment : 4 000 camarades prisonniers politiques, et ce fait devient prioritaire. Déclarer la défaite, c'est vrai, est la première chose à faire pour ceux qui veulent négocier la reddition.

Nous avons toujours dit que même en cas de victoire, la guerre aurait continué pour nous, c'est pourquoi leur défaite en forme de débandade ne nous importe en rien. Il s'agit de comptabilité de pouvoir.

Rappelons que lorsque Togliatti² a prononcé l'amnistie pour faire sortir les fascistes de prison, juste après ce sont nos compagnons qui ont commencé à y entrer. Le pouvoir met toujours au point le processus d'alternance avec le contre-pouvoir qui a perdu, mais il ne peut jamais instaurer un dialogue avec les révolutionnaires. Il n'y a pas moyen de s'entendre.

La critique est invoquée par ceux qui n'ont jamais su l'employer

Les mêmes analystes des desseins historiques du prolétariat, hautains et bombant le torse, sont maintenant en plein dans les affaires de la critique. Eux qui avaient opté avec tant de sûreté pour la «critique des armes» et n'admettaient pas qu'on discute de l'usage stratégique correct d'un instrument qui était et reste valide (la lutte armée) semblent maintenant en proie au délire des larmes.



Dans la fougue destructrice de ce qu'ils avaient –y compris sans le vouloir– construit ; dans la hâte d'apparaître différents de ce qu'ils ont été au fond ; rejetant tout : les choses positives et les autres, négatives.

On sent qu'ils sont gênés dans leur nouvelle veste critique et que leur manière de s'accrocher à ce que leur passé récent et moins récent a produit n'a pas de sens et démontre l'inconsistance réelle de leur préoccupations théoriques.

Adroits dans le maniement des mots, ils pourraient peut-être embrouiller quelque compagnon plus ingénu, mais je ne pense pas qu'ils réussissent à convaincre ceux qui se rendent compte de la volte-face acrobatique qu'ils sont en train d'effectuer. Souples dans leur mode d'élaborer les mots, ils sont à présent également humbles et circonspects dans leurs propositions d'hypothèses : ces mêmes gens qui, il n'y a pas si longtemps, tiraient à vue contre quiconque hasardait une hypothèse différente de la leur en le condamnant comme provocateur.

La structure centrale de cette soi-disant critique vise à démontrer qu'au fond leur action n'a pas eu lieu, et que si ce fut le cas elle s'est limitée à bien peu, et que ce peu a été un abus causé par de mauvaises leçons, par la manie collective de la violence, par les illusions dérivant du vieux 68, etc.

Tout ceci porte une part de vérité mais, comme d'habitude, tend à rejeter l'aspect négatif en même temps que les choses positives. Un rejet global de ce type n'est pas une critique, c'est la plaidoirie d'un avocat, le verbiage d'un individu en difficulté qui veut à tout prix s'en tirer.

Et bien, que ce soit dit ainsi avec clarté, alors, et qu'on ne cherche pas à masquer son propre «désistement» derrière une «analyse critique» complexe.

Qu'on nous dise si certains aspects de la critique, comme par exemple la pesanteur unidimensionnelle du modèle armé, ont été emprunté à nos positions ; les autres aspects ne sont rien d'autre que l'inversion tragique de ceux qui finissent par dire aujourd'hui le contraire de ce qu'ils disaient avant, et ce

sans en justifier les raisons de manière critique. Lorsque ces gens s'autoaccusent d'avoir trop «simplifié» la complexité sociale, ils ne disent rien en pratique, ils renient et basta. Ils n'expliquent pas –et ne peuvent expliquer– quel projet «non simplifié» ils proposent à présent pour l'action future.

Lorsqu'ils parlent d'une «crise» de la vulgate marxiste et tiers-mondiste, ils ne disent pas à quel autre outillage théorique ils se référeront demain, lorsque se terminera cette parenthèse des années de plomb, lorsqu'ils obtiendront, d'une manière ou d'une autre, ce «tous à la maison». Peut-être à l'idéologie bien-pensante de Popper et de Feyerabend ? Peut-être à la critique de l'existant de Husserl ?

Incapables de critique depuis toujours, ils sont à présent seulement en mesure de crier à la «nécessité» d'une critique, poussés par l'urgence de la partie adverse, mais ce qui en sort est un rejet en bloc, irrationnel et couru d'avance : un vomissement sur soi qui ne prélude rien de bon.

La lutte intermédiaire des révolutionnaires

En niant la faisabilité de l'amnistie, nous n'affirmons pas un vague maximalisme en dehors de la réalité mais, au contraire, nous cherchons à ramener la lutte actuelle aux termes de ses possibilités effectives.

Il a été affirmé que chaque instant passé en prison est un instant perdu de sa vie. Cela est vrai, comme le savent malheureusement par expérience ceux qui ont été incarcérés en risquant la perpétuité. Mais on doit ajouter qu'il faut s'imposer un dépassement de ce premier niveau de considérations. Dans le cas contraire, on ne comprendrait pas bien ce que nous attendions de la part de l'Etat lorsque nous lui avons crié en face –tous ensemble– ses quatre vérités ? Un poste de travail au cadastre ?

Ainsi, face à la plus que prévisible répression, chacun a fait ses comptes. Nous n'avons jamais été de ces aventuriers du flingue, fascinés par la violence pour la violence, entraînés dans un processus qui dans le nombre voyait la force et dans la force l'inéluctabilité de la victoire. Dans notre rébellion, il y a toujours eu une base de maturité révolutionnaire. En chacun de nous, pris singulièrement.

Ceci ne change rien au fait que nous devons trouver le chemin pour réduire le temps d'incarcération des camarades qui sont en prison. Il faut donc s'entendre sur les chemins qui sont praticables et ceux qui ne le sont pas, parce qu'ils requièrent un coût trop élevé, beaucoup plus élevé que la prison même.

Les véritables révolutionnaires n'ont jamais été opposés par principe aux luttes intermédiaires. Ils savent que ces luttes sont indispensables pour rapprocher le projet des conditions sociales qui le mettront en œuvre. Il n'est pas possible de proposer un développement directement révolutionnaire à une situation de conflit social qui ne laisse

entrevoir que certains aspects des contradictions qui le caractérisent, tandis que d'autres aspects, peut-être les plus importants, restent cachés.

C'est pour cela que nous participons aux manifestations, à la contre-information, aux luttes dans les usines, les écoles, les quartiers. Pour chercher, d'une fois à l'autre, à les pousser vers des objectifs bien plus vastes que la simple revendication, l'information, le dissensus.

Pour nous, les luttes intermédiaires ne sont pas un but, il s'agit d'un moyen dont nous usons (parfois souvent) pour rejoindre un autre objectif : pousser à la rébellion.

Ceci dit, nous n'admettons pas qu'on puisse en venir à pactiser avec le pouvoir. Fixer une négociation, marchander en bloc la liberté des compagnons en taule.

Nous ne sommes pas d'accord, parce qu'une telle contradiction ne serait pas une lutte intermédiaire, mais serait le début de la fin, serait sa propre fin en soi : la liberté des camarades payée par la liberté des camarades. Tous (ou quasi tous) dehors, mais dépouillés de tout, en premier chef de leur propre affirmation comme révolutionnaires, de leur dignité, de leur valeur humaine.

Il est faux d'affirmer –comme on l'a entendu– que la négociation d'aujourd'hui serait le prélude à la continuation des luttes de demain. Acceptant la négociation aujourd'hui, on pourrait demain au maximum lutter à l'intérieur du ghetto que le pouvoir nous assignera. Le ghetto des anciens combattants d'une faillite, d'une défaite, d'une reddition. Il est faux d'affirmer –comme on l'a entendu– que si on ne négocie pas immédiatement cette reddition, les luttes de demain seraient condamnées à la répétition maniaque du schéma déjà vu de la lutte armée. A qui peut bien venir à l'esprit une telle balourdise ?

Les luttes du futur seront bien diverses si on tient compte des erreurs et des points positifs. Dans le cas où nous devons tout perdre en une reddition sans conditions, notre passé n'existera plus, sinon sur les photos à usage et consommation des frissons de salon de la bourgeoisie de la prochaine fin de siècle.

La misérable perspective du collaborationisme

Ils nous appellent à la raison et à la réflexion. Ils nous invitent à ne pas être les mauvais garçons de toujours, à comprendre comment vont les choses. Ils nous invitent à la collaboration.

D'un côté (celui du pouvoir), les bras sont ouverts, même si le prix initial de la négociation reste encore exorbitant. D'un autre côté (celui de l'ex contre-pouvoir imaginaire) les bras sont non moins ouverts et on ne cherche même pas à nous faire une réduction.

L'urgence biologique devient un fait prioritaire. La solitude physique et morale de 4 000 camarades signifie une montagne sur nos épaules, mais ne peut pourtant nous faire bouger d'un millimètre. Nous ne sommes pas des irréductibles de l'erreur, mais de

l'évaluation critique.

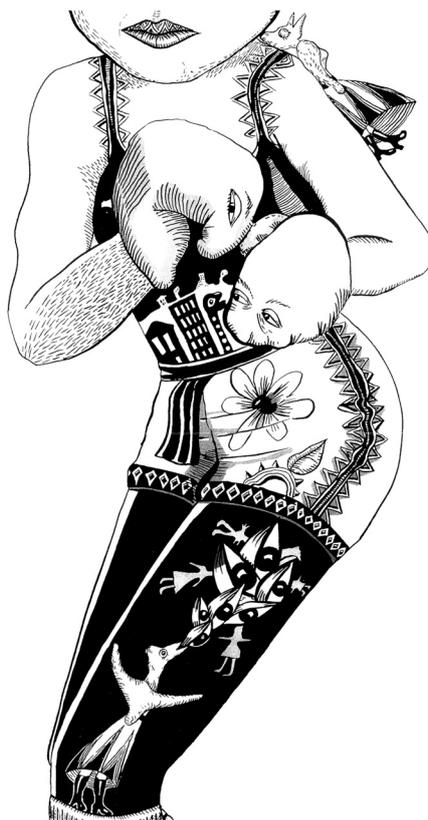
Nous ne voulons pas collaborer parce que nous croyons en nos idées et en notre capacité à transformer la réalité, ce n'est pas parce que nous croyons en ce que nous avons été que nous pensons qu'une modification n'est pas possible. Nous ne sommes pas des adorateurs imbéciles d'un modèle considéré comme une vérité. Mais nous ne sommes pas non plus des collabos qui basent leur conviction sur une critique élaborée dans les bureaux du ministère de l'Intérieur.

En collaborant, on nous consigne en bloc à l'ennemi, on ne propose pas une alternative pour répandre la lutte ailleurs. Il n'y aura jamais un «ailleurs» pour les collabos. Ils porteront toujours avec eux leur propre passé, emballé dans la merde de leur présent.

• Dans la proposition d'amnistie, il y a le refus d'aller de l'avant

On ne peut résoudre aucun problème à l'intérieur de la structure capitaliste. Les prisons doivent être abattues totalement et définitivement. On ne peut pas négocier une libération partielle.

Certes, nous pouvons imposer une condition d'intolérabilité telle à l'Etat que –de lui-même– il en vienne à une solution partielle du problème. Mais cela n'est pas une négociation post-révolutionnaire, il s'agit d'un moment du conflit. La reddition doit venir de la part de l'Etat. Nous n'avons pas l'illusion qu'elle puisse être totale, mais c'est une manière comme une autre pour lui d'en venir à pactiser. De cette manière, si, c'est possible. Et c'est le mouvement réel qui doit imposer ce pacte de fait, l'affrontement de classe, pas la décision d'une minorité qui se



met en accointance avec ces franges réformistes prêtes à exploiter n'importe quelles occasions pour prendre le large dans leur stratégie de pouvoir.

Ça ne doit pas être nous qui demandons l'amnistie pour les 4 000 prisonniers politiques. Nous devons demander (ou imposer ?) l'abolition de la prison pour tous, la suppression définitive du concept d' «homme prisonnier». Et c'est dans le cours de la lutte pour imposer cette méthode du «tout et tout de suite» que l'Etat peut décider d'en venir à pactiser, de concéder une quelconque diablerie légale qui peut aussi bien se nommer amnistie ou remise de peine généralisée [*indulto*], suspension de la peine ou travail social, ou n'importe quelle autre chose. Il nous reviendra ensuite –sur la base de l'évaluation des conditions de l'affrontement– de l'accepter plus ou moins.

L'énorme pression morale de 4 000 corps qui sont pratiquement en train de mourir isolés ne peut pas nous faire fermer les yeux devant l'évidence. En choisissant la voie de la tractation, de la négociation avec l'Etat, nous ne réussirons jamais à les tirer réellement dehors. Nous sortirons 4 000 simulacres de femmes et d'hommes qui iront se nicher dans une dimension dans laquelle ils retrouveront toujours les barreaux d'une autre prison : la prison de leur inutilité, de leur vide, du fait de se sentir en permanence «ailleurs», en un endroit où ils ont abandonné leur identité de révolutionnaires.

Il faut renverser l'ignoble théorème qui nous est proposé, négocier la libération des camarades pour reprendre la lutte, dans l'affirmation beaucoup plus logique et conséquente : reprendre la lutte pour imposer la libération des camarades.

Et cette reprise ne doit pas être la répétition maniaque des modèles monolithiques du parti armé, mais un développement critique dans d'autres directions.

[Traduit de l'italien. Extraits de Alfredo M. Bonanno, *E noi saremo sempre pronti a impadronirci un'altra volta del cielo. Contro l'amnistia*, ed. Anarchismo, 1984, pp. 17-23 & p.41]

Ndt

1. Les gibelins étaient les partisans des Empereurs d'Allemagne en Italie, opposés aux guelfes qui soutenaient la papauté.

2. Palmiro Togliatti (1893-1964), membre dirigeant du Parti communiste italien, se réfugie à Moscou en 1926 devant le fascisme. Il intègre l'exécutif de l'Internationale Communiste (IC) dont il est délégué pour l'Espagne en 1937 avant de défendre le pacte germano-soviétique. Revenu en Italie en 1944 une fois les Alliés débarqués, il devient plusieurs fois ministre, dont ministre de la Justice et des Grâces de juin 1945 à juillet 1946. Il propose et fait appliquer l'amnistie du 22 juin 1946 qui fait sortir 7 000 fascistes incarcérés (dont d'ex-ministres et nombre de bourreaux et responsables notoires). A l'inverse, les anarchistes et autres partisans dissidents du PCI effectueront jusqu'à 30 ans de prison pour des «délits» commis contre des fascistes.

Mobilisation contre l'EPR et les lignes THT dans la Manche

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE RÉACTEURS NUCLÉAIRES

Flamanville, dans le nord-cotentin, a été retenu comme site pilote pour l'implantation du premier réacteur nucléaire « nouvelle génération » appelé « EPR ». Le choix de ce site ne doit évidemment rien au hasard. La région de Cherbourg est en effet complètement colonisée par l'industrie nucléaire civile ou militaire (Centrale de Flamanville, centre de stockage et de retraitement de déchets nucléaires de La Hague, arsenal de Cherbourg où se construisent des sous-marins nucléaires...). Une bonne part de la population locale tire, depuis longtemps, ses revenus des activités de l'industrie nucléaire qui est de loin le premier employeur du coin. L'opposition anti-nucléaire y est désormais faible et marginalisée. Le choix d'implanter l'EPR à Flamanville est donc politiquement judicieux pour l'Etat et l'industrie nucléaire car ils sont là-bas en terrain conquis. Les travaux de construction de la centrale EPR ont commencé. Ce qui se joue avec la mise en place de l'EPR, c'est la relance du programme électro-nucléaire français pour des dizaines d'années.

Quant au réacteur EPR lui-même, sa réalisation connaît bien des déboires techniques qui entraînent des retards et des surcoûts importants. Le réacteur EPR expérimental installé en Finlande ne fonctionne toujours pas « correctement » alors qu'il devrait être en service normal depuis plus d'un an et demi. Du coup, la facture s'alourdit. Le surcoût financier pour tous les problèmes techniques rencontrés et les retards de mise en exploitation qui en découlent est estimé actuellement à 1,5 milliard d'euros. L'Etat va certainement au final faire reposer le paiement de cette somme énorme sur dos de la population en prenant le fric dans l'argent des impôts payés par les contribuables.

UNE NOUVELLE LIGNE THT DANS LA RÉGION

La mise en place, à l'horizon 2012, du nouveau réacteur EPR rend nécessaire la construction d'une nouvelle ligne Très Haute Tension (400 000 volts) pour évacuer l'électricité qui sera produite. La ligne THT est censée relier le Cotentin au Maine sur une distance d'un peu plus de 150 kilomètres, ce qui implique la construction de 300 à 350 pylônes d'environ 50 mètres de haut, avec une emprise au sol de 60 m² par pylône, le long d'un couloir de 40 mètres de large (pour un coût estimé de 194 millions d'euros). Cette nouvelle ligne partira des environs de Périers (Manche) pour rejoindre un peu au sud de Loiron (Mayenne) un couloir de lignes THT déjà existantes, couloir qui relie l'agglomération du Mans à celle de Rennes. L'électricité produite par le réacteur EPR servira entre autres vraisemblablement à alimenter les activités industrielles de ces agglomérations ainsi que les lignes TGV qui relient Paris à Rennes puis Brest et Quimper (les lignes TGV consomment énormément d'énergie).

Le maître d'oeuvre de la construction des lignes THT est le Gestionnaire du Réseau de Transport d'Électricité (RTE), une filiale d'EDF créée en 2000 pour assurer le fonctionnement, l'entretien et le développement du réseau public de transport d'électricité. En l'état actuel du projet, après réunion de la Commission Nationale de Débat Public en 2005 et concertation/étude d'impact en 2006-2007, 72 communes sont potentiellement concernées par le passage de la nouvelle ligne THT. En fin d'année 2007, le tracé définitif devrait être connu et concernera finalement une soixantaine de communes. Celles-ci toucheront une taxe de 3140 euros par an et par pylônes. C'est donc près d'un milliard d'euros annuel qui devrait être distribué par RTE sous forme de taxes aux communes en compensation des nuisances qu'elles vont subir. En 2008-2009 vont se dérouler l'enquête d'utilité publique et les études techniques de détail. Le permis de construire devrait en théorie être accordé en 2010. Les travaux de construction commenceront ensuite (de mi-2010 à fin 2011).

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

Dès le projet de construction d'un nouveau couloir de lignes THT connu, des inquiétudes ont commencé à se manifester au sein des populations locales. Ces inquiétudes, très diverses, recouvrent aussi bien les effets néfastes des champs électro-magnétiques sur la santé humaine et sur celle du bétail, que la protection de l'environnement, les préoccupations antinucléaires, les pollutions visuelles représentées par les centaines de pylônes prévus, le montant des indemnités pour l'achat des terrains qui constituent le couloir, le risque de perte de valeur des terrains et habitations situés près des lignes etc...

Des collectifs se sont créés. Il en existe environ 80 (cantonaux la plupart du temps) répartis, par ordre d'importance, en Mayenne, Ille et Vilaine (il existe dans ces 2 départements une tradition de mobilisation anti-nucléaire liée à des projets avortés de centres d'enfouissement de déchets radioactifs), Manche et Orne. Quasiment tous ces collectifs se déclarent également contre l'EPR. La capacité de mobilisation de ces collectifs est estimée par certains de leurs acteurs à environ 10 000 personnes (même si ce chiffre est rarement mis en avant publiquement). Certains collectifs sont très actifs et intègrent pas mal de monde, d'autres sont plus petits avec une activité plus intermittente. Les collectifs se réunissent et se coordonnent régulièrement lors de réunions départementales et inter-départementales.

L'essentiel de l'activité des collectifs consiste, en tout cas dans la Manche, en un important et indispensable travail de sensibilisation, d'information et de mobilisation des populations locales : collages, diffusions de tracts sur les marchés, les foires, dans les boîtes aux lettres, organisation de petites réunions publiques accompagnées de débats, organisations de petites fêtes anti-THT locales chez des paysans sympathisants, communiqués de presse, démarches auprès des élus locaux, participation massives aux manifs départementales (Villedieu, St Lô, St Hilaire du Harcouët) ou nationales comme celle du 17 mars 2007 (Rennes)...

Ces collectifs interviennent aussi lorsqu'ils ont connaissance de rencontres entre des représentants d'AREVA et de RTE et des conseils municipaux. Leur tactique actuelle consiste à mettre en place des « comités d'accueil » qui bloquent temporairement l'entrée des mairies afin de discuter directement avec les élus, puis la réunion peut se tenir. A la sortie, le « comité d'accueil » rebloque les élus pour discuter de nouveau avec eux et critiquer encore une fois le projet de THT. Il ne semble pas être question pour eux, à l'heure actuelle, d'empêcher la tenue de ces réunions « d'information » car les collectifs estiment que cela ne serait pas compris par les populations locales et ils ne veulent pas braquer les élus et les gens. En septembre, des rassemblements ont eu lieu lors des réunions de concertation organisées par RTE à Fougères (une cinquantaine de manifestantEs), à Coutances (une trentaine de manifestantes), à Romagny (environ 200 manifestantEs) où la municipalité a pris un arrêté interdisant la circulation des engins agricoles pour empêcher les paysans anti-THT de manifester au volant de leurs tracteurs. Pour la première fois, ces réunions se sont déroulées sous la protection de dispositifs de gendarmerie assez conséquents (brigades territoriales ou gendarmerie mobile). Un référendum populaire a également été organisé par le collectif de Périers-Marchessieux sur la commune de Marchessieux. Après un important travail d'information et de visites au porte à porte, la participation a été assez forte et a donné un résultat assez massivement favorable au refus des THT. Il faut dire que Marchessieux est déjà blindé de lignes haute tension, plusieurs couloirs de THT passant par le territoire de cette commune. L'idée est d'essayer de multiplier ces référendums dans les communes qui se situent géographiquement au début du projet de nouveaux couloirs de lignes afin d'établir un « barrage symbolique » anti-THT, de faire pression sur les élus locaux et de donner à la mobilisation une « assise démocratique ».

Il semble que, là où les collectifs sont bien implantés, soit aussi à l'étude l'idée de mettre en place des réseaux d'alerte et de surveillance destiné à détecter d'éventuelles visites de géomètres chargés de relevés préalables aux travaux de construction des lignes afin de pouvoir rapidement intervenir et les gêner.

Des recherches légales ont également lieu en vue d'informer les agriculteurs sur leur droit à refuser l'entrée de ces géomètres sur leurs terres (si celles-ci sont clôturées) afin d'alourdir administrativement les enquêtes techniques préliminaires.

La question de l'enfouissement des lignes THT semble avoir fait long feu. Mise en avant par certains élus, qui sentaient que la mobilisation prenait de l'ampleur, relayée lourdement par le journal réactionnaire « La Manche Libre », cette proposition a été écartée par RTE qui la juge bien trop onéreuse. Les élus qui prônaient l'enfouissement en ont été réduit à jouer les étonnés et les courroucés, histoire de donner le change à « leurs » populations.

L'actualité de la mobilisation anti-THT a également été marquée ces derniers mois par des opérations « néons », certains collectifs appelant les gens à se rassembler sous les lignes THT existantes pour y constater, à l'aide de tubes néons brandis à bout de bras, la réalité et l'importance des champs électromagnétiques produits.

Plusieurs occupations de pylônes ont également eu lieu ces derniers mois. La première concerne un pylône THT près de Flamanville qui a été investi par un petit groupe d'activistes liés au réseau « Sortir du nucléaire » qui protestaient contre la construction du réacteur EPR et celle des lignes THT. Ils ont été techniquement renseignés par Greenpeace pour mener à bien l'action. La préparation de celle-ci est restée secrète. Ils ont bénéficié d'un soutien moral au sol apporté par une centaine d'antinucléaire locaux. Faute de vivres et d'eau, ils/elles ont fini par redescendre d'eux mêmes.

Le 26 avril, jour anniversaire de Tchernobyl, nouvelle occupation. Cette fois-ci, c'est une équipe de Greenpeace qui réussit à entrer sur le chantier de construction du réacteur EPR, à en cadenasser les grilles et monter sur les deux grues qui se trouvent sur le chantier. Apparemment menacée de lourdes astreintes, cette équipe a fini par quitter les lieux. L'opération était destinée à « faire pression sur les candidats à la présidence » pour faire annuler la construction de l'EPR. C'était également apparemment une façon de se mettre en avant pour Greenpeace qui était déçu que la première occupation de pylône ait été revendiqué au nom de son « concurrent », le réseau « Sortir du nucléaire ».

Fin mai, nouvelle occupation de pylône THT du côté de Fougères par le Groupe d'Action Non-Violente Antinucléaire (GANVA), affilié au réseau « Sortir du nucléaire ». qui avait mené à bien la première occupation de pylône. Installés pour durer, les militantEs ont cependant dû abandonner l'occupation assez vite car ils/elles étaient menacés de lourdes astreintes. RTE a porté plainte. Il semble qu'au cours des deux occupations de pylônes, RTE ait été obligé de couper l'alimentation électrique. Ces actions médiatiques peuvent avoir un intérêt, limité, en terme de sensibilisation mais elles laissent malheureusement la masse des opposantEs aux THT et à l'EPR en dehors de l'action en les réduisant au rôle passif de spectateurs. Le siège régional d'EDF a également été occupé mi-septembre pendant plus de 24 heures par une vingtaine de militantEs du GANVA qui ont déployé des banderoles et bloqué l'entrée pour protester contre l'EPR et les THT. L'occupation a apparemment été levée quand EDF a envoyé des huissiers pour entamer des poursuites.

PERSPECTIVES DE LUTTE

Il semble que la plupart des collectifs plaçaient illusoirement pas mal d'espoirs dans les élections présidentielles pour stopper le projet d'EPR et de lignes THT. La seule perspective qui demeure une fois ces élections passées, c'est la nécessité d'œuvrer à la massification de la lutte, sachant que le début des enquêtes techniques préliminaires ainsi que le début des travaux risquent d'entraîner une radicalisation de la lutte. La question de la résistance concrète se posera alors, à la base, y compris en dehors de la légalité: harcèlement des géomètres, blocages de routes, barricades sur les voies d'accès aux futures zones de travaux, invasion des chantiers, sabotages...

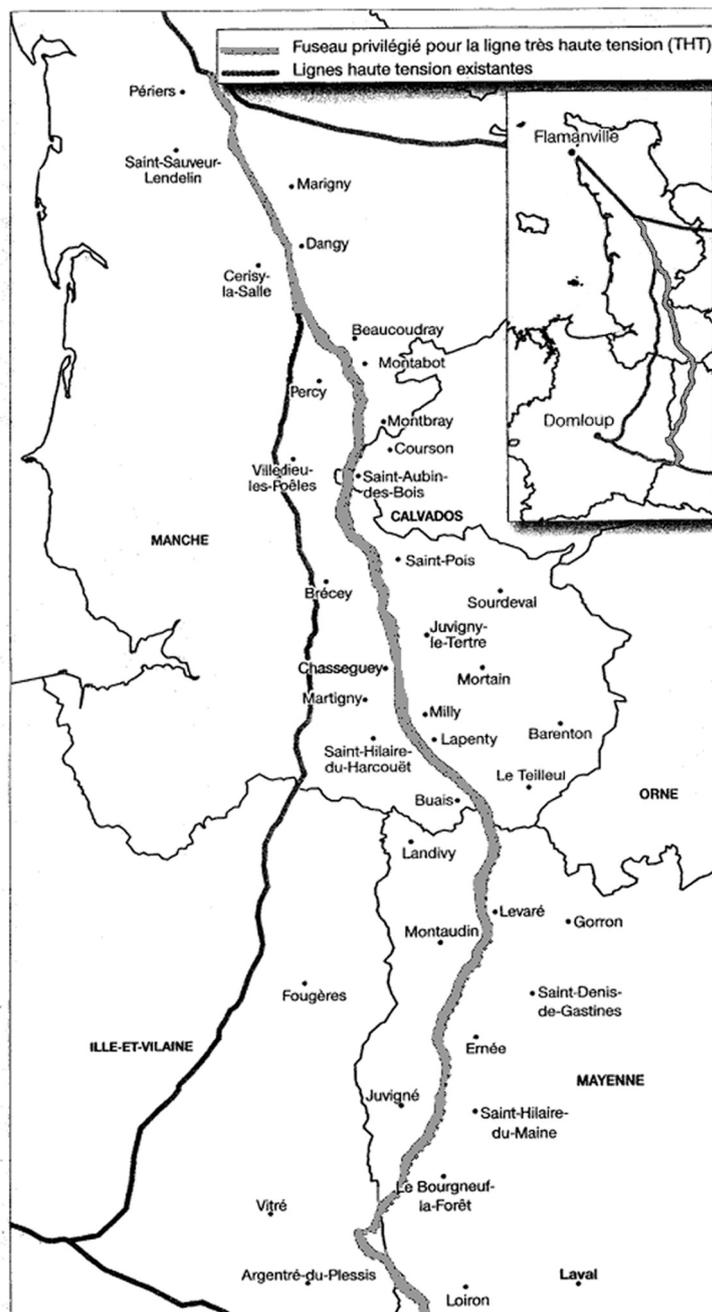
L'orientation des collectifs est marquée par un indéniable citoyennisme et leur « encadrement » est fourni par des militants politiques (Verts.

ATTAC, LCR...) et syndicaux (Confédération Paysanne). Cependant, ces militantEs sont une toute petite minorité et, encore une fois, l'état d'esprit de beaucoup risque de se radicaliser avec le début des travaux. Plusieurs échos et allusions anecdotiques semblent confirmer ce point. A ce propos, la manif du 17 mars à Rennes s'est conclu par des discours. Celui de François Dufour, responsable de la Confédération Paysanne. a évoqué la possibilité de lancer des actions de « déboulochage volontaire » sur le mode des « faucheurs volontaires ». Effet de manche ou déclaration d'intentions réelles... on verra. Ce type d'action nous paraît de toute façons critiquable car il expose ouvertement, et souvent inutilement les participantEs, à la répression policière, judiciaire et financière de l'État, répression qui se durcit depuis l'élection de Sarkozy.

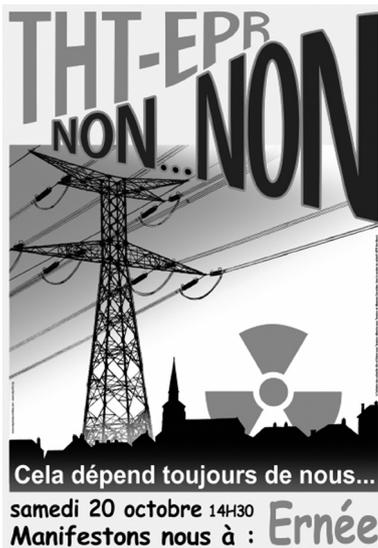
Il importe en tout cas, à notre avis, dès maintenant, de faire circuler largement les infos sur les mobilisations anti EPR et THT afin de rompre l'isolement géographique et d'attiser les solidarités concrètes.

Caen, octobre 2007

[Tiré de *Haute Tension*, feuille d'info du Collectif radicalement anti-nucléaire (CRAN), n°1, octobre 2007]



Après la concertation, les flics !



Environ 3.000 manifestant-e-s selon les gendarmes, 6.500 selon les organisateurs, ont manifesté samedi 20 octobre 2007 contre le réacteur de 3e génération EPR et la ligne à très haute tension (THT) à Ernée, une commune du nord de la Mayenne qui compte 6.000 habitants.

« A l'appel de plusieurs collectifs anti-EPR, les manifestant-e-s, venus principalement de Mayenne, Manche et Ille-et-Vilaine, se sont rassemblés en trois points de la ville avant de se retrouver dans le centre pour défilé devant la mairie.

La ligne THT déjà existante doit, elle, être doublée par une ligne supplémentaire de même nature partant de Flamanville. Elle traversera quatre départements (Manche, Mayenne, Ille-et-Vilaine et Orne). Le tracé définitif est maintenant connu.

Des discours parfois divergeants au sein de cette manifestation –certains mettant par exemple en scène la destruction d'un pylône factice et d'autres appelant à la méfiance contre ceux et celles qui parlent de destruction matérielle. Beaucoup de discours portaient également sur le renouvelable et la non nécessité économique du réacteur (sic !) comme si l'économique n'était pas au cœur du mode de développement nucléocratique.

Au niveau du CRAN et des compagnonne-s de la coordination contre la société nucléaire nous avons insisté sur le durcissement local de la situation et l'apparition des premiers mobiles contre les mobilisations, avant-goût du bras de fer qui opposera la lutte à l'Etat nucléocratique ».

Le tract ci-contre ainsi que la reproduction d'une l'affiche anti-THT (voir CS n°92, mai 2007, p.10) ont

Voilà, nous y sommes. Il ne fallait pas s'illusionner, le choix de relancer le nucléaire via un nouveau réacteur, ne pouvait que donner suite à l'annonce de la construction d'un nouveau tracé de lignes EDF « très hautes tensions » (THT) dans le bocage normand et mayennais par RTE pour joindre la centrale nucléaire de Flamanville au réseau national et breton.

Long feu des concertations, des farces électorales, des « grenelles de l'environnement », tout est déjà décidé pour que ce Monde continue de tourner tel qu'il est. Avec ces leucémies, ces troupeaux de bétails sacrifiés, ces désastres écologiques et humains. La concertation a déjà laissé place aux flics...

L'EPR est la tête de pont d'une relance du programme nucléaire. Le discours pseudo-écologique autour du développement durable englobe aujourd'hui une relance du programme nucléaire. Le « Grenelle » de l'Environnement monté spectaculairement par Sarkozy et ses amis industriels en est le plus bel exemple. Cette mascarade publicitaire à laquelle participent quelques associations écologistes n'a d'autre but que de prolonger la Monde tel qu'il est et d'alimenter sa boulimie énergétique, en clair la fuite en avant destructrice du capitalisme, de ses flux de marchandise, de ses désastres écologiques et sanitaires... en offrant à cette fuite en avant le vernis écologiste du développement durable.

Ainsi AREVA et EDF, géants du nucléaire, font-ils un peu d'éolien, tristes alibis visant à masquer les cadavres qu'ils charrient. Et pendant ce temps, ce monde se maintient, avec ses flux. Ainsi, la ligne THT reliant Flamanville à l'ancienne ligne THT près de Loiron, devrait alimenter en partie la ligne TGV Paris-Rennes. Et l'on saisit alors que remettre en cause le nucléaire c'est remettre en cause la société qui va avec, celle qui nous incite à cette consommation effrénée d'énergie pour acquérir une nouvelle télé, une nouvelle bagnole, etc. Et non uniquement se battre pour le ferroutage contre le transport routier, ou contre le nucléaire pour le charbon, comme le font les écolo gestionnaires...

Le nucléaire passe toujours en force, et ce depuis sa création. C'est ainsi qu'il s'est développé au cours des années 70 en France. A coup de CRS contre les populations locales. C'est encore le cas aujourd'hui où les mobiles, les arrêtés anti-tracteurs (à Romagny) sont de nouveau de sortie. Et ce n'est qu'un début.

Le voile démocratique dont les nucléocrates d'EDF, AREVA ou RTE se parent ne doit pas nous illusionner. Il n'y a pas de nucléaire citoyen, pas plus que de nucléaire durable. Ils ont déjà décidé pour nous et ne plieront que devant notre propre détermination.

Les référendums organisés dans les communes traversées, s'ils ont le mérite d'offrir une légitimité démocratique [sic] à l'opposition aux THT, ne suffiront pas à eux seuls à repousser le projet.

C'est pour cette raison que nous devons nous préparer à la lutte. Ce n'est pas en négociant que l'on obtiendra quoi que ce soit mais en s'organisant pour inverser le rapport de force par l'action.

Certains ont déjà commencé, en accueillant les réunions d'information de RTE. A Romagny, ils étaient 300 face aux mobiles, tandis qu'un arrêté anti-tracteur avait été pris. A Erbré 150 personnes ont encadrés les émissaires de RTE et les ont conduits jusqu'au champs devant accueillir des lignes. Là les attendaient les tombes des THT... Manifestations, occupations de sites, sabotages, perturbations de réunions... autant de pistes à explorer en essayant d'éviter la répression et les actions qui nous jettent dans la gueule du loup, mais également en restant solidaires et en articulant nos modes d'action et nos forces.

CRAN@no-log.org

De la désobéissance criminelle

Un compagnon de Nantes nous a envoyé le texte suivant, dans lequel il revient sur son refus de prélèvement ADN, qui lui vaut une comparution au tribunal pour avril 2008.

SUITE AU MOUVEMENT ANTI-CPE, j'ai été arrêté pour avoir jeté des cannettes sur des flics. Après le tralala habituel, j'ai été condamné à 50 heures de tig. Un an et demi plus tard, je suis re-convoqué chez les flics pour filer mon ADN. Dans un premier temps, je m'étonne de la chose ; mon ADN, ils l'ont déjà. C'était suite à une rixe, et ça fait déjà plus de trois ans, tout juste après l'application de la loi perben. A l'époque, je ne savais même pas qu'on pouvait tenter de refuser de donner son ADN, j'ai tendu la langue facilement, j'avais 48 heures de garde-à-vue dans les dents. Et maintenant, on me re-demande de tendre la baveuse... Et je ne veux pas. Je passe donc au tribunal en avril 2008.

J'écris ce papier, ce n'est pas pour faire un énième réquisitoire contre la politique de Sarko, c'est un ennemi, son gouvernement aussi et y a pas besoin d'avoir lu Orwell pour comprendre qu'on est dans un beau merdier. Je vais juste expliquer mon point de vue sur toute cette lutte contre l'ADN.

Je trouve toujours étonnant de voir que tant de personnes s'enflamment contre cette nouvelle méthode de gestion des personnes à risques. Ces pressions politiques rappelleraient les méthodes des régimes totalitaires, dit-on. C'est drôle, on dirait qu'il y a toujours des personnes qui débarquent dans le merdier. Mais dans quel monde vivez-vous ? C'est à croire que jusqu'à cette rencontre avec la réalité brute du monde de la justice, vous n'avez jamais eu une once de réflexion sur ce qu'est votre quotidien merdique. Je parle de tous ceux qui débarquent : faucheurs volontaires, étudiants en colère, militants, etc. et qui tout d'un coup se retrouvent devant la justice et découvrent qu'on est dans un monde où la répression est sans limites. Et oui, un régime totalitaire c'est un système qui subordonne l'humain à la raison d'Etat. Tout est bon pour qu'un Etat perdure, et c'est sa raison même d'exister que de devenir total. Certain disent qu'il y aurait des lois qui prendraient un caractère totalitaire, sous-entendant que d'autres évoluent bien. Mais une loi, par ce qu'elle génère n'est rien d'autre que le parachèvement d'un système qui cherche la totalité. Notre système subordonne et gère l'humain d'une manière bien plus subtile qu'à certains moments de notre histoire. Et c'est aussi pour ça que certains débarquent. L'aspect totalitaire de la société dans laquelle on évolue est partout, et c'est une démonstration éloquent de la puissance de l'aliénation que de voir des militants, des syndiqués ne découvrir ce qu'est réellement la répression que quand ils se font coffrer pour des histoires qu'ils disent légitimes. N'y avait-il rien de totalitaire dans leur quotidien ? N'allaient-ils pas au turbin comme tous les jours ? Ne délétaient-ils pas leurs marmots aux mains de l'éducation nationale chaque matin ? Ne payaient-ils pas leurs impôts ? Ne consommaient-ils jamais ?

L'Etat, cette pieuvre, n'a d'autre but que de contenir une population qui risque de lui échapper à tout moment. Et ce qui se passe avec cette histoire d'ADN, c'est juste un pas de plus dans la gestion des animaux à risques que nous sommes. Et parce que l'Etat devient grossier dans sa manière de faire en voulant fiché tout le monde à l'ADN, il se dévoile tout d'un coup plus méchant que jamais face à des personnes qui se croyaient épargnées, voire en légitimité. Et c'est pour ça que certains s'offusquent, comme ce militant : « je ne suis pas un délinquant moi ! J'ai agi au non de l'état de nécessité moi ! » Pauvre tarte. Quand je lis ça, je me demande vraiment pourquoi des dizaines de milliers de personnes passent par la case prison chaque année pour des histoires de vols, de deals, d'escroqueries... C'est pas être en état de nécessité que de vouloir vivre dignement ? Que de vouloir bouffer convenablement ? C'est quand même marquant de voir tous ces gens faire des manières parce qu'ils pensent avoir une place plus respectable que d'autres pour faire passer leurs idées. Mais c'est dommage les gars, maintenant on dirait

que l'Etat en a rien à foutre de vos luttes, que vos revendications légitimes n'intéressent pas grand monde. Vous vous retrouvez comme des cons, fichés à l'ADN et en plus on vous fait passer pour des délinquants ! Merde hein ? Mais les délinquants qui ont donné leur ADN depuis les débuts de l'application de la loi, il y en a eu un paquet et bizarrement tout le monde ou presque s'en foutait. Mais c'est vrai, j'oubliais, c'est toujours la même ritournelle ; il y a ceux qui méritent le fichage parce qu'ils sont une menace à l'ordre public, et ceux qui ne le méritent pas parce qu'ils croient servir l'ordre public... Mais le pouvoir s'en tape que trois connards écrasent des épis de maïs, surtout que le paysan à la moustache n'a fait que 1% aux élections, il ne représente plus rien, les personnes qui le suivent ne peuvent plus être vues comme légitime. Donc ça gueule. Et on se défend comme on peut, en invoquant la sainte « désobéissance civile » qui se voudrait être le moyen ultime pour interpellier nos dirigeants. Là-haut, ça doit bien rigoler en attendant. La désobéissance civile, cette belle farce ! Ca va bien pour tout ceux qu'ont pas trop envie de ce mouiller, qu'ont bien trop à perdre à remettre en question les bases iniques de notre société. Ca mange pas de pain et en plus on à l'impression de faire avancer les choses. Mais c'est un mensonge !

Disons maintenant les choses. Je pense que tous ces politiques, ces militants, ces faucheurs, ces syndiqués, hormis avoir peur des abus qui peuvent être fait par le fichage ADN, ont avant tout peur d'être considérés comme des personnes qui n'appartiennent plus au cadre public et civil. C'est ça qui les terrorise. Et finalement de perdre le crédit qu'ils espèrent avoir face à ce qu'on appelle bêtement, « les citoyens », « l'opinion publique » et par-dessus tout, la peur de ne plus être entendu par le pouvoir. Et par là, d'être considérés comme faisant partie de toutes ces personnes marginalisées qu'on appelle des criminels. La peur suprême, c'est celle là ; être considéré comme membre de la grande famille des criminels. Ne vous voilà plus dans des actes de « désobéissance civile » mais dans des actes de « désobéissance criminelle » !

On a bien compris que ceux qui veulent faire valoir leurs actes —comme les faucheurs— attendent ou se rendent religieusement par eux-mêmes à la justice. Leurs actes, qu'ils jugent légitimes, ils les argumentent de manière politique. Et devant la justice, leurs comparutions doivent devenir une tribune pour un procès qu'ils souhaitent de tout leur cœur, politique. Mais ils passent tristement et simplement pour des « délinquants qui saccagent la propriété d'autrui » et c'est tout.

Mais faut-il rappeler que tout procès est politique ? Que toute condamnation est le fruit d'une situation politique, historique précise ? Que le pouvoir en place enferme tout ceux qui ne suivent pas sa politique et l'enfreignent, sont des délinquants. Et chaque délinquant emprisonné est un prisonnier politique.

Cette séparation entre politique et droit commun arrange surtout ceux qui ont la prétention à accéder au pouvoir. C'est une séparation utile pour les ratés politiques qui veulent se faire entendre et espèrent un jour tâter du pouvoir.

Je finirai cette histoire en disant juste que je ne suis pas étonné de constater toutes ces aberrations. Je vois clairement que la situation sociale se raidit. Et moi, le « casseur », je finirai peut-être un jour par être dénoncé par toute cette bande de guignols alter-mondialistes, comme ça s'est déjà vu. Et que je finirai bien par être un des criminels responsables de leurs maux.

Etienne,
25 septembre 2007

«L'Etat bourgeois vous reproche un certain nombre de choses», ironise le président Michel Autem. Des jets de cannettes de bière en direction des CRS postés devant la préfecture, lors des manifestations anti-CPE à Nantes. «Nous avons affaire à un révolutionnaire», poursuit le président. En face de lui, Etienne, 25 ans. «Le monde du travail ne veut pas de moi, moi non plus». Il a un peu touché au bâtiment comme électricien. «Mais vous avez une formation alors ?» Etienne répond : «Les classes moyennes aiment bien les ouvriers sous-qualifiés et s'en servent comme larbins». Le président insiste : «Donc, vous ne faites rien ?». «Non !»

(Ouest-France,
10 mai 2006)

Nouvelles de la guerre sociale

• 30 août, Colmar

Un surveillant a été légèrement blessé à la maison d'arrêt de Colmar par un détenu. Ce dernier lui a porté un coup de couteau à la gorge alors qu'il rentrait de la douche et venait de passer le seuil de sa cellule. L'arme utilisée serait un couteau de cantine, remis à chaque détenu pour la durée de son séjour en prison. Cet événement fait suite à ceux qui s'étaient déroulés le 17 août à la maison d'arrêt de Mulhouse. Ce jour-là, trois gardiens avaient été frappés par deux détenus au cours d'incidents distincts.

• 17 septembre, Lyon

Les élèves de Sciences-Po (7e) ont eu affaire à une mauvaise plaisanterie pour leur rentrée des classes. Dans la nuit du 16 au 17 septembre, un ou plusieurs individus ont tenté de mettre le feu à des salles de cours et quelques vitres ont été brisées. Dans la nuit de mardi à mercredi, des tags visant l'établissement et certains professeurs ont été inscrits. On pouvait lire « A bas les élites » sur la boîte aux lettres de l'Institut d'études politiques (IEP) et « Vous êtes parfaits ? » au-dessus de l'entrée. Une enquête de la Sûreté départementale est en cours pour trouver les auteurs de ces dégâts dont le coût serait estimé à 28 000 euros.

• 21 septembre, Paris

Des affrontements ont opposé gare du Nord, à Paris, forces de l'ordre et grévistes de l'entreprise de nettoyage Safen. La préfecture de police explique que les policiers sont intervenus à la suite d'altercations entre grévistes et non-grévistes afin de "séparer les deux camps". Selon la police, les esprits se sont échauffés lorsque des grévistes ont déversé des déchets devant les commerces de la gare. Ce qui a suscité une bagarre avec les non grévistes, puis l'intervention de la brigade des réseaux ferrés.

Tous les agents chargés du nettoyage à la société Safen sont en grève depuis plusieurs jours mais "la SNCF et la société font venir des intérimaires accompagnés de forces de police".

• 27 septembre, Tarare

C'est un appel classique qui avait été reçu, dans la nuit du 26 au 27 septembre au centre opérationnel de la gendarmerie (COG). Un inconnu se plaignait d'un problème de circulation. Il ne pouvait pas sortir son véhicule à cause d'une voiture mal garée devant un garage, dans la cité de la Plata à Tarare. Sur place, les gendarmes ont reçu un projectile contre la portière de leur véhicule. Il s'agissait d'une boule de pétanque qui venait d'être jetée contre eux. A quelques mètres, ils ont découvert quatre autres boules de pétanque qui semblaient leur être destinées.

• 5 octobre, Saint-Dizier

Une quarantaine de jeunes du quartier du Vert-Bois à Saint-Dizier (Haute-Marne) ont attaqué pompiers et policiers jeudi soir. Deux bâtiments publics et de nombreux véhicules ont été incen-

diés. Vendredi matin, le calme était revenu dans ce quartier classé Zone urbaine sensible (Zus) qui compte 12.000 habitants, pour une population totale de 30.000 habitants à Saint-Dizier. Les échauffourées ont éclaté la veille vers 21h45 lorsque quarante à cinquante jeunes cagoulés (âgés entre 12 et 20 ans selon la préfecture), dont certains étaient munis de barres de fer, ont attaqué un fourgon de pompiers et un véhicule de la Brigade anti-criminalité (BAC). Ces derniers intervenaient pour éteindre un incendie à proximité d'un centre commercial.

Plusieurs d'entre eux ont frappé le véhicule des pompiers à coups de barre de fer, certains s'accrochant aux portières pour tenter d'en extraire ses occupants. D'autres véhicules ont vu leurs pare-brises et leurs vitres brisées. Les pompiers et policiers ont alors pris la fuite avant d'appeler du renfort. Mais leurs collègues policiers et gendarmes de Chaumont ne sont arrivés qu'après le départ des jeunes. Ces derniers se sont en effet dispersés dans la ville, où ils ont mis le feu à deux bâtiments publics, la Maison de la jeunesse et de la culture (MJC) du Vert-bois et l'office HLM, ainsi qu'à une agence de location de voitures. Ils ont aussi mis le feu à 22 véhicules du quartier, en ont dégradé d'autres et ont commis d'autres dégâts avec leurs barres de fer ou des barres à mine.

• 16 octobre, Toulouse

Un engin explosif, composé d'un à un kilo et demi de plastic, a été découvert peu avant la visite du préfet de Région, a indiqué le préfet Jean-François Carencio. La découverte a été faite à la mi-journée avant que le préfet ne visite ces locaux désaffectés destinés à l'hébergement de sans-abris pour la période hivernale. "Je me suis rendu au centre de rétention car j'envisage d'aménager ces locaux en centre d'hébergement pour les SDF", a déclaré M. Carencio. Le préfet a décrit l'engin en révélant qu'il "y avait ce qu'il fallait en pains de nitrate, le cordon et le détonateur, avec de la ferraille autour". Selon lui, la mèche s'est éteinte quand la bombe a été lancée dans la cour où elle a été vue par plusieurs personnes. Le centre de rétention administrative, aujourd'hui désaffecté et situé près du canal latéral de la Garonne, a été remplacé depuis juin 2006 par un centre de rétention à Cornebarrieu, près de Toulouse.

• 24 octobre, Marseille

Une intervention chirurgicale a été nécessaire après la violente agression dont a fait l'objet un fonctionnaire de police de 28 ans dans la cité Font-Vert (14e). Il patrouillait en compagnie de deux autres policiers, dans son véhicule de service, quand une grosse pierre a traversé le pare-brise et l'a touché à la tête. Victime de plusieurs fractures, il a été transporté dans un état grave.

• 27 octobre, Mézières

Samedi vers 22 h 15 deux feux se sont déclarés, l'un derrière la salle des fêtes, l'autre devant l'école primaire des Tilleuls. Le feu a été mis à



des poubelles. L'école primaire n'a subi que de très légers dégâts. Elle pourra rouvrir après les vacances. La salle des fêtes, elle, a été entièrement ravagée.

Des feux de poubelles ont été allumés simultanément devant la salle des fêtes Yves-Montand et l'école des Tilleuls. Le maire estime à un million d'euros au moins le coût des travaux nécessaires à la reconstruction. L'école primaire, située rue Maurice-Fricotté, face à la salle des fêtes, aurait aussi pu être détruite mais les pompiers sont arrivés à temps.

• 3 novembre, Mulhouse

Plusieurs dizaines de détenus de la maison d'arrêt de Mulhouse ont refusé de regagner leurs cellules à l'issue de la promenade et ont mis le feu à des vêtements à l'intérieur de leur gymnase. Les 60 à 80 détenus qui refusent de rejoindre leur quartier ont mis le feu à un matelas et à des vêtements dans le gymnase à l'issue de la promenade de 17h30.

14-15 novembre

Coupages d'électricité en série : 8000 foyers dans le bassin cannois (Cannes, Le Cannet, Mandelieu, Mougins et la Roquette), à Rouen (dont le technopôle du Madrillet où sont regroupées des entreprises de pointe), Caen (dont la zone d'activités Citis à Hérouville et une partie des magasins du centre commercial Mondeville 2), plusieurs villes du Lot (l'équipement public de Cahors, Bretenoux, Biars, Saint-Céré, Gramat et Figeac), Montceau-les-Mines et Le Creusot (éclairage public), des quartiers rupins de Paris (coupures de gaz à Rivoli, Tuileries, Place Vendôme, St Honoré).

[Ces infos étant tirées de la presse, elles sont à lire avec les précautions d'usage]

Rovereto

Si ce n'est pas maintenant, alors quand ?

IL EST VRAIMENT DÉSOLANT DE VOIR COMMENT L'HISTOIRE SE RÉPÈTE.

Lorsque les conditions de vie deviennent plus précaires, lorsqu'il devient difficile de payer le loyer et de finir le mois revient le besoin de trouver un bouc émissaire à portée de main. Et inmanquablement reviennent sur le devant de la scène les trompettes racistes et nationalistes, prompts à offrir un programme politique aux rancœurs et aux préjugés.

Ce qui est en train de se passer en Italie (et ailleurs) est inquiétant. Il suffit de quelques épisodes pour s'en rendre compte. En décembre de l'an dernier à Opera (région de Milan), les tentes d'un camp de nomades sont incendiées en plein jour par un groupe de léguistes [membres de la *Lega Nord*] et de fascistes. L'expédition punitive, annoncée par avance au conseil municipal rencontre un certain consensus dans la population locale. Les carabinieri et la police se contentent de regarder. Depuis deux mois par ici, on ne compte plus les attaques incendiaires contre les magasins arabes et contre les camps de nomades. A Livourne, deux enfants roms meurent suite à un lancé de molotovs : l'action est revendiquée par un groupe fasciste qui fait référence au nettoyage ethnique. A Siène, un camp nomade est assiégé par certains habitants avec des élus léguistes à leur tête : au cours du meeting, bien applaudi, les chambres à gaz sont évoquées. La même scène se répète à Pavie. A Ponte Mammolo (Rome), a lieu une autre attaque incendiaire contre un camp nomade.

Partout, ces actions squadristes [du nom des ratonnades mussoliniennes] sont précédées et accompagnées de campagnes politiques et médiatiques menées principalement par la Lega Nord et des fascistes (*Alleanza Nazionale*, *Forza Nuova* et *Fiamma Tricolore*). Le centre-gauche les suit sur leur propre terrain (comme le démontrent bien les bulldozers de Cofferati à Bologne et l'arrêt dégueulasse à Florence contre les laveurs de vitres aux feux rouges).

S'IL SUFFISAIT D'UN PEU DE LOGIQUE...

Ils doublent les crédits militaires, ils gaspillent des milliards d'euros en travaux qui ne sont utiles qu'aux industriels, on élève l'âge de la retraite des travailleurs tandis que les salaires et les indemnités des politiciens atteignent des chiffres indécents... mais le problème ce seraient les «privilèges des Rom». Trop difficile de regarder en face les ennemis réels, trop risqué de s'en prendre aux capitalistes et à leurs protecteurs politiques : il est bien plus commode de s'acharner contre les pauvres et les exclus. La pauvreté et l'exclusion poussent rarement à vivre comme des saints alors qu'un dirigeant industriel n'a certes pas besoin de pointer un couteau pour vous voler du fric.

Les Rom et les Sinti sont parmi les rares peuples au monde à ne pas avoir de banques, d'armées et d'Etats : c'est pour cela qu'ils ont toujours été persécutés et pas persécuteurs, colonisés et pas colonisateurs, victimes et pas responsables des guerres. Ceux qui ne disent rien contre la guerre (conduite aussi au nom du peuple italien), ceux qui ne disent rien contre le pouvoir des banques traitent ensuite de criminels... les «tziganes». Il est arrivé la même chose dans les années Trente et on sait comment ça a fini.

Demain, Fiamma Tricolore a lancé une manifestation devant la mairie de Rovereto contre les «privilèges» des Siniti et des Rom. La Lega demande une poigne de fer contre les «tziganes». Ces parades publiques, si elles ne sont pas contrées avec détermination, ont déjà mené ailleurs à la violence squadriste. Voulons-nous encore attendre ?

JEUDI 4 OCTOBRE 2007, 17H, RASSEMBLEMENT CONTRE LE RACISME PIAZZA PODESTÀ À ROVERETO

Antiracistes de Rovereto et Trento

Ndt : Le 20 novembre 2007, plusieurs habitations d'anarchistes de Rovereto ont été perquisitionnées par la Digos [police politique], sur ordre du procureur Storari. Quatre compagnons ont été inculpés pour les vitrines défoncées quelques jours avant d'un commerce tenu par un membre connu de Fiamma Tricolore.

Rome

Des nouvelles du procès «Cervantes»

SUITE À LA REQUÊTE présentée par le procureur Marini, qui demandait l'annulation de l'ordonnance émise par la Cour d'Appel de Rome [le 8 février 2007] confirmant l'acquittement des 9 compagnons accusés d'association subversive, la première section de la Cour de Cassation a accepté le recours. Cela signifie qu'un nouveau procès d'appel aura lieu pour tous les inculpés, qui seront à nouveau jugés pour délit associatif. En attendant, il faut attendre la réponse de la Cassation concernant les faits spécifiques contre 3 compagnons, condamnés en première instance [9, 6 et 3 ans pour les attaques contre l'Institut Cervantes et une caserne à Rome, plus le tribunal de Viterbo] puis acquittés en appel. Selon la base sur laquelle répondra la Cassation, les deux niveaux seront probablement regroupés en un

procès unique. Voilà donc la situation bureaucratique-judiciaire qui fait apparaître les contre-sens et la soif de vengeance de l'Etat.

Face à cette énième attaque contre des anarchistes, nous répondons que les manoeuvres judiciaires n'arrêteront pas le désir de lutter pour une société libérée de l'autoritarisme et des prisons, pour une société dans laquelle ces aberrations ne seront qu'un triste souvenir.

Vive l'anarchie.

Les anarchistes impliqués

[Traduit de l'italien. Publié le 24 septembre 2007 sur informa-azione.info]



SUR LE PROCÈS

CONTRE LES OCCUPANTS DE LA CROIX-ROUGE

Le 26 octobre 2007 s'est déroulé le procès contre les occupants de la Croix-Rouge. Ont été entendus un membre de la Digos [police politique italienne] et deux témoins présents le 15 décembre 2006 lorsque trois compagnons ont occupé le bureau de presse de la Croix Rouge.

Un des inculpés a tenté de lire une déclaration sur les faits, signée par les trois accusés, mais a été interrompu plusieurs fois par le juge. En solidarité, une douzaine de compagnons se sont levés pour composer avec les lettres imprimées sur leurs tee-shirts les phrases : «CRI ASSASSINA» [Croix Rouge assassine] devant, et «FUOCO AI CPT» [Feu aux centres de rétention] derrière.

Les individus solidaires ont été immédiatement expulsés de la salle. Les agents de la Digos ont demandé les papiers d'identité aux porteurs rebelles de mots, mais aussi de leur montrer chacun les tee-shirts incriminés. Le refus du groupe de se soumettre à la curiosité des agents, qui par ailleurs avaient filmé toute l'audience, s'est traduit par quelques moments de tension, de bousculades et la menace d'être emmenés à la préfecture de police pour identification. Le groupe de compagnons ne s'est pas laissé intimider et, alors qu'il était repoussé dehors pour être embarqué, est finalement reparti librement.

Les flics sont probablement retournés à leur base pour jouer au scrabble, dont les lettres sont décidément plus dociles et inoffensives...

Fermons les Lager de l'Etat !

Turin, 26 octobre 2007

LE PROCÈS qui nous voit comparaître n'est pas seulement destiné à établir qui a participé à l'occupation des locaux de la Croix Rouge de Turin le 15 décembre de l'an dernier, pas plus qu'à déterminer si ceux-ci ont exercé une quelconque forme de violence contre quelqu'un. Sur ces thèmes, nous laisserons discourir nos avocats : ils savent le faire mieux que nous et conservent toute notre estime et confiance.

Nous voulons nous exprimer sur un autre aspect de ce procès, et nous voulons le faire nous-mêmes. Que ce soit lors de la validation de notre incarcération ou lorsqu'ont été examinées les mesures restrictives qui nous ont touché pendant des mois [pointage, etc.], chaque fois que notre cas est passé entre les mains d'un juge, le raisonnement s'est toujours centré sur le mode illégal de notre initiative. «Ces jeunes auraient même raison de protester» - a-t-il été dit - «mais lorsque les contestataires outrepassent les limites de la Loi, ils doivent être punis, et avec sévérité». Et c'est bien là qu'est la question : lorsque le sens de la justice et la Loi sont en conflit, lequel doit prévaloir ? C'est un sujet d'importance, pour tout le monde. Qu'ensuite un juge soit, par métier, du côté de la Loi est une évidence, et nous n'avons aucune velléité de le convaincre du contraire. Mais nous sommes ici dans un espace qui est public, en plus d'être une salle de tribunal, et nous ne voulons perdre aucune occasion pour affronter cette question, qui est vitale pour tous.

L'air de nos villes est rempli de tensions et de rancœurs parce que chacun peine à arriver au bout du mois ; parce que personne ne sait ce qui arrivera demain ; parce que les rythmes auxquels nous sommes soumis sont inhumains ; parce que la guerre que l'Occident a exportée partout dans le monde se pointe ici aussi. Et pourtant, nombreux sont ceux qui tournent leur regard rageur non pas contre ceux qui l'ont organisé, ce désastre, mais contre les derniers arrivés, contre les exclus, contre ceux qui sont diffé-

rents – comme s'ils étaient vraiment la cause de tout ça. Comme en d'autres temps, les patrons et leurs protecteurs politiques soufflent sur le feu empoisonné de la guerre entre pauvres dans l'espoir de cacher leur propre responsabilité. On s'était dit il y a soixante-dix ans que cela n'arriverait plus, et pourtant l'abîme est à nos portes.

Que dire d'un ministre de l'Intérieur qui propose d'approuver des lois spéciales et d'instituer des punitions collectives – comme est en train de le faire Amato contre les Rom ? C'est trop dire que de parler de lois raciales ?

Que dire des carabinieri qui tirent ou massacrent à grands coups les étrangers suspectés d'être des voleurs, des dealers ou simplement des voleurs à l'étalage dans les supermarchés ? Deux morts en deux mois dans la seule province de Turin, et un blessé grave. C'est exagéré de parler de réintroduction informelle de la peine de mort ?

Que dire des Centri di Permanenza Temporanea [Cpt : centres de rétention] où sont enfermés des hommes et des femmes dont l'unique faute est d'être de trop dans nos villes ? Rien que ces jours-ci, un nouveau-né a été intoxiqué par les lacrymos et deux enfermés sont morts dans les Cpt italiens. C'est excessif de parler de lager ?

Que dire de ceux qui gèrent les centres de rétention, parfois en bourrant les internés de neuroleptiques et de calmants – comme l'a longtemps fait la Croix Rouge à Bologne et comme le fait aujourd'hui encore la Misericordia à Modène ? C'est trop dire que de parler de bourreaux ?

Que dire des rafles permanentes, des fourgons partout, des gens qui finissent en prison pour de simples tags sur les murs ? Il est plus correct de parler d'Etat policier ou de société carcérale ?

Que dire des agressions sanglantes contre des étrangers perpétrées ces derniers jours par, paraît-il, des rejetons de bonnes familles de Turin qui s'ennuient ? Que dire quand les vieux fas-



cistes relèvent la tête et attaquent sans vergogne les homosexuels, les écoles occupées, les dissidents ? C'est une définition trop alarmiste que de parler de preuves pratiques de squadrisme [ratonnades de l'époque mussolinienne] ?

Que dire lorsque, incités par des politiciens de tous bords, des journalistes et des gens à la mode, certains tentent de tuer dans leur sommeil des hommes, des femmes et des enfants ? L'attaque contre le camps Rom de via Vistrorio à Turin fait partie d'une liste qui s'allonge chaque jour un peu plus. On peut dire qu'il y a dans l'air comme une volonté de pogrom ? C'est malpoli de dire que la Bosnie est au coin de la rue ?

Sur le comment affronter de façon adéquate ces temps-là, une réflexion est urgente, qui doit être longue et articulée. Mais dans cette salle, il suffira d'inviter chacun à se tourner vers un exemple du passé. Lorsque, à la fin des années 30 et ensuite, a commencé une persécution anti-juive il y a eu en Italie ceux qui ont applaudi et ceux qui se sont contentés de se taire. Mais il y a eu aussi ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se sont opposés. D'une manière ou d'une autre, mais toujours hors de la Loi. Et c'est à ces hors-la-loi que va notre pensée. Parce que, lorsque les temps se font sombres, quiconque a conservé ne serait-ce qu'un peu du sens de la justice est forcément hors de la Loi. Lorsque les temps se font sombres, les applaudissements ou même le silence sont choses légales, mais sont aussi ce de quoi avoir honte une vie entière.

Le monde qu'ils sont en train de préparer est à nouveau un monde dans lequel les personnes «normales» – justement ces personnes qui s'assoient à côté de nous dans les autobus, ces personnes qu'on croise tous les jours au supermarché – sont prêtes à applaudir aux bûchers ou à tuer de leurs propres mains au nom d'une race, d'une culture, d'un dieu ou même seulement au nom de la «sécurité». Ils nous ont porté à ce point-là. A présent, ils ne peuvent nous demander de rester calmes.

*Alessandro Grana
Andrea Ventrella
Aurelio Loprevite*

C I T O Y E N ? QUI HAÏRAS-TU DEMAIN SOIR ●

CITOYEN, hier soir des voisins à toi ont jeté un molotov contre un camp rom situé à côté de la Stura, et sont repartis déçus parce que rien n'a pris feu et que personne ne s'est fait mal.

CITOYEN, l'autre matin, ton frustre de cousin a chopé au coin de la rue une tzigane maigrelette qui accompagnait ses enfants à l'école et l'a rouée de coups.

CITOYEN, il y a moins d'une semaine, ton frère a applaudi des fascistes bien habillés qui encourageaient à exterminer les étrangers et les chômeurs.

CITOYEN, il y a un mois, tu as lu dans le journal que vingt baraques ont brûlé rue Vistrorio et que la soixantaine de personnes qui y vivaient se sont sauvées par miracle : « ce ne sont que des tziganes voleurs et romanichels », as-tu pensé en souriant.

CITOYEN, ils t'ont crié que tu es chaque jour plus pauvre à cause de ceux qui sont plus pauvres que toi ; que ton insécurité est dûe à ceux qui sont encore plus en insécurité que toi ; que tu disposes de toujours moins de droits à cause de ceux qui n'ont pas même l'ombre d'un droit ; que ta maison tombe en morceaux à cause de ceux qui vivent dans les cabanes.

C I T O Y E N ! Ils t'ont dit «hais tes frères», et tu les as haïs ! Ils t'ont dit «aime tes patrons», et tu les as aimés ●

CITOYEN, tu te souviens du fiancé de ta nièce, ce cher garçon ? Il est mort sur une aire d'autoroute, un agent de la police de la route lui a tiré dessus.

CITOYEN, demain, tu seras contraint de vendre un de tes reins pour payer le dentiste, mais il n'y aura plus de clochards au milieu de la rue.

CITOYEN, le mois prochain, c'est avec l'argent de ta retraite qu'ils paieront les nouvelles voitures de la police.

CITOYEN, bientôt viendra le jour où ton fils crèvera en uniforme en quelque endroit du monde, parti au nom du fric et de la civilisation.

CITOYEN, quand tu seras vieux et que tu auras besoin d'aide, ce sera une étrangère qui te nettoiera et te changera, et tu rencontreras toujours quelqu'un qui se foutra de toi parce que tu te pisses dessus, comme tu as ri de la peur des jeunes et des pauvres.

CITOYEN, lorsque ton petit-fils te demandera pourquoi ce monde est aussi dégoûtant, tu devras lui répondre : « c'est à cause de moi ».

[Traduit de l'italien. Texte qui a circulé à Turin le 13 novembre 2007.

NdT : tous les premiers exemples cités se sont déroulés dans cette ville en quelques semaines. Le «fiancé de ta nièce» est en revanche le hooligan nazi de l'AS Roma qui a été abattu par les keufs après une bagarre avec d'autres sur un parking d'autoroute le 11 novembre. Quant à «ton fils en uniforme», rappelons que les troupes italiennes sont notamment actives en Irak et au Liban.]

INCENDIE DU CAMP ROM DE VIA VISTRORIO

Cette nuit a brûlé le camp de nomades situé via Vistrorio, à Turin. C'est seulement un hasard si personne n'a été blessé : les habitants se sont aperçus de l'incendie à temps et se sont enfuis.

Cette nuit a brûlé le camp de nomades de via Vistrorio et ça n'a pas été un accident. Quelqu'un a préparé des molotovs, a attendu la nuit, s'est posté derrière les barrières du camp, et lorsqu'il a été sûr que tout le monde dormait, les a lancés.

Cette nuit, les auteurs du pogrom manqué via Vistrorio se sont sentis en sécurité. Jeunes du quartier ou fascistes aguerris, ils savent qu'ils ont tout un monde de leur côté.

Un monde dans lequel les maires et leurs adjoints traitent les Rom comme des chiens à chasser le plus loin possible, à faire dormir à la belle étoile, à bastonner.

Un monde dans lequel les journalistes hurlent que les «tziganes volent les enfants» (racontant des histoires toujours démenties quelques jours plus tard) et que les clandestins «sont en train de provoquer la faillite du système de soin».

Un monde dans lequel les campagnes ininterrompues des léguistes ou des fascistes ont convaincu les gens que ce sont les «privileges accordés aux étrangers» qui provoquent nos difficultés à finir le mois et pas au contraire le doublement des dépenses militaires, les milliards d'euros investis dans des travaux utiles aux seuls industriels, les salaires et les retraites indécentes...

Un monde dans lequel toujours moins de gens ont le courage de regarder en face leurs propres ennemis réels, de s'en prendre aux patrons et à leurs protecteurs politiques : c'est beaucoup plus facile de s'acharner contre les derniers arrivés, contre les pauvres, contre les exclus.

Dans ce monde, les molotovs contre le camp de via Vistrorio sont la normalité. Du reste, n'est-ce pas le ministre Ferrero qui a déclaré que les Rom en Italie sont trop nombreux et qu'il serait temps que la Roumanie en reprenne quelques uns ?

N'est-ce pas le ministre de l'Intérieur qui a affirmé qu'on doit appliquer des sanctions collectives contre les Rom ? Qu'il est juste d'expulser à leur tour les proches de ceux qui sont suspectés de quelque délit ?

Le pogrom manqué de cette nuit a été organisé ensemble par les ministres, les journalistes, les adjoints et les fascistes. Ceux qui ont lancé les molotovs leur ont prêté leur bras, rien de plus.

L'air que nous respirons, dans ce monde, est le même que celui de l'Allemagne de 1932. Et nous savons comme ça a fini.

Il n'y a plus de temps à perdre.

[Traduit de l'italien. Texte qui a circulé le 14 octobre 2007. Le 19 novembre 2007, quatre molotovs lancés de jour ont cette fois détruit dix baraques du camp situé rue Germagnano.]

Le temps des sorcières et des ânes volants

En 1786 en Europe, les sorcières cessent d'exister, une date qui n'a rien de particulier mais qui coïncide simplement avec le moment où ce qui était défini comme «sorcière» ou «sorcellerie» cesse d'être passible de poursuites légales. Jusqu'alors, la sorcière était classée dans les rangs des délinquants et, comme elle, mille autres exemples composent le portrait du criminel dans l'histoire, de la femme adultère à l'homosexuel, du suicidé au blasphémateur, un portrait qui varie au cours du temps selon les besoins. Mais des besoins de qui ? Est-il possible qu'un homme cesse d'un moment à l'autre de percevoir un autre homme, ou mieux encore son comportement, comme une menace ? Est-il possible que ceux qui le mercredi étaient brûlés sur un bûcher puissent le jeudi vaquer tranquillement dans les rues ? A qui faisaient-ils peur mercredi ? A la masse ou aux gestionnaires de la société dite civile ? Pourquoi le boulanger qui, exalté par le bûcher, invoquait mercredi les flammes pour toute la famille du condamné vendait-il jeudi du pain à la sœur de l'exécuté ? En se rapprochant dans le temps, pourquoi une quantité absurde de fascistes deviennent un beau jour de septembre [1943] des partisans ? Pourquoi jubiler il y a deux ans lors de l'entrée de la Roumanie dans la Communauté Européenne et à présent chasser d'un bout d'Europe tous les roumains à coups de barre* ?

Ce sont des questions auxquelles il vaudrait la peine de répondre, des questions sous lesquelles se terre le visage de notre présent.

On entend tous les jours les termes sécurité et normalité, si souvent qu'ils fusionnent. La sécurité est la normalité, sécurité normale, normalité sécurisée. Sécurité : éloigner toute menace, reconnaître un comportement séparable des autres et le mettre en condition de ne pas nuire, peut-être en l'emprisonnant. Normalité : tuer la diversité, rendre facilement individualisable l'anormalité sociale et, encore une fois, reconnaître un comportement séparable des autres et le mettre en condition de ne pas nuire, en l'emprisonnant. Hier une sorcière, aujourd'hui un rom, hier un homo, aujourd'hui un immigré, hier un noir, aujourd'hui un jaune, demain un blanc, une liste interminable d'anormalités, d'insécurité et d'urgences à résoudre.

—Résolvons-les, tonne le système. —Prêt, répond l'homme. Avant on brûlait les sorcières ? A présent on brûle les camps de nomades.

Le système a ses lois et l'homme, jusqu'à preuve du contraire, est en sa faveur. Il est avec lui parce qu'il a perdu la capacité d'intervenir dans sa propre existence, parce qu'il est depuis toujours un être paresseux enclin à la délégation, parce que lorsque règne la quête de la paix sociale, toutes les ratures doivent être effacées, parce qu'il est plus facile de faire enfermer quelqu'un dans une prison, peut-être à vie, que de fonder ses rapports sur la confrontation.

Domage que ce qu'un homme, pris individuellement, a à perdre n'aille pas de pair avec ce qu'un système a à perdre, que ce qui est une menace pour le système le devienne aussi pour l'homme et pas l'inverse. Quel problème devrais-je avoir en m'asseyant à côté d'un immigré si on me m'avait pas dit que l'étranger est un problème d'ordre public, quelle serait la difficulté à parler avec un anarchiste si on ne m'avait pas répété à satiété que c'est un terroriste ? J'aurais le problème de devoir me confronter avec la difficulté de découvrir tout seul mes points en communs avec la personne qui passe à côté de moi, je devrais affronter seul mes désaccords avec elle. L'homme moderne n'a probablement plus le temps de faire cela. Il préfère être distrait par Cogne [nom d'un village du Val d'Aoste où un fait divers tient en haleine le public depuis plus de deux ans] tandis que le pain atteint le prix de l'or, il préfère les condamnations exemplaires, il préfère Big Brother à l'intérieur et à l'extérieur d'un studio de télé, il préfère s'associer au choeur raciste alors que ses employés sont tous sénégalais, il préfère contester en parlant de légalité, il préfère signer, il préfère le système à lui-même, il préfère les ânes qui volent.

* Ndt : l'Italie a autorisé en octobre l'expulsion des ressortissants de l'UE avec application immédiate contre des dizaines de roumains.

[Traduit de l'italien. Tiré de *L'uomo nero* n°0, *apériodique pour une discussion interne sur la prison, le contrôle, la sécurité, la légalité*, Rovereto (TN), novembre 2007, p.6]

Contre le fascisme, pour la liberté

Jeudi 13 septembre s'est tenue à Casarano (province de Lecce) une conférence intitulée «Avortement = Assassinat» organisée par Forza Nuova*, et dont l'orateur principal était Roberto Fiore, son secrétaire national.

Prévue initialement dans un auditorium municipal au centre du village, l'administration communale (de centre-gauche) a révoqué sa mise à disposition, suite aux polémiques et aux tensions causées par les nombreux tags antifascistes et contre la conférence. Forza Nuova a trouvé refuge dans un auditorium en périphérie du village, propriété de l'Eglise, où il a pu donner sa conférence, blindée de forces de police. Au même moment, un groupe d'anarchistes a tenu un rassemblement dans le centre du village avec banderoles, mégaphone et tracts pour expliquer à tous qui sont Roberto Fiore et Forza Nuova, et clarifier qui porte la responsabilité de leur présence à Casarano.

On trouvera ci-contre le tract distribué à l'occasion.

*** Forza Nuova : un des partis d'extrême-droite héritier du MSI fasciste de Mussolini.**

Aujourd'hui se tient à Casarano une conférence anti-avortement dirigée par Roberto Fiore, leader du mouvement politique «Forza Nuova». Mais qui sont exactement ces messieurs ?

Roberto Fiore vient des rangs de Terza Posizione [Troisième Voie], un des nombreux mouvements néofascistes actifs dans les années 70 et 80, et après une fuite dorée en Grande-Bretagne, où il a dirigé des entreprises qui l'ont rendu milliardaire, il a fondé Forza Nuova il y a dix ans. Ce mouvement réunit les pires aspects du néofascisme et de l'intégrisme catholique : ce n'est pas un hasard si après la volte-face de l'Administration communale de Casarano, qui dans un premier temps avait mis à leur disposition l'auditorium, c'est le curé de l'église de la contrée de Botte, don Luigi, qui lui ait offert refuge et hospitalité. Ce n'est pas non plus par hasard si Forza Nuova est en train de gagner toujours plus de visibilité en ces temps où l'Eglise catholique, par la voix de ses plus hautes autorités, a lancé une véritable croisade réactionnaire contre les aspects d'importance première dans la vie des individus : avortement, euthanasie, sexualité...

Encore une fois, comme ça a toujours été historiquement le cas, l'Eglise catholique et les mouvements fascistes marchent main dans la main : qu'on pense aux nombreuses apparitions de Forza Nuova et Roberto Fiore dans les meetings de Comunione e Liberazione [Communism et Libération] ou aux côtés du groupe intégriste Alleanza Cattolica [Alliance Catholique], dont le responsable principal est Alfredo Mantovano, originaire du Salento [région de Lecce] et membre d'Alleanza Nazionale*.

Mais ce n'est pas tout. Forza Nuova agit également dans la continuité historique des différents groupes de la droite qui de 1969, avec le massacre de Piazza Fontana, jusqu'aux années 80, ont endeuillé le pays d'une série d'attentats terroristes qui ont provoqué des centaines

de morts, avec la complicité directe des plus hauts responsables de l'Etat et la couverture des diverses forces de police.

Tandis que le gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi lance son paquet législatif sur la Sécurité qui prévoit un tour de vis contre les vendeurs à la sauvette, les laveurs de pare-brise et les graffeurs (et tous les possesseurs de bombes de peinture en général), les militants des organisations néofascistes se promènent à travers la péninsule en poignardant des immigrés, des homosexuels, des compagnons, en incendiant des centres sociaux et des espaces occupés, protégés et rassurés encore une fois par la couverture des forces de l'ordre. De son côté, le conseil municipal de centre-gauche de Casarano avait concédé à cette organisation clerico-fasciste un espace communal pour parler de l'avortement comme d'un assassinat, avec l'intention de retourner en arrière malgré des années de lutte pour l'autodétermination de soi et de son propre corps, avec une prise de conscience de sa propre individualité.

Ne permettons pas que tout ceci se déroule impunément.

Rappelons l'administration de Casarano et Don Luigi à leurs énormes responsabilités dans la concession d'un lieu où un groupe de fascistes peut intervenir publiquement.

Balayons Forza Nuova pour balayer le fascisme avec.

Une fois pour toutes.

*Anarchistes
peggio2008@yahoo.it*

* Alleanza Nazionale : un autre des partis héritiers du MSI de Mussolini, qui lui a intégré les coalitions gouvernementales de droite sous l'égide de Berlusconi.

[Traduit de l'italien. Paru le 20 septembre 2007 sur informa-azione.info]



Le nouveau cadeau de la gauche

Fin octobre, le gouvernement Prodi a lancé une série de mesures connues comme le *Pacchetto Sicurezza*, le «Paquet Sécurité». Ces modifications législatives prévoient notamment :

- aide aux tabacs pour installer des caméras de surveillance.
- aggravation de la peine pour le délit de «dégât». La conditionnelle sera subordonnée à la réparation.
- réforme de la loi Cirelli sur la

prescription. Le temps minimal sera de 6 ans et ira jusqu'à 30 ans.

- création d'un fichier central des empreintes génétiques conservées 40 ans.
- aggravation des peines (de 1-3 ans à 3-10 ans) en cas d'homicide au volant sous alcool ou drogue.
- «certitude de la peine», soit impossibilité de conditionnelle pour certains délits (homicide, viol, mais aussi braquage ou incendie).

- augmentation des pouvoirs de police des maires en cas de «danger pour la sécurité urbaine» et aux préfets qui, pour des motifs de «sécurité publique», pourront expulser des étrangers membres de l'Union européenne. Adopté en urgence par décret-loi le 31 octobre 2007, cet article a été immédiatement mis en application le 3 novembre contre des dizaines de roumains à Gênes, Milan ou Turin, dont les camps ont été rasés à coups de bulldozers.

Samedi 13 octobre 2007 vers 4h, cinq amis et compagnons du local *Fuoriluogo* (Madda, Manuela, Texino, Federico et Facò) sont arrêtés après avoir tentés de s'opposer à l'arrestation d'une fille qui allait être internée en TSO (Traitement Sanitaire Obligatoire), son comportement ayant été jugé déviant par le Samu, intervenu pour son état d'ébriété.

Tandis que Madda et Manuela sont placées en résidence surveillée, les trois autres (Andrea Tessarin dit «Texino», Cristian Facchinetti dit «Facò» et Federico Razzoli) sont envoyés en prison préventive. Les inculpations sont vol aggravé (des menottes), dégâts (la voiture des flics) et rébellion. Le 2 novembre, le tribunal de réexamen a confirmé ces mesures.

La nuit du 14 au 15 octobre, cinq nouveaux compagnons (Juan, Bogu, David, Alessio, Belle) sont arrêtés. Ils sont accusés d'avoir peint des slogans contre la psychiatrie, l'internement, la prison, ... Le 16 octobre ils sont jugés en comparution immédiate. Juan Antonio Sorroche et Miroslav Bogunovic (dit «Bogu») prennent dix mois de prison ferme, les trois autres 4 mois avec sursis et une interdiction de séjour de trois ans à Bologne. Le 2 novembre, le tribunal de réexamen a confirmé ces mesures.

Plusieurs initiatives de solidarité se sont déroulées à Bologne, dont deux jours anti-psychiatriques (27-28 octobre) et des manifs/rassemblements (dont 150 personnes le 16 octobre).

Bologne

Démocratie ordinaire

NOUS AVONS ÉTÉ ARRÊTÉS le 17 octobre 2007, jugés puis condamnés pour des tags sur les murs, pour avoir obscurci la caméra et l'écran d'un distributeur de billets, et pour avoir jeté un seau de vernis dans une boucherie. Il me m'intéresse pas de dire si la condamnation est plus ou moins pesante, je ne veux pas entrer dans cette polémique. Je n'ai cependant pas été surpris, ma conscience savait déjà ce que veut dire la «démocratie ordinaire». Mais même si je ne l'avais pas su, cette dernière expérience m'aurait suffi pour comprendre comment est cette démocratie ordinaire tant «aimée» (quiconque regarde autour de soi peut le comprendre).

Passant du commissariat de Bologne au «Palais royal de la démocratie ordinaire» qu'est le «Saint tribunal de Bologne», il suffit pour le comprendre de voir que sur les 30 personnes arrêtées, 20 l'étaient pour absence de papiers. Elles nous ont dit que tu faisais pour ce motif 8 mois, parfois jusqu'à 16, de prison ou de CPT=Lager, ce qui revient au même. Comme c'est étrange ce qui arrive en démocratie ordinaire ! Que des personnes soient enfermées parce qu'elles sont étrangères, comme au temps du nazisme. Eh bien, pendant le nazisme on les tuait, maintenant on leur enlève seulement 1 ou 2 ans de vie, qu'on remplit d'abus et de tortures... ce n'est pas la même chose. Tout comme les conditions au commissariat, dans les cellules de sécurité et de démocratie ordinaire ; en deux jours, ils nous ont donné un sandwich au fromage et ont refusé de nous filer de l'eau le second jour. C'est que ça coûte, l'eau, comme disait l'autre ! Ne pouvant pas non plus aller aux WC, imaginez la cellule, elle était pleine de pisse et du vomi des personnes qui se trouvaient mal. Et vous auriez dû voir comme ils s'adressaient à deux jeunes rom de 8 et 11 ans, comme s'il s'agissait des pires déchets du monde. Ah qu'elles se sentaient grandes, ces merdes qui hurlaient contre des mômes.

Lorsque nous sommes allés dans les cellules du «palais royal de la démocratie ordinaire», là, à l'intérieur du «grand royaume», comme il y a des magistrats, des juges et des procureurs, l'apparence change : ils te donnent de l'eau, quant à la bouffe... Nous avons mangé grâce aux parents d'un compagnon, mais pour les autres reclus, rien.

Tout ceci est une très petite partie de la démocratie ordinaire, la normalité quotidienne au commissariat. Je ne vous raconte pas tout ça parce que je m'attends à quelque chose de la part de ces charognes, comme je le disais plus haut, ça ne m'étonne pas, au contraire. Je ne veux pas non plus que ce soit pris comme du victimisme, je sais bien que ce sont les pratiques habituelles. Ils font pire encore, comme ce jeune de Ferrara tabassé à mort lors d'un contrôle de

routine comme ils disent, comme Marcello Lonzi, assassiné à force de coups en prison, ou comme cet arabe de 21 ans à Turin, balancé dans le Pô à coups de matraque, où il est mort noyé. A Turin, rien que cette année, ce sont au moins 5 personnes que je sache qui sont mortes assassinées lors de ces contrôles de police, pas simplement mortes et point barre. Et il y a tant d'autres abus de pouvoir et de tortures passées sous silence dans cette démocratie ordinaire.

Le «Monseigneur saint Procureur», lorsqu'il nous a jugés, nous a dit que nous nous repentions certainement ! De quoi, de sa foutue démocratie ordinaire de merde, pleine de sang et de souffrances, qui remplit sa bouche putréfiée de belles paroles comme «liberté et droits». Il suffit de regarder autour de soi pour comprendre que la démocratie ordinaire, à Bologne ou en Italie, est un fascisme beaucoup plus sophistiqué fait pour une masse de gâteux, construite d'avantages superficiels et matériels privés de sens et de sentiments.

Ils ont dit que nous étions liés à des amis et compagnons incarcérés plusieurs jours avant, et je réponds OUI ! Nous sommes liés, et certainement pas à des lois ou à des organisations absurdes, nous sommes liés par des sentiments beaucoup plus importants que ces merdes ne pourront jamais imaginer, surtout l'amitié et la solidarité entre amis et compagnons, l'amour pour la liberté et la haine et la rage contre toute chose qui nous est imposée. Je dis tout cela indistinctement.

Quant aux paroles qu'ils nous ont imposées, coupable ou innocent, ce sont pour moi deux concepts moraux et très relatifs dont je me fous. Je soutiens les actions directes (avec les moyens que chacun pense opportuns) effectuées le jour de notre arrestation, et pas seulement, faites pour se défendre ou attaquer tout pouvoir. Mieux même, ça me fait chier qu'elles ne soient pas assez diffuses.

Avec amour, un salut spécial à tous les compagnons et amis en prison ou dehors. Et toute ma haine et mon mépris pour toute forme d'Etat.

A crête haute, punk kaos et destruction

[Traduit de l'italien. Publié le 26 octobre 2007 sur informa-azione.info]

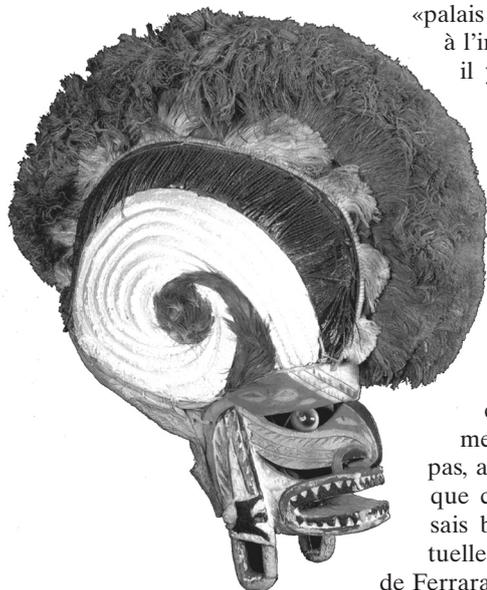
Pour leur écrire :

Juan Antonio Sorroche Fernandez - Casa Circondariale di Ferrara - Via Arginone 327 - 44 100 Ferrara

Miroslav Bogunovic - Casa Circondariale di Piacenza - Via delle Novate 65 - 29 100 Piacenza

Andrea Tessarin - Casa Circondariale di Reggio Emilia - Via Settembrini 8 - 42 100 Reggio Emilia

Cristian Facchinetti/Federico Razzoli - C.C. La Dozza - Via del Gomito, 2 - 40 127 Bologna



Bologne

Encore un peu de répression contre Fuoriluogo

Deux compagnons du [local anarchiste] Fuoriluogo ont reçu il y a une semaine la notification d'un *avviso orale* [avis oral], comme c'est déjà arrivé à des dizaines d'autres compagnons d'autres villes ces derniers mois. Il s'agit d'une mesure émise par le préfet et par laquelle il invite le destinataire à «tenir une conduite conforme à la loi», mais c'est surtout un pas nécessaire afin que le tribunal puisse éventuellement lui appliquer la *sorveglianza speciale* [surveillance spéciale], une mesure qui prévoit toute une série d'obligations et d'interdictions. Citons par exemple l'interdiction de fréquenter des repris de justice ou toute personne soumise à la *sorveglianza speciale*, l'obligation de rester chez soi la nuit, l'obligation de communiquer aux flics tous ses déplacements, l'interdiction de fréquenter «*garages et auberges*». Il s'agit de mesures administratives, clairement datées du fascisme, qui sont émises sur la base d'une «*dangerosità sociale*» établie par la police, au-delà de tout délit établi.

Ces mesures sont le signe d'une volonté de réprimer et menacer à tout prix les compagnons, face aux flops judiciaires permanents que les différents parquets collectionnent.

Enfin, il y a deux mois, avant même ces notifications aux intéressés, les journaux ont parlé de la conclusion des enquêtes sur deux distributeurs de billets endommagés en avril 2004, donnant le nom et le prénom d'un compagnon du Fuoriluogo et d'un compagnon de Lecce. Les indices à charge ? Celui de Lecce était à Bologne ces jours-là, a rencontré le «bolognais» et ce dernier a gardé son portable éteint au cours de la nuit !!? Comme d'habitude, il y aurait de quoi rire...

Menaces et répressions n'arrêteront pas les luttes.

Un fuoriluogo,
21 septembre 2007

Lecce

Et on l'appelle démocratie

Ou comment mourir en prison, ou finir enfermé pour avoir été solidaire, ou pour lutter contre l'exploitation et la destruction de l'environnement.

LA NUIT DU 13 OCTOBRE, Aldo Branzino est trouvé mort dans une cellule de la prison de Capanne (Puglia), sans hématomes visibles. Il avait été arrêté deux jours avant pour détention de plants de marijuana. L'autopsie révèle des contusions et des lésions sur plusieurs parties du corps. En prison, Aldo n'a pas eu de contact avec d'autres détenus, et les lésions en question peuvent mener à la mort même après plusieurs heures.

LA NUIT DU 12 OCTOBRE à Bologne, certain(e)s de nos compagnons prennent la défense d'une jeune



Ex-voto retrouvés par centaines dans plusieurs églises de Florence le samedi 7 avril 2007, veille de Pâques, provoquant un mini-scandale national et la fermeture d'une église par un curé apeuré le lendemain. Ces jours-là, des compagnons avaient monté une exposition anticléricale dans les rues de la ville. Le texte de l'ex-voto (traduit en italien) est extrait des Rouilles encagées de Benjamin Péret, publié en 1964 sous le pseudonyme de Satyremont.

Ô grand saint esprit de merde
vierge enculée de tous côtés
mon hock est plein d'eau bénite
Trempe-y ta bite
avant de me l'enfoncer
Des cons de nénuphar poussent
dans le bénitier
Va donc les peloter
avant de m'enculer
Le Christ n'a pas de queue
c'est pour ça qu'on l'a cloué
Coule coule le foutre au fond
De nos matrices.

filles qui allaient se faire emmener par les flics contre sa volonté. Motif de la mesure coercitive : le « très dangereux crime » d'être soûlé et de vouloir continuer à dormir dans la rue. Destination : l'hôpital, pour la soumettre à un Traitement Sanitaire Obligatoire (T.S.O). En d'autres termes, ils allaient la bourrer de médocs et l'enlever des rues de la magnifique ville du shériff Cofferrati.

La réaction des garants de l'ordre contre ceux qui soutenaient la jeune fille malmenée s'est traduite en coups de matraque, armes pointées en pleine tête et menottes, jusqu'à l'arrestation de cinq anarchistes avec des accusations très lourdes. En outre, les tags qui ont suivi, en solidarité avec les arrêté(e)s, ont valu un an de prison à deux autres compagnons, jugés en comparution immédiate.

MARDI 23 OCTOBRE à Perugia, énième opération anti-anarchiste : menée par les carabinieri du Ros et le parquet de Perugia, ils ont incarcéré cinq compagnons accusé(e)s d'association subversive ayant pour but de renverser l'ordre démocratique [270bis]. Cinq individus qui ne voulaient rien savoir du silence social, qui ne se contentaient pas de désapprouver le système en privé ou du « *va te faire foutre* » public crié avec le comique de service [allusion au comique Bepe Grillo] contre ceux qui décident et qui imposent chaque jour des conditions de vie infâmes.

Ce sont des situations qui dans ce monde, régi par l'argent et par l'utilité,

ne sont pas des exceptions mais se confirment en règle.

La production permanente d'urgences par les médias, le rappel constant à plus de sécurité ne répondent en fait qu'à un besoin d'auto-conservation du Pouvoir et de ses structures, de manière à ce que les exploités ne puissent pas identifier les vrais responsables de la précarisation progressive de leur propre vie.

Il est alors nécessaire de donner carte blanche aux flics, préfets et maires dans leur sale boulot, tout comme il devient utile de brandir la menace de la prison, des centres de rétention, des Centres d'hygiène mentale. La solution est de criminaliser celui qui, pour gagner sa vie, lave des vitres entre les fumées des voitures ; celui qui vit dans une grise banlieue et met ses murs en couleurs ; celui qui consomme des drogues ; celui qui n'accepte pas les abus quotidiens des flics ; celui qui est solidaire des plus pauvres, des opprimés et des rebelles ; celui qui lutte pour dépasser cet état de fait.

Mais si tout vise à imposer la normalité du silence et de l'indifférence des braves citoyens, il ne nous reste qu'à imposer à notre tour la complicité entre exploités contre la logique de la guerre entre exclus.

Anarchistes du Salento

[Traduction de l'italien inspirée de celle parue dans *La Cavale* (n°10, novembre 2007, p.21). Tract distribué lors d'un rassemblement avec les incarcérés de Bologne et Perugia]

AUTOUR DES COMPAGNONS INCARCÉRÉS À AACHEN

AUTOUR DES COMPAGNONS INCARCÉRÉS À AACHEN



2^d édition
octobre 2007

Individualités complices

Le 28 juin 2004, près de la frontière germano-hollandaise sur la route qui mène à Aachen (Aix-la-Chapelle), la police veut effectuer un contrôle sur le parking d'une station-essence. Au moment de la tentative de fouille du véhicule, l'un des occupants sort un flingue et tire en l'air avant de s'enfuir avec ses deux complices en prenant un véhicule et ses propriétaires en otage. La jeune femme qui les accompagne est arrêtée sur le champ. Les trois hommes

sont pris en chasse par la police, échangent des coups de feu avec elle puis provoquent un accident. Ils relâchent alors les otages et s'emparent d'un second véhicule. Parvenus à un garage dans lequel ils se cachent, ils sont encerclés avant de se rendre. Ces trois hommes sont Gabriel Pombo Da Silva, anarchiste espagnol évadé des prisons de ce pays depuis octobre 2003 où il a passé vingt ans dont quatorze en FIES, José Fernandez Delgado, anarchiste espagnol récemment évadé de prison où il a passé vingt-trois années et Bart De Geeter, anarchiste belge ex-membre de l'Anarchist Black Cross de Gand. La femme est Begoña Pombo Da Silva, sœur du premier et vivant en Allemagne.

Les trois compagnons sont immédiatement accusés par le procureur de Aachen de tentative de meurtre (9 fois) et prise d'otage (2 fois). Une carte de la ville de Dresde où seraient indiqués les armureries et postes de police aurait de plus été retrouvée dans leur voiture et tous quatre se trouvent ainsi accusés en plus de plusieurs braquages et tentatives. Finalement, c'est en décembre 2004 que le procureur les renvoie en jugement avec les accusations suivantes : Begoña est accusée de «résistance violente» à son arrestation et d'un braquage de banque commis le 18 juin à Karlsruhe avec José, tous quatre sont accusés de «résistance armée» à la police (à la station essence) et d'avoir planifié un ou plusieurs braquages à Dresde, les trois hommes (José, Gabriel et Bart) sont accusés de séquestration de personnes, vol aggravé de véhicule, violations graves du code de la route, blessure d'une personne et quatre tentatives d'homicide (la poursuite avec les flics avec quatre coups de feu et l'accident) puis de vol aggravé d'un véhicule et double tentative d'homicide (lors du changement de voiture après l'accident et le triple tir contre les flics).

Il nous importe peu de savoir ce qu'ils ont réellement fait ou pas. Ce qui est par contre certain, c'est que ces compagnons anarchistes ont défendu leur liberté avec les moyens qu'ils ont jugé nécessaires sur le moment et qu'il est toujours légitime d'aller chercher de l'argent là où il se trouve en abondance dans les caisses de l'ennemi. Si la presse s'est naturellement déchaînée, parlant tantôt de l'ETA puisqu'il s'agit d'espagnols, tantôt de dangereux criminels puisqu'il s'agit d'anarchistes, c'est pour mieux tenter de nier cette évidence : les terroristes sont avant

tout les Etats et les entreprises, eux qui affament et bombardent des populations entières, exploitent, assassinent dans les prisons, la rue ou au travail des milliers d'exploités chaque année, détruisent et polluent sur une échelle incommensurable, modifient le vivant de façon irréversible. Les plus grands criminels ce sont ces mêmes qui enfrennent chaque jour leurs propres lois, elles qui ne sont en fait qu'un instrument de plus pour imposer leurs intérêts, celui du profit et de la domination.

Ce n'est ainsi pas par seul goût du renversement que nous affirmons que si nos compagnons sont anarchistes et donc criminels, c'est parce que leur seule «culpabilité» est de ne respecter d'autres règles que celles qu'ils se sont fixés, c'est d'avoir osé lutter et affronter un monde où la réciprocité et la liberté doivent s'arracher malgré et contre tous les valets organisés qui défendent ce système de domination et d'oppression. Car, pour notre part, nous ne reconnaissons ni «coupables» ni «innocents» et laissons bien volontiers ces catégories aux charognes en toge et à leurs souteneurs. Et nous ne cacherons pas non plus que nous sommes complices de ces compagnons. Complices dans leur rage qui s'arme d'abord de courage et de volonté, complices aussi dans leur désir d'une vie qui se passe de frontières, qui franchit jusque les plus hauts murs des prisons et qui tente de s'en donner les moyens.

Cette petite brochure est sortie dans une première édition en avril 2005 au moment où tous quatre passaient en procès à Aachen. Notre contribution souhaitait alors être «le premier geste d'une solidarité qui ne saurait se réduire à des mots, une présence aux débats orchestrés par l'arsenal judiciaire ou à un soutien à des "corps en souffrance", à des compagnons désormais loin de nous et désincarnés. L'une des armes à la disposition de toutes et tous est de continuer la lutte pour l'anarchie qu'ils ont menée à leur façon et continuent de là où ils sont». Depuis lors sont parues une version espagnole puis une version flamande de la brochure. Et aussi un livre de Gabriel en espagnol et italien*.

Depuis surtout, José a pris 14 ans, Gabriel 13 ans, Bart 3 ans et demi et Begoña 10 mois avec sursis le 28 septembre 2005. Malgré des débuts difficiles, il y a cependant eu l'expression de solidarités, par exemple à partir des journées d'action du 4 mai 2005 et 29 septembre 2007. Nous avons donc inséré dans ce recueil une nouvelle partie, qui ne se contente pas de chronologies d'actions éparses mais inclut aussi plusieurs textes critiques sur la question de la solidarité avec les prisonniers. (...)

Individualités (encore) complices,
octobre 2007

* Gabriel Pombo da Silva, *Diario e ideario de un delincente*, edición a cargo de Asamblea contra las prisiones de Barcelona/Ed. Klinamen/Ed. Conspiración/Ateneo libertario Almargen/Individualidades anarquistas Solidarias, juin 2006, 168 p. et G. Pombo da Silva, *Diario e ideario di un delincente*, Cassa anarchica di Solidarietà Anticarceraria (Latina), septembre 2007, 128 p.

[Extrait de l'introduction à la brochure *Autour des compagnons incarcérés à Aachen*, par Individualités complices, 2^d édition mise à jour et enrichie, octobre 2007, 104 p.]

Jour après jour, les portes des cellules se referment

Jour après jour, la taule dévore une nouvelle part d'homme. Jour après jour, la taule isole. Elle isole les individus pour les contraindre à accepter la réalité de cette société. Une réalité fondée sur deux principes : l'exploitation et la domination.

Ces principes sont la base des oppositions irréconciliables de cette société : l'opposition entre riche et pauvre, entre chef et subordonné, entre ceux qui risquent de tout perdre et ceux qui ont tout à gagner.

Les tribunaux et les prisons n'ont rien à voir avec ce qui est juste ou injuste. Les tribunaux ne servent qu'à retirer de la société et du conflit social ceux qui brisent les règles de l'ordre en place.

Telle est la fonction des prisons. La prison tente de mastiquer le contenu de son estomac, pour le régurgiter ensuite, la conscience tranquille, à la société (c'est ce qui s'appelle resocialisation). Par ailleurs, elle sert à enterrer et broyer vivants ceux pour qui cela ne marche pas.

Les barreaux ne connaissent pas d'intérieur. Non seulement parce que la prison joue un rôle essentiel dans la maîtrise des conflits sociaux, mais surtout parce que sa logique de privation de liberté est la norme dans l'ensemble de la société. Nous reconnaissons la prison dans le chef au coin de la rue, dans tout oppresseur, dans la liste interminable d'institutions qui nous accueillent aimablement pour mieux nous détruire.

Lorsque la prison cherche à isoler les prisonniers et les conflits sociaux dont ils font partie, une confrontation consiste pour nous à refuser cet isolement. A construire des solidarités avec les prisonniers qui luttent contre la situation qui leur est faite. A tenter par tous les

moyens que nous jugeons opportuns d'ouvrir des brèches dans les murs gris et silencieux qui disent tant sur le monde dans lequel nous vivons. Cette solidarité ne nous est pas extérieure, elle fait entièrement partie de la lutte que nous menons contre ce système.

Pour toutes ces raisons, nous manifestons aujourd'hui ici, dans les rues de Rheinbach et Aachen, notre solidarité avec Gabriel Pombo da Silva et Jose Fernandez Delgado. Ces deux compagnons anarchistes sont séquestrés par l'état allemand depuis 2004. Ils ont été arrêtés près de Aachen, alors qu'ils tentaient d'échapper à un contrôle de police. Ils étaient en fuite, après avoir passé plus de 20 ans dans les geôles de l'état espagnol. Durant des années, ils ont lutté inlassablement contre le régime mortifère d'isolement des modules FIES. Aujourd'hui, leur hôte allemand leur offre des conditions similaires. Jose refuse depuis des mois déjà toute collaboration avec l'administration pénitentiaire de Rheinbach. Il refuse les parloirs déshumanisants avec hygiaphone, il refuse de travailler, il refuse de remplir tout formulaire ... Bref, il refuse d'abandonner sa dignité. Gabriel compare le régime de détention "normal" de la prison de Aachen avec les mesures d'isolement espagnoles.... Conjointement avec le prisonnier anarchiste Marco Camenisch en Suisse, Gabriel et Jose ont mené une grève de la faim du 16 au 29 septembre 2007, à l'occasion de la journée internationale de solidarité du 29.

**SOLIDARITE AVEC GABRIEL ET JOSE
CONTRE TOUTES LES PRISONS
LIBERTE POUR TOUTES ET TOUS**

[Texte lu et distribué le 29 septembre 2007 devant les prisons de Rheinbach et de Aachen, où sont incarcérés José et Gabriel]

« Je continuerai à lutter »

Vous [les juges] me donnez encore plus de raisons de lutter et je ne parle pas seulement d'exposer la réalité de la torture, le régime FIES, la répression, les idées libertaires etc., mais aussi votre misérable système de destruction et la farce de votre justice, bref votre SYSTEME. Vous pouvez être sûrs que je ne perdrai pas de temps à me battre contre des moulins à vent qui, comme le savait bien Don Quichotte, étaient gigantesques... Des géants aux pieds d'argile, comme le sont tous vos pouvoirs et vos vérités. De pures chimères !

Pour certainEs d'entre nous, cela fait de nombreuses années que nous avons cessé de fuir... Nous avons préféré affronter directement la bête autoritaire... bref, être conséquentEs et responsables de nos vies, nos idées et évidemment nos actes.

Notre lutte qui passe par des liens affinitaires est bien plus qu'un vulgaire "isme"... Nous sommes unis par nos désirs et cela vous ne pouvez l'enfermer, ni le contrôler...

Les IDEES-CONCEPTS et les pratiques anarchistes ne se discutent pas dans un tribunal ou un parlement. Elles sont discutées au sein des groupes ou organisations, dans les assemblées et nos propres moyens de communications. Malgré toutes vos tentatives, vous n'avez pas réussi à nous faire taire... Dans les métropoles et les ghettos, dans les rues et les prisons nous continuons à lutter.

En résumé, j'écrirai que je continuerai à lutter, démontrant par là même que la révolte est un impératif vital qui va bien au delà de ces pantomimes théâtrales.

Des accolades à tous les compagnons et compagnes, à celles et ceux qui luttent dans le monde entier, à l'Anarchie ...

[Extrait de la dernière déclaration de Gabriel Pombo da Silva devant le tribunal de Aachen le 21 septembre 2005]



29 SEPTEMBRE : JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ AVEC GABRIEL POMBO DA SILVA, JOSÉ DELGADO ET TOUS LES PRISONNIERS EN LUTTE

Les jours précédents le 29 septembre 2007, des discussions et des soirées d'infos ont eu lieu dans différents pays : Buenos Aires (Argentine), Barcelone, (Espagne), Gand, Louvain et Bruxelles (Belgique),...

16 septembre

Marco Camenisch (Suisse), Gabriel Pombo da Silva et José Fernandez Delgado (Allemagne) entament une grève de la faim jusqu'au 29 septembre.

18, Zürich (Suisse)

Occupation de radio Lora par quelques personnes qui y mènent une grève de la faim en solidarité avec Marco, Gabriel et José.

28, Bilbao (Espagne)

Une trentaine d'individus se rassemblent au consulat allemand et distribuent des tracts en solidarité avec Gabriel, José et tous les prisonniers en lutte. Quelques uns entrent dans le consulat et forcent les fonctionnaires à envoyer un fax à l'ambassade d'Allemagne à Madrid ainsi qu'au ministère allemand des affaires étrangères.

28, Castellón (Espagne)

Le compagnon anarchiste emprisonné Joaquín Garcés Villacampa entame une grève de la faim jusqu'au 30 septembre en invoquant les raisons suivantes : « en protestation contre les pratiques répressives aberrantes (menées) contre les compagnons anarchistes Gabriel Pombo da Silva et José Fernandez, prisonniers de l'Etat allemand. Pour l'abolition de l'Etat-capital, des privilèges et de la domination au sens le plus large du monde. Longue vie à la Liberté. Détruisons les prisons. Liberté pour les prisonniers anarchistes »

28, Montevideo (Uruguay)

« Au cours de la nuit du vendredi 28 septembre, les serrures du Goethe Institut et d'Iberia (compagnie aérienne espagnole) ont été engluées. "Solidarité avec Gabriel et José" et un A cerclé étaient écrits sur le coté. Un petit geste pour saluer les compagnons qui ont lancé un appel à la solidarité avec nos compagnons emprisonnés. »

28, Louvain (Belgique)

Plusieurs banderoles avec des slogans comme "Contre les prisons de l'Etat" et "Liberté pour toutes et tous" ont été accrochées aux pont des alentours de Louvain.

29, Rheinbach et Aix-la-Chapelle (Allemagne)

Environ 60 compagnons se sont rassemblés devant les prisons de Rheinbach et d'Aix-La-Chapelle. A Rheinbach, près de 200 balles de tennis portant des messages contre la prison ont été lancées par-dessus les murs. A Aix-la-Chapelle, les compagnons ont pu entendre les cris de Gabriel. Un texte a été lu et distribué aux quelques personnes qui passaient par là.

29, Zürich (Suisse)

Environ 70 camarades/compagnons se sont rassemblés devant le Bezirksgericht pour témoigner de leur solidarité envers Marco, Gabriel, José et Mehmet Esiyok. Des tracts ont été distribués.

29, Gand (Belgique)

Près de 70 personnes envahissent la rue et manifestent à travers le centre ville en solidarité avec Gabriel, José et tous les prisonniers en lutte. La manif prend fin devant la prison de Gand.

29, Bruxelles (Belgique)

« Aujourd'hui 29/09 est une journée internationale de solidarité avec les prisonniers en lutte et plus particulièrement avec José Delgado et Gabriel Pombo Da Silva (plus d'information sur <http://www.escapeintorebellion.info/>) Les bruxellois ont vu surgir plusieurs cris rageurs sur certains de leurs édifices tels que "Mort à la prison et à son monde" sur la porte de Hal, "Brûlons les prisons" sur le palais de justice ainsi que deux banderoles sur la petite ceinture. La prison est le langage le plus clair par lequel s'exprime cette société bâtie sur le profit, l'abrutissement collectif et l'enfermement des déviances (psychiatriques, sociales, sexuelles)

Nous luttons tant en dehors qu'en dedans pour conquérir la liberté qui est à nous.

NI MATONS NI PRISONS N'ARRETERONS NOS REBELLIONS - SOLIDARITE INTERNATIONALE »

29, Vancouver (Canada)

« Tard dans la soirée, les vitres de la Royal Bank of Canada (RBC) de Hastings et de Nanaimo ont été libérées de leur intégrité structurelle par un petit groupe d'anarchistes avec des pierres de la taille d'un poing. Cette action a été menée en solidarité avec les anarchistes Gabriel Pombo da Silva, José Fernandez Delgado, Marco Camenisch qui étaient en grève de la faim dans les prisons européennes. Elle contribue aussi aux actions prenant place à travers le monde à l'occasion de cette journée internationale d'actions. RBC a été attaquée parce que c'est une banque. Une institution fondamentale qui reproduit le Capital. Ce même système (au service et au profit d'un petit groupe de bâtards) qui exploite les gens à travers le monde et détruit la vie en général ; pendant qu'il crée simultanément des événements répressifs spectaculaires comme par exemple, les jeux olympiques de 2010, bien évidemment, sponsorisés par RBC.

Le capitalisme, ses prisons et ses banques existent dans le monde entier.

Encroûtons la route menant aux Jeux olympiques d'épaves qui prendront leur place ! Des anarchistes »

29, Vancouver (Canada)

Des anarchistes squattent une maison pour y tenir une soirée d'info autour de Gabriel et José.

29, Madrid (Espagne)

Trois agences immobilières du quartier Prosperidad ont vu leurs serrures engluées en solidarité avec Gabriel, José, Marco et tous les autres prisonniers en lutte.



30, Louvain (Belgique)

Plusieurs statues sont revêtues d'un uniforme de prisonnier.

octobre

1, Bruxelles (Belgique)

Le consulat allemand est attaqué avec des bombes de vernis en solidarité avec Gabriel et José, et tous les prisonniers en lutte.

2, Woluwe-St Pierre (Belgique)

Un concessionnaire BMW est attaqué à l'aide de cocktails molotov. Au moins deux voitures partent en flammes.

9, Buenos Aires (Argentine)

Aux premières heures humides de la matinée, des mains inconnues ont déposé un dispositif incendiaire contre le concessionnaire Volkswagen situé au carrefour entre les rues Castro Barros et Hipolito Hiriigoyen. Des tracts ont été retrouvés sur place : « Ce matin, nous avons frappé le concessionnaire Volkswagen, ce matin nous avons communiqué notre haine à l'Etat allemand qui a incarcéré nos compagnons. Nous demandons la libération immédiate de Gabriel Pombo da Silva et de José Fernandez Delgado, qui se trouvent dans les centres d'extermination de l'Etat allemand, et de tous les prisonniers du monde.

Feu à l'Etat, au capitalisme et à ses prisons. Liberté pour Gabriel et José

Cellules Noires Révolutionnaires
Brigade Kurt Gustav Wilckens »

10, Buenos Aires (Argentine)

Une manifestation en solidarité avec Gabriel et José est prévue.

17, Paris (France)

Débat autour des FIES, Aachen, etc.

11 septembre : jour de lutte contre le terrorisme d'Etat

(AFP, 12/11/07) Santiago — Un policier a été tué et 41 autres blessés dans la nuit de mardi à mercredi à Santiago, au cours d'incidents lors de manifestations pour le 34e anniversaire du coup d'État du général Augusto Pinochet au Chili, ont annoncé les autorités.

Plus de 216 manifestants, selon le dernier bilan, ont été interpellés, essentiellement dans la capitale chilienne, à la suite d'affrontements avec les forces de l'ordre qui ont éclaté dans plusieurs quartiers pauvres à la périphérie de Santiago.

La victime, le caporal Cristian Vera Contreras, un policier de 36 ans et père de deux enfants, a reçu une balle dans la tête et est décédé quelques heures plus tard à l'hôpital, a indiqué le ministre de l'Intérieur Belisario Velasco. Selon des sources hospitalières, le policier aurait été mortellement touché par un coup de fusil.

L'un des policiers blessés, qui a été brûlé par un jet d'acide, se trouve dans un état grave, a précisé le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur Felipe Harboe, dénonçant une « situation inacceptable ». « Ce que nous avons vu cette nuit n'a rien à voir avec le 11 septembre (la commémoration), c'est de la délinquance », a affirmé M. Harboe. Une enquête a été ouverte sur la provenance des armes de gros calibre dont plusieurs manifestants étaient en possession.

Les Chiliens commémorent mardi le coup d'État du 11 septembre 1973 qui renversa le président socialiste Salvador Allende, instaurant la dictature militaire de Pinochet (1973-1990). Au Chili, cette manifestation dégénère souvent au cours de la soirée en échauffourées. L'an dernier, plus de 230 manifestants avaient été interpellés.

Cette année, la manifestation, qui se tenait pour la première fois depuis la mort de Pinochet, décédé à 91 ans en décembre dernier, s'était pourtant déroulée de manière plus pacifique. Une brève cérémonie avait été organisée par la présidente socialiste Michelle Bachelet au palais de la Moneda.

UNE FOIS DE PLUS ce 11 septembre, la rage prolétarienne s'est manifestée, multipliant la révolte de toutes parts, avec des pillages, la destruction de la propriété privée, des barricades et des affrontements armés avec la police.

Une fois de plus sont apparues les contradictions de ce monde, mettant clairement en évidence que le prolétariat éprouve de la rage, de la haine et surtout qu'il ne trouve pas meilleure manière de décharger son malaise face à la vie de misère à laquelle le contraint la bourgeoisie que de tirer des pierres, des balles et de mettre des barricades en feu. On peut peut-être questionner le fait que cette rage manque d'un certain degré de conscience ou ne s'organise pas de meilleure façon, mais cette manière d'agir en marge des partis, des syndicats et de toute bureaucratie est aussi ce qui fait peur à la bourgeoisie, puisqu'il est beaucoup plus difficile d'administrer des calmants à une rage qui déborde et devient incontrôlable.

Ce 11 septembre n'a surpris personne car depuis plusieurs années ce mois est devenu un moment non seulement de souvenir, mais aussi d'intensification de la lutte, des idées, des pratiques. Cela n'a surpris que ceux qui, aliénés dans les canapés confortables de leurs maisons ou bureaux, contemplent le déroulement des événements en marge de la réalité. Et la réalité, qu'ils le veuillent ou non, c'est que Septembre sera un mois de révolte, un mois de mémoire historique, un mois de subversion, un mois où la jeunesse insurgée, celle qui ne se distingue pas par l'âge et qui est en marge de la politique, sort dans la rue se souvenir de tous ceux qui sont tombés, pour détruire un bout même minime de ce monde, reprendre en main sa vie. En effet, bien que la classe politique dise le contraire, la révolte et les explosions diffuses du prolétariat lui rend pour un instant sa vie dont il reprend le contrôle, révélant à grands traits que la guerre entre les classes existe et que cette guerre se livre au quotidien.

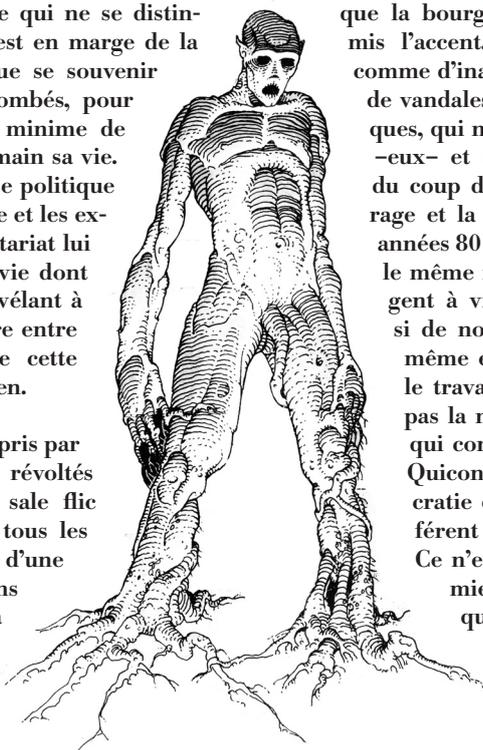
Personne ne peut être surpris par le délice avec lequel les révoltés ont célébré la mort du sale flic à qui, ce qu'on espérait tous les jours, justice a été faite d'une balle en pleine tête dans le quartier populaire «La Estrella» de Pudahuel Sur. Quoi qu'en disent les médias bourgeois —car selon les premiè-

res informations qu'ils avaient fournies il avait d'abord été déclaré mort, avant que cela soit ensuite démenti-, c'est bien une mort immédiate qui lui a été administrée, cela n'a été qu'une question de minutes, et la balle était létale. Et comment ne pas rire de la mort de quelqu'un qui t'opprime au quotidien ou qui te pousse au sous-monde de la pasta base *, lorsqu'arrive ce grand moment ?

Cette mort ne représente pas pour nous qu'un simple décès, mais la vengeance et le règlement de comptes (pour le moment) pour tant de compagnons anonymes ou pas qui ont laissé leur vie au combat et à qui le destin a joué un sale tour. Cette balle n'a pas seulement été tirée par celui qui a appuyé sur la gâchette, mais par tous les assassinés par les keufs, Claudia López, Rodrigo Cisterna, Daniel Menco, Cristian Castillo et un interminable etc... Cette balle continuera à faire justice et à tirer les comptes au clair dans cette longue guerre sociale.

Récemment, les rues de nombreux quartiers populaires se sont montrées rebelles d'un feu incandescent. L'action des keufs a été dépassée par la rage incontrôlée des manifestants qui, faisant usage de leurs armes à feu de gros et de petit calibre, ont fait reculer l'ennemi et en ont laissé plus d'un avec une grande peur ou une bonne blessure. La journée s'est soldée par plus de 40 keufs blessés plus ou moins gravement et plus de 300 arrestations, dont de nombreux mineurs ou de jeunes âgés de moins de 20 ans. Et c'est sur ce fait ponctuel

que la bourgeoisie et les médias ont mis l'accent, parlant de ces jeunes comme d'inadaptés, de délinquants et de vandales sans perspectives politiques, qui n'ont pas vécu la dictature —eux— et qui n'étaient pas là lors du coup d'État de 73, comme si la rage et la misère se limitaient aux années 80 et comme si ce n'était pas le même malheur qu'ils nous obligent à vivre aujourd'hui, comme si de nos jours ce n'était pas au même esclavage que nous mène le travail et comme si ce n'était pas la même société esclavagiste qui contrôle chacun de nos pas. Quiconque croit que la démocratie est quelque chose de différent de la dictature se trompe. Ce n'est qu'une fausse dichotomie pour nous faire croire que ce monde est de loin le meilleur des mondes possibles, alors que la dictature comme la démocratie ne sont



qu'une manifestation de plus des deux faces de la même monnaie : la tyrannie capitaliste contre l'humanité exploitée.

En définitive, les temps n'ont pas changé, une dictature néfaste continue d'exister, oui, sans bottes militaires, sans violence obtuse, mais une dictature de la plus atroce violence qui assassine dans notre quotidien, dans les écoles, au coin des rues avec les drogues et surtout les conditions de vie qu'ils nous imposent, ça c'est la dictature du Capital.

Il est possible que ces jeunes n'aient pas une tendance politique claire, pire, ils doivent haïr la politique, mais ce sont bien eux qui, année après année, sortent brûler des barricades et s'affronter à la police. Pour notre part, nous ne faisons pas de différence entre conscient ou pas, parce que dans la rue nous fraternisons dans la lutte et c'est là que se matérialise le changement dans les relations sociales, là où la barricade sépare les classes, d'un côté les journalistes et les flics qui servent l'ordre démocratique, de l'autre des jeunes de tous âges qui attaquent durement la police et il n'y a pour nous rien de plus beau [sic].

Si nous parlons de la violence dans les quartiers de manière si naturelle, ce n'est pas parce qu'elle n'existe que dans ces lieux, mais parce qu'elle s'y concentre, là où la majorité des jeunes n'a aucune possibilité dans ce monde, là où leur vie "sans valeur" est un nombre de plus sur l'échelle de la compétition du marché capitaliste, là où leurs conditions de vie ne les mènent qu'à voler, se droguer ou se tuer au travail salarié ; c'est la seule vérité.

Une fois de plus, il a été démontré que la rage et la révolte se sont manifestées à cette date et que la jeunesse combattante, celle qui balaie les idéologies et les théories usées, montre sa claire détermination à combattre et à se battre et c'est ce que craint le pouvoir : que tous les petits signes d'insatisfaction, dont on ne peut nier l'existence, puissent se reconnaître dans un projet insurrectionnel. C'est pourquoi l'Etat sait bien que ces petites manifestations de rage et de haine qui génèrent de petites ruptures avec l'existant, comme c'est le cas lors du 11 septembre ou de la journée du jeune combattant, laissent entrevoir le chemin à parcourir, sans concessions, sans égards, sans partis ni syndicats.

Finalement, ce qui fait le plus peur au pouvoir, c'est d'une part l'existence d'hommes et de femmes qui, face à la paix sociale et au manque apparent de critique de l'Etat et du Capital, continuent à parler d'insurrection comme possible début d'une révolution qui mette fin à la tyrannie de l'autorité et de la marchandise, et d'autre part tous les individus anonymes qui commettent mille et une actions d'attaque contre les structures de la domination et de l'exploitation.

Pour tous les révolutionnaires tombés.
Révolution sociale.
Notre justice sera la vengeance de classe.

Ndt :

* La *pasta base* est un dérivé bon marché de la cocaïne qui ruine le cerveau en peu de temps.

[Traduit de l'espagnol.
Reçu le 19 septembre 2007
du Chili de edicionespiratas@riseup.net]

11 septembre : barricades et subversion

ET UNE FOIS DE PLUS, un 11 septembre est arrivé, journée que la bourgeoisie au Chili consacre à la bonne mémoire citoyenne, à commémorer le coup militaire de 1973 par des cérémonies larmoyantes et respectueuses de l'autorité, à demander oubli et pardon : c'est-à-dire que le prolétariat pardonne aux assassins et bourreaux de l'Etat et oublie ses membres tombés au cours de la guerre sociale. Ce 11 septembre avait été « exemplaire » pour eux : il n'y avait pas eu de grosses émeutes à la fin de la manifestation du dimanche 9 (bien sûr il y a eu des luttes et des troubles, mais cela a été totalement occulté) et le 11 lui-même avait été relativement calme dans le centre. La maudite presse s'en réjouissait, niant toutes les barricades qui brûlaient régulièrement sur les campus universitaires et dans les quartiers pauvres les jours précédents. Les journalistes ne demandaient même plus de faire de cette date une journée de réflexion sur la faillite de leur démocratie chérie.

Mais dans la nuit, les hordes prolétaires sont sorties dans les rues de Santiago et de diverses villes et les ont illuminées de barricades, elles ont pillé les magasins qui se trouvaient à leur portée, ont incendié les véhicules et même des écoles, elles se sont affrontées à balles réelles avec les forces policières de l'Etat, aux policiers mêmes qui ont buté par

balles le compagnon Rodrigo Cisterna, ou qui la nuit du 11 septembre 1998 avaient tué dans le dos la compagne Claudia López. Cette nuit-là, la presse n'a pas pu continuer à chanter sa satisfaction et s'est consacrée à médire sur les exaltés, à condamner le manque de revendications claires et à réclamer une poigne de fer contre la violence. Mais quelle que soit l'épouvante de tous les capitalistes, de leurs porte-voix et de leurs partis, là ce n'était pas un prolétaire qui une fois de plus mourrait vidé de son sang, mais un maudit policier.

Passée la stupeur face aux images des hélicoptères amenant sans cesse des keufs blessés à l'hôpital de leur administration, et la confirmation le lendemain matin seulement de la mort de l'un d'eux (décédé des heures auparavant !), la campagne médiatique massive de rigueur s'est organisée afin que nous compatissions tous avec le policier-père-de-famille-travailleur-mort. Un policier ! La presse aurait-elle dit un seul mot de condamnation des assassins de Claudia López, Daniel Menco, Alex Lemún et tant d'autres qui sont tombés ? Bien sûr que non, et nous n'espérons d'ailleurs rien de nos ennemis, mais leur cynisme et leurs mensonges n'ont décidément pas de limites.

En fin de compte, les incontrôlés qui sortent armés dans la rue et tirent de nuit contre les

policiers et les journalistes ont la clarté de s'affirmer en pratique contre les ennemis de l'humanité, peut être sans clair programme théorique ou organisationnel, mais avec la certitude qu'il faut attaquer la propriété privée matérialisée par les magasins et les commerces débordant de produits devant ceux qui n'ont rien, les écoles qui, toutes maquillées qu'elles soient, ne sont que de simples prisons où l'on enferme les enfants et les jeunes prolétaires pour qu'ils ne dérangent pas au coin de la rue, enfin tout ce qui représente la merde actuelle. Et ils ont clairement tiré la leçon des mutineries dans d'autres parties du monde : les marchandises qui ne peuvent être volées doivent tout simplement être détruites. La presse traite la jeunesse prolétaire et les éléments les plus explosifs de notre classe de lumpen, de racaille, d'inconscients ; la police les harcèle et les réprime tous les jours ; les profs les punissent ; les commerçants les humilient. Et ils demandent le respect de la propriété, de l'école, de la presse et de la police ? Qu'ils soient des serfs volontaires comme ces bons citoyens qui suent pour un travail salarié, enrichissant les bourgeois de leur zèle quotidien pour ensuite s'horriifier lorsqu'une pierre part de la main d'un prolétaire ou quand les armes ne sont déjà plus le monopole de l'Etat et du capital ?

A tous les curés et pasteurs qui veulent éduquer à la paix, c'est-à-dire à se conformer à l'esclavage actuel, qu'ils n'oublient pas que la révolte surgit des entrailles de la misère que génère le capitalisme, et que nous, les êtres humains, ne sommes pas des agneaux. Viendront des rebellions qui feront brûler jusqu'à leurs temples dans la nuit. Et à tous ceux qui pleurent le policier mort, nous expliquons que leurs chiens domestiqués –qui ne sont pas des animaux sauvages, mais des mascottes programmées– sont nos ennemis. La presse a la mémoire courte quand elle vomit que le policier «martyr» est le premier mort de la démocratie (?!). Même eux oublient leurs propres laquais tombés !

Et à tous les «révolutionnaires» et «libertaires» réformistes affligés par le manque de perspective claire des émeutes, ou par le fait que seuls les lumpen sortent dans la rue, qu'ils ne respectent pas les honorables petits commerçants ou qu'ils attaquent des écoles et incendient des voitures (un symbole des révoltes qui aujourd'hui se propagent de par le monde !), ou sont même méprisables au point de regretter la mort d'un keuf, à ceux-là nous disons qu'ils fassent attention à ce qu'ils disent, parce que nous remar-

quons chaque jour davantage qu'ils sont nos ennemis, qu'ils sont de l'autre côté de la barricade, et qu'il faut leur couper leurs langues venimeuses, uniquement destinées à empoisonner les exploités et sont inoffensives contre les exploités. Lorsque les révoltés se réjouissaient sur les barricades des quartiers de savoir qu'un flic était mort, voyant-là confirmé le sage dicton selon lequel le seul bon flic est un flic mort, c'était la conscience de classe qui s'affirmait là.

Au lendemain de la violente journée de protestation, la télévision montrait des dames furieuses qui hurlaient contre les pillages, des propriétaires de boutiques ou de simples voisins qui réclamaient à cor et à cri la venue de l'armée pour rétablir l'ordre. Faites attention, mesdames. Pour peu que le prolétariat international continue à monter dans la lutte, il va s'affirmer comme le parti mondial de la révolution communiste [sic]. Alors vous aurez une autre armée dans les rues : des hommes et des femmes constituant le prolétariat en armes, pour étendre encore plus les pillages et les émeutes, imposant pour toujours la dictature des nécessités humaines.

LA REVOLTE EST REPRODUCTIBLE ET CONTAGIEUSE !

POUR LE COMMUNISME ET L'ANARCHIE !

POUR LA COMPAGNONNE CLAUDIA LÓPEZ ET TOUS CEUX QUI SONT TOMBÉS : NOTRE JUSTICE SERA LA VENGEANCE !

Des prolétaires Incontrôlés

Ndt :

Une fois n'est pas coutume, nous avons décidé de passer ce texte, malgré son marxisme idéologique, très présent dans le dernier paragraphe, que nous ne partageons bien évidemment pas. Sachant aussi que l'antagonisme ne se réduit pas à ses démonstrations spectaculaires (feu et barricades) mais d'abord en terme de transformation des rapports.

[Traduit de l'espagnol d'un tract qui a circulé au Chili. Publié le 24 septembre 2007 sur klinamen.org]

Quelques attaques chiliennes

29 août 2007

Une manifestation contre la politique de la présidente Michelle Bachelet s'est embrasée à Santiago du Chili. Au cours de cette journée de mobilisation, au moins 750 personnes ont été interpellées. Au moins 50 manifestants (10 dans un état grave) et 48 policiers ont été blessés. La police a utilisé des canons à eau et des bâtons pour repousser les manifestants. La manifestation, à l'appel de la puissante Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT, gauche), la plus importante centrale syndicale du Chili, avait été organisée pour protester contre le gouvernement, qui, selon elle, ne lutte pas suffisamment contre les inégalités sociales alors que le pays connaît depuis des années une forte croissance économique. Santiago, où les manifestations s'étendaient du centre-ville à plusieurs quartiers populaires, a été partiellement paralysée. Des magasins ont été pillés et les manifestants ont élevé des barricades de pneus qui ont été enflammées.

D'autres rassemblements ont eu lieu en province, notamment dans le port de Valparaíso, à Rancagua, et à Concepción.

31 août

Un attentat à l'explosif a causé de nombreux dégâts dans les infrastructures aux abords du Canal 13 de Télévision, situé à une vingtaine

de rues du centre de la capitale chilienne, Santiago.

Selon les premières informations fournies par les carabiniers, l'explosion s'est produite vers 20h30, heure locale. Des témoins ont signalé aux journalistes qu'une forte explosion ainsi qu'un départ de feu s'étaient fait sentir dans la partie basse de la colline San Cristóbal, où se trouvent la plupart des chaînes de télévision chiliennes. Des images exhibées par Canal 13 elle-même montrent que les auteurs ont brisé un hublot de protection par lequel ils ont lancé l'engin explosif jusqu'à la cour arrière de la station.

On a trouvé dans le secteur des tracts faisant allusion à un groupe subversif non identifié et dénonçant les médias, accusés "d'être avec le pouvoir capitaliste". De même, ce groupe anarchiste appelle à une protestation violente le prochain 11 septembre.

12 septembre

Un policier a été tué et 41 autres blessés dans la nuit de mardi à mercredi à Santiago, au cours d'incidents lors de manifestations pour le 34e anniversaire du coup d'État du général Augusto Pinochet au Chili, ont annoncé les autorités. Plus de 216 manifestants, selon le dernier bilan, ont été interpellés, essentiellement dans la capitale chilienne,



à la suite d'affrontements avec les forces de l'ordre qui ont éclaté dans plusieurs quartiers pauvres à la périphérie de Santiago.

La victime, le caporal Cristian Vera Contreras, un policier de 36 ans et père de deux enfants, a reçu une balle dans la tête et est décédé quelques heures plus tard à l'hôpital. Selon des sources hospitalières, le policier aurait été mortellement touché par un coup de fusil.

BRÈVES DU DÉSORDRE

L'Etat uruguayen s'est associé avec la multinationale finlandaise Botnia pour implanter une usine de pâte de cellulose à Frey Bentos. A travers des blocages de route et des ponts frontaliers entre l'Argentine et l'Uruguay, des manifestations ou des sabotages, de nombreuses personnes se sont opposées des deux côtés du Rio de la Plata à ce nouveau monstre (voir l'article détaillé dans CS n°92, printemps 2007, pp.36-39).

Plusieurs attaques ont frappé récemment les entreprises de cellulose, dont Botnia qui a démarré sa production en novembre. Ence est l'autre multinationale du papier qui projette d'implanter sa production de mort en Uruguay (elle y possède déjà 40 000 hectares de forêts, contre 89 000 ha à Botnia).

19 juin, Montevideo : vers 3h20 du matin dans un entrepôt du port éclate un incendie volontaire dans un dépôt de bois de l'entreprise *Forestadora Oriental* (filiale forestière de Botnia). 2000 m³ sont partis en fumée.

10 juillet, Montevideo : gigantesque incendie dans le bâtiment de Ence situé au croisement de Camino Durán 4195 et Coronel Raíz, dans le quartier de Peñarol. Une machine détruite et 40 000 m³ de bois en fumée rendent l'usine inopérante.

ARGENTINE

A propos de ce qui s'est passé autour de l'Athénée anarchiste « Angela Fortunato »

Une explication nécessaire

Tout d'abord, nous pensons que la discussion et le débat prennent un tour plus salutaire lorsqu'ils se basent sur des expériences concrètes. A partir de cela, le débat enrichit d'une manière réelle les possibilités d'action et d'affirmation de nos idées, puisqu'il se nourrit de l'expérience vécue, du fait de se connaître et de se reconnaître dans ses propres limites et possibilités.

Commençons par le début

Dès son ouverture mi-2003, l'Athénée anarchiste "Angela Fortunato" de Avellaneda, à Buenos Aires, a voulu être un espace physique tentant de participer et d'influer sur l'agitation pour un changement social révolutionnaire. Anarchistes, nous pensons que l'idée anarchiste est sociale, c'est à dire qu'elle se projette dans l'ensemble de la société, tentant d'atteindre (de concrétiser) les principes que l'anarchisme cherche à forger. Nous pensons que partant de là tout devient

Manifestation en solidarité avec Fernando

**Lorsque l'Etat nous réprime, c'est de l'ordre
Lorsqu'on se rebelle, c'est de la violence**

Il y a cinq mois, Fernando a été séquestré par la police, suite à sa participation à la manifestation du 9 mars 2007 contre la visite de Bush et de ses accords avec le progressisme uruguayen. Fernando est incarcéré, sous l'accusation de «sédition», en attente de jugement pour avoir brisé la vitre d'unbe multinationale [un McDo]. Le délit de «sédition» implique une peine de deux à six ans de prison et s'effectue sans conditionnelle.

Pendant ce temps, ce gouvernement parle avec emphase de la séparation des pouvoirs, attribuant la responsabilité au pouvoir judiciaire ; et au Parlement, certains députés du FA [Frente Amplio, alliance de gauche au gouvernement] interrogent cette loi qui quoi qu'il en soit a été appliquée par ce gouvernement après des décennies d'oubli (depuis la dernière dictature militaire). Ce petit show politique parmi les rangs du FA et les politiciens qui y jouent ensemble contre les mobilisations ou tout type de dissidence ne fait que montrer les méthodes répressives et de contrôle que ce gouvernement a choisi d'appliquer, à coups de menaces ou de tentative d'appliquer la «tolérance zéro» aussi bien contre les luttes que dans les autres aspects de nos vies, imposant l'idée de «paix sociale».

Nous soutenons toutes les pratiques qui contribuent à détruire les structures de tout

système qui tente par la violence et le contrôle de nous imposer de force une manière d'être, celle du «bon citoyen» qui consomme à gogo, esclave du salariat, et qui accepte passivement toutes les méthodes de contrôle et de châtement, rendant nos vies toujours plus misérables.

Quel que soit le gouvernement de service et les politiques répressives qu'il applique, nous refusons toute autorité, nous refusons que quelqu'un limite et enferme nos libertés. Nous voulons construire une autre forme de vie et de lutte fondée sur l'autonomie, l'autogestion, par la solidarité et l'horizontalité afin que cela soit possible ; et nous pensons qu'il n'y a pas de dialogue possible avec ceux qui nous dominent. Le chemin que nous choisissons est l'attaque frontale et déterminée contre toutes les formes de l'Etat et du Capital.

Liberté pour Fernando et tous les prisonniers, solidarité avec toutes les pratiques rebelles. Nous appelons à participer activement à la manifestation du 29 août à 18h30 sur l'esplanade de l'Université, plaza Libertad.

**Pour la destruction de toutes les prisons,
pour la liberté de tous les prisonniers, pour
l'anarchie !**

[Traduit de l'espagnol. Tract distribué à Montevideo fin août 2007. A noter que Fernando Masseilot est sorti de préventive le 3 octobre, après 6 mois de prison]

«idéologique», dans le sens de domaine des idées. Dans l'immense quantité d'événements (incidents) sociaux qui se déchainent chaque jour, nous trouvons des motifs d'interroger pourquoi ils reposent ou ne reposeraient pas sur les idées.

Il faut expliquer un certain nombre de choses. Bien sûr, nous pouvons ne pas être d'accord sur la manière de rechercher des compagnonNes, et nous ne parlons pas là du rapport entre les moyens et les fins, car ce sujet est parfaitement clair pour nous, compagnonNes de l'Athénée, mais de la manière d'affronter cette recherche, dans l'informalité et en imaginant des formes différentes et non conventionnelles de nous relationner et de faire de l'agitation en relation avec les faits. C'est à partir de cette conception que nous avons commencé à donner forme et vie à ce projet. Une bibliothèque, une vidéothèque, une maison pour les compagnonNes qui se rapprochaient de toutes parts. C'est dans ce contexte que cet espace a grandi et pris vie. Il faut ainsi comprendre que l'Athénée Anarchiste "Angela Fortunato" n'a jamais appartenu à aucun groupe, mais que ce projet s'est mis en

place à partir de quelques individus qui pensaient, et pensent encore, qu'il faut multiplier les bibliothèques et les lieux de rencontre partout, voilà tout. Et si par la suite des personnes de divers groupes ou leurs groupes respectifs se sont retrouvés là, c'est qu'ils se sont identifiés à cet espace.

Ce point de départ est à la fois introductif et explicatif. Mais la principale raison d'être de ce texte consiste à faire naître le débat lâchement occulté. Lâchement, car deux compagnons sont actuellement en prison avec des condamnations de 10 et 11 ans, alors qu'un troisième est en clandestinité depuis plus d'un an maintenant.

Passé le temps de la récolte

La répression a donc touché trois compagnons de l'athénée, dont l'un (celui qui est en cavale) s'occupait de la *Cruz Negra Anarquista* (ABC) de Buenos Aires. Ils sont accusés d'un cambriolage ayant eu lieu le 18 décembre 2005 dans la maison de pro-



duction *Ideas del Sur*, propriété de Marcello Tinelli, entrepreneur médiatique et directeur de télé, connu pour son ample oeuvre d' "élévation culturelle" de la population.

Le compagnon le plus compromis, balancé par une de ses "connaissances", a décidé de reconnaître les faits, sachant que cela relâcherait d'une certaine manière l'énorme pression exercée par les forces de sécurité en quête de coupables, d'autant plus que la compagnie chargée de la sécurité de la maison de production (et appartenant à la police) devait justifier les énormes sommes qu'elle percevait et éviter d'être la risée générale.

L'autre compagnon a été condamné selon la Loi Blumberg de présomption de culpabilité, alors qu'il lui restait encore deux mois de conditionnelle à accomplir. Son inculpation reposait sur un seul élément matériel : un portefeuille qu'on lui avait offert et qui aurait figuré parmi les objets soustraits au cours du braquage. Cette preuve a été écartée par la suite. Il n'a été reconnu que par l'un des agents de sécurité agressés et seulement à la deuxième confrontation. Mais il vivait dans un bidonville, il est bronzé et de "peu de ressources". Le juge s'est permis d'énoncer les condamnations tout en arrangeant son repas avec sa belle-mère et sa partie de golf, entre blagues et éclats de rire.

De la peur, de la confusion et du silence initial, en passant par les communiqués et les informations diverses que nous avons sortis pour tenter de soutenir les compagnons réprimés*, jusqu'à la réalité de la réponse exprimée par un mouvement anarchiste qui face aux faits gênants s'est réfugié derrière une série de faux arguments, ressort la nécessité d'un débat que nous considérons comme indispensable. Surtout si l'on tient compte des commentaires qu'il nous est encore donné d'entendre tous les jours sur ce qui s'est passé.

Certains soutiennent que ces personnes ne sont pas anarchistes, que seul l'un des prisonniers est un compagnon, mais qu'en réalité aucun ne le serait vraiment, que l'information est confuse, qu'ils ont fait ça pour leur propre compte, qu'on aurait trouvé des plans à l'Athénée... et

que tout ce que nous y avons vécu n'est que mensonge, que nous mentionnons, que nous sommes tous des menteurs et que l'Athénée n'avait rien à voir avec la politique.

Nous répondrons simplement qu'il y a eu une perquisition dans un local anarchiste [le 23 janvier 2006], qu'il y a eu deux détentions avec des condamnations de 10 et 11 ans et qu'un compagnon est toujours en fuite. Nous répondrons simplement que les commentaires cités précédemment émanent de personnes qui n'ont rien à voir avec nos idées.

Ces phrases parlent d'elles mêmes... nous avons conscience des effets dévastateurs de la répression, surtout lorsqu'on se les prend en pleine gueule... mais ces personnes nous avaient condamnés avant la police.

Nous n'avons pas l'intention de résoudre ici leur misère, il ne s'agit ici ni de rancœur ni de ressentiment. En rester à cela reviendrait à réduire ces faits à une question personnelle et à éviter d'aborder un thème, dont nous pensons qu'il nous concerne en tant qu'ensemble, en tant qu'idées que nous prétendons faire avancer, parce que nous avons aussi souvent entendu ceux qui disent qu'ils n'ont rien à voir avec cette histoire, qu'ils ne s'en sont pas mêlés... C'est ainsi qu'on aboutit à étouffer un débat, à nous faire taire.

Il nous semble important de citer ces détails, car cela met en évidence la réalité du "mouvement" et cela reflète en même temps une attitude profonde. Même vu de loin, cela ne devrait pas nous surprendre, c'est la projection d'une attitude que nous avons pu observer dès que la répression a commencé à rôder autour de l'espace et de ceux qui y agissaient [filatures, présence de flics devant l'Athénée ou de domiciles privés] ; tandis que l'encerclement policier se resserrait et que nous n'étions pas capables de poser le débat des "différences politiques", d'opportunes distances étaient prises.

Nous voyons la nécessité de parler, entre autres choses, un peu de nous-mêmes, car une critique et une discussion approfondie nous transforment en force sincère cherchant à croître et à s'améliorer. Ceci pour ne pas finir par nous caricaturer nous-mêmes et ajouter encore à la caricature que nous combattons.

De plus, il serait facile de voir uniquement chez les autres les attitudes que nous rejetons, parce que nous comprenons que c'est aussi devenu une habitude. Et comme nous nous identifions à un courant de pensée, nous ne pouvons ni vouloir nous poser comme étrangers à ce qui se passe et qui est également une expression de ce mouvement. Nous avons en effet aussi porté des discussions, des débats, des activités et des projets, de par les situations et les expériences communes que nous avons générées et rendu possibles. Et nous ne faisons pas allusion au seul fait ponctuel [du cambriolage en question]. Il est indubitablement important de revoir la manière de nous

relationner et de prendre aussi en compte le fait que nous avons probablement d'une certaine manière contribué à la légèreté ambiante, surtout lorsqu'il s'agit de traiter certains sujets.

Nous disons simplement que la réalité que nous vivons dans l'ensemble est extrêmement dure et si contraire à ce que nous voulons avancer, que la seule manière d'en sortir renforcés est de l'assumer. Parce que nous découvrons aussi les ressources inépuisables et combien l'être humain peut être merveilleux lorsqu'il se propose de voir une réalité qu'il croit trop difficile à assumer. Contrairement à ce qui se produit quand nous nous demandons tous les jours comment la mort, la faim et l'injustice peuvent passer sous les yeux de milliers de personnes qui les considèrent comme normal.

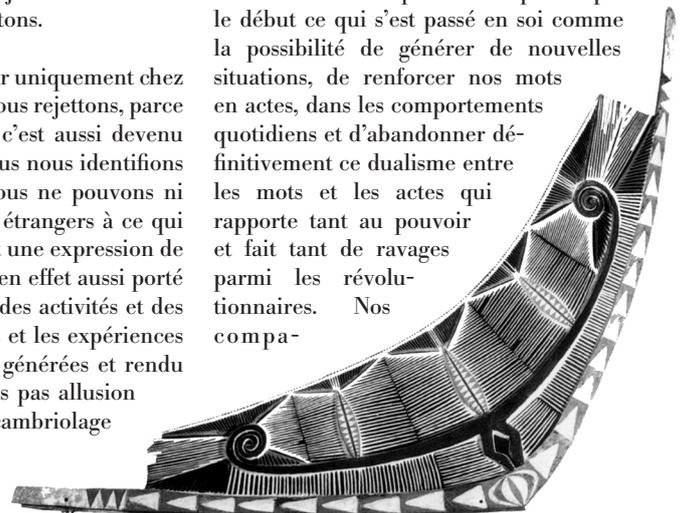
Dans notre cas, nous regardons vers le passé, nous commentons les grands événements à 15 000 km de nous [c'est-à-dire ce qui se passe en Europe] ou nous critiquons la gauche, mais nous ne voyons pas ce que nous avons en face de nous, nous ne nous voyons pas nous-mêmes. C'est ce mécanisme qu'utilise le pouvoir pour soumettre l'ensemble de la population. Il se renforce de nos faiblesses, qui en sont dans la mesure où nous ne les assumons pas.

Et si nous ne rompons pas avec cela, nous portons à notre tour le message du pouvoir. Porter à partir de cela un message d'agitation, est pour le moins grave.

Nous avons pour référence des idées, ainsi qu'une éthique. Les idées et l'éthique que nous voulons nourrir et dont nous nous nourrissons nous posent la recherche et le défi d'un nouvel être humain, de nouvelles valeurs et c'est ce qui fait la différence avec les politiciens, qui disent une chose et en font une toute autre. Il n'est guère besoin d'en parler davantage, car la plupart des gens le savent plus ou moins consciemment.

En ce moment, on parle du développement de l'anarchisme, d'encourager la révolte [sociale], de lui donner un caractère politique, et on prétend de cette manière agglutiner des personnes au mouvement et propager les idées dans la population.

Nous considérons pour notre part depuis le début ce qui s'est passé en soi comme la possibilité de générer de nouvelles situations, de renforcer nos mots en actes, dans les comportements quotidiens et d'abandonner définitivement ce dualisme entre les mots et les actes qui rapporte tant au pouvoir et fait tant de ravages parmi les révolutionnaires. Nos compa-



gnonNes d'Italie qui subissent une répression très dure (et peut être pour cela même) l'ont également entendu de cette manière. Avec les compagnonNes de France et d'Espagne, ils et elles ont répondu présents dans ce débat, par la pratique concrète, par l'incalculable soutien qu'ils ont apporté aux inculpés et continuent de nous faire parvenir d'autres latitudes.

Aujourd'hui et maintenant

Celles et ceux qui parlent d'insurrectionnalisme veulent se détacher d'une réalité inconfortable, en prenant leurs distances à partir d'une dénomination différenciée. Pour nous, il n'y a pas d'insurrectionnalisme. Il s'agit des différents modes d'intervention dans le conflit qu'adoptent les anarchistes, des différentes manières de s'organiser et des différents champs ponctuels d'où l'on se projette. L'appellation insurrectionnelle, lorsqu'elle ne se réfère pas à un angle particulier, sert aux bureaucrates à se distancier et aux mauvais garçons à être plus mauvais encore.

Mais les révolutionnaires inébranlables ne sont pas disposés à faire mauvais effet devant la bande toujours avide du dernier texte de Bonnano. Ceci dit parce qu'on parle beaucoup de culture de la sécurité, mais peu de la culture de la peur qu'ils cherchent à nous imposer.

Nous n'allons pas nous étendre sur la solidarité et ses mille manifestations, pas plus que sur les sensibilités particulières, mais la réalité est que nous n'avons pas eu la force de poser une réponse en condition, pour dépasser les limites de l'assistancialisme que nous critiquons tant.

La poignée de compagnonNes qui a assumé la situation s'est heurtée en premier lieu à une attitude où primait le sauve qui peut, le «ne t'en mêles pas» et le chœur des silences, quand ce n'était pas la diffamation des inculpés, des prisonniers et des pourchassés.

Nous replier sur nous-mêmes ne nous paraît pas être une alternative. Nous ne voulons pas non plus attendre que les intellectuels déchiffrent ce qu'est l'Etat pour pouvoir agir. Nous ne voulons pas renforcer cette fausse dichotomie entre celui qui jette des pierres et celui qui écrit, pas plus que courir nous réfugier dans les cathédrales du savoir institutionnel en quête d'adhérents moins problématiques pour leur donner des cours, car tant que nous continuerons à préférer la sécurité à l'exploration de nos possibilités, nous continuerons à soutenir ce présent.

Nous reste l'amère sensation de savoir qu'une réponse décidée aurait pu déterminer une autre réalité, que nous aurions pu construire un autre présent et que nous pourrions être en train de parler d'autre chose, peut être avec l'un des compagnons aujourd'hui séquestrés. Mais pour l'heure, l'Etat et la police nous ont arraché des compagnons et un local, et la répression semble pouvoir faire de nous ce qu'elle veut.

Nous reste la joie de nous rencontrer, de nous connaître et de nous reconnaître, de savoir que cette situation nous a renforcés dans les liens qui nous unissaient et qui maintenant nous lient plus fortement encore, la solidarité, l'affinité.

La police ne nous a pas fait renier nos amis et compagnons, elle ne nous a pas poussés à nous justifier par des phrases qui annulent tout débat que certainEs refusent d'affronter par peur même de la répression.

La police ne nous a pas brisés, particulièrement nous.

Nous saluons avec une rage infinie au cœur et le geste haut les compagnons et amis emprisonnés, ainsi que toutes celles et tous ceux avec qui, d'une manière ou d'une autre, nous partageons le chemin.

Que tombe l'Etat et toutes ses prisons.

Pour la liberté absolue.

Que vive l'anarchie!

AmiEs et compagnonNes de l'Athénée.

Ndt :

* Voir par exemple le texte du 30 septembre 2006 de *Quelques compagnonnes et compagnons anarchistes de l'Athénée Angela Fortunato* publié dans *Cette Semaine* n°91, hiver 2006, p.37

A noter qu'une brochure contenant notamment plusieurs textes sur la question vient de sortir à Buenos Aires : *Los sucesos de Avellaneda / La revuelta de Haedo*, ed. CNA de Buenos Aires & Detonador, septembre 2007, 32 p.

[Traduit de l'espagnol. Publié dans le bulletin n°3 de la *Coordinadora anticarcelaria del Rio de la Plata*, hiver 2007, p.5 – Coordinacion..., casilla postal 14 037, Montevideo, Uruguay]

LA MANIFESTATION TOURNE AU VINAIGRE DEVANT L'AMBASSADE D'URUGUAY À BUENOS AIRES

Mercredi 29 août s'est déroulée une manifestation devant l'ambassade d'Uruguay en solidarité avec Fernando Masseilot, incarcéré depuis 5 mois et accusé de «sédition» par l'Etat uruguayen. La manifestation s'est terminée par l'arrestation de 15 compagnons de différents groupes. Les médias, qui sont arrivés juste après les arrestations, ont tenté d'embrouiller les choses en disant qu'il y avait «vingt jeunes punks arrêtés» et que la manifestation avait lieu contre les usines de cellulose uruguayennes.

Les compagnons ont été accusés d'attentat et résistance à leur arrestation, de dommages (aggravés) et de coups et blessures. Dans un premier temps, ils ont été détenus dans le commissariat 17 de la rue Las Heras (1861). La juge nommée dans cette histoire est Servini de Cubria. Vers les 3h du matin, ils ont été transférés à la *Superintendencia de Investigaciones* [Police Judiciaire], située au croisement des rues Madariaga et General Paz. Le lendemain midi, 8 compagnonnes/compagnons ont été libérés, tandis que les 7 autres étaient transférés pour audition devant

le tribunal, situé à Comodoro Py. Suite à leur audition (ou au refus de déclarer de quoi que ce soit), les compagnons ont été transférés au *Departamento Central de Policía* [commissariat central] avant de revenir à la *Superintendencia de Investigaciones* à Lugano, d'où ils furent finalement libérés vendredi.

Une fois de plus, la démonstration de solidarité et de complicité avec les opprimés est déformée par les médias et réprimée par la police. Sans victimisme ni illusions, nous encourageons tous les compagnons à poursuivre sur la voie de la solidarité de la manière où chaque groupe ou individu l'entend.

Nous n'avons peur ni de leurs lois ni de leurs prisons.

Liberté immédiate
pour Fernando Masseilot !
Liberté pour tous !
Feu aux prisons !

[Traduit de l'espagnol. Tiré d'un communiqué de la CNA de Buenos Aires du 1er septembre 2007]

BRÈVES DU DÉSORDRE

14 juillet, Buenos Aires : rassemblement devant la prison de Devoto, où un communiqué est lu, des tracts distribués, des discussions se déroulent avec les prisonniers, les murs de la taule et les camions de l'administration pénitentiaire sont tagués, malgré les matons qui mettent en joue les manifestants.

22 septembre, Buenos Aires : une succursale de la chaîne immobilière Arkis (à capital grec), située dans le quartier de San Telmo, est taguée de slogans en solidarité avec Giannis Dimitrakis, compagnons anarchiste séquestré par l'Etat grec : «Giannis Dimitrakis dehors !», «A bas les murs de toutes les prisons !».

Mutinerie et mort, le cœur ne plie pas

Le 5 novembre 2007 à Santiago del Estero (ville située à plus de mille kilomètres au nord-ouest de la capitale, Buenos Aires), les prisonniers se sont révoltés. 35 en sont morts. Les autorités ont d'abord parlé de tentative d'évasion, avant d'évoquer largement des incendies dont la fumée aurait provoqué les décès des enfermés. Pour qui est habitué aux mensonges permanents de toute administration pénitentiaire, ce ne sont certainement pas les «fumées» qui ont blessé les matons de manière contondante ni fait claquer des coups de feu. De toute manière, toute mort en prison est un assassinat d'Etat.

Ci-dessous un communiqué de la CNA de Buenos-Aires.



Beaucoup de choses ont été écrites sur ce qui s'est passé dans la prison pour hommes de Santiago del Estero le 5 novembre dernier. Les organisations droites, les hommes, les groupuscules gauchistes, jusqu'aux évêques, psychologues, sociologues, philosophes et autre classe de penseurs et de faiseurs d'opinion ont

donné leur avis sur la question. Les médias du pouvoir ont échafaudé des versions plus ridicules les unes que les autres sur de prétendues bagarres internes au cours desquelles les détenus auraient mis le feu aux matelas et se seraient laissés asphyxier dans leurs cellules (c'est ce que le juge Ramon Tacchini a eu le culot de soutenir), affirmant qu'il ne se serait agi que d'une simple tentative d'évasion ratée, etc. Tandis que les chroniqueurs télé disaient que la situation était sous contrôle, les caméras qui transmettaient en direct, sans possibilité de monter les images, montraient en arrière-plan les policiers pénétrant dans la prison en tirant, et les corps à demi nus des prisonniers traînés par terre par les cheveux jusqu'aux ambulances ou aux patrouilles, les cris déchirants des proches et amis, et les gaz censés tout cacher, mais ne rendant que plus évidente encore la douleur et la rage accumulées.

Pour revenir sur les faits ponctuels, la mutinerie s'est déclenchée dans le pavillon 2 de la prison, en protestation face à la réduction des horaires de visite, aux fouilles violentes qui avaient lieu sans cesse depuis quelques jours, aux mauvais traitements infligés aux proches des détenus (surtout les femmes, fiancées, mères, sœurs etc, entre autre obligées de se déshabiller et contraintes au toucher vaginal, parfois en présence de matons hommes, soi-disant pour vérifier qu'elles n'avaient dissimulé aucun objet dangereux) ainsi que face aux vexations continuelles imposées aux détenus séquestrés là. Il faut ajouter à cela les conditions de torture, le manque d'hygiène (on obligeait les prisonniers à pisser dans des bouteilles et à chier dans des sacs plastiques), l'absence totale de soins médicaux et la surpopulation, puisqu'il y avait 450 prisonniers pour une capacité de 250 places.

Les prisonniers ont donc décidé de mettre le feu aux matelas en signe de protestation et de s'armer avec ce qu'ils pouvaient contre leurs bourreaux. Au fil des heures, trois pavillons de plus se sont joints à la révolte, brisant les cadenas des cellules et s'emparant des couloirs. Pendant ce temps à l'extérieur, les proches, amis et voisins solidaires s'affrontaient avec la police, balançant des bouteilles, des pierres et brûlant des pneus, prêts à donner leur vie pour un être cher, ce que ne comprendront jamais les sous-hommes retranchés derrière leurs boucliers.

Les forces de l'ordre n'ont pas tardé à entrer, il s'agissait en ce cas du Geteoar (*Grupo Especial de Tareas y Operaciones Armadas* : Groupe Spécial de Missions et Opérations armées) sous les ordres du gouverneur de la province, Gerardo Zamora. Cet immonde fléau a dit textuellement : « nous sommes ouverts aux besoins exprimés dans la prison, nous avons un stock de 100 caisses en bois (une référence aux cercueils), mais nous ne pensons pas qu'il en faille autant ». Un exemple de sa lâche mentalité de bourreau qui dirige et gère l'ordre en place.

Il ne fallait pas tant de caisses, ça c'est certain, seulement 35, un nombre qui importe peu à la société en général. 35 prisonniers morts. Il y a deux ans, dans la prison de Magdalena, 33 avaient péri dans des circonstances très similaires. Ces dernières années, et selon les chiffres «officiels», ce sont près de 350 morts qui ont eu lieu dans les prisons argentines. Sans compter celles qui se produisent dans les commissariats ou qu'ils essaient de faire passer pour des suicides.

Prisonniers. Morts. Cette équation plaît à la société policière.

Mais pour notre part, nous voulons dire autre chose sur ces faits. Ce qui s'est passé dans la prison de Santiago del Estero n'est pas un fait isolé, ce n'est pas un incident sans cause ni le produit d'un problème mental ou moral de ceux qui y subissaient l'enfermement.

Le problème vient de dehors, des responsables directs, Kirchner, Gerardo Zamora, du ministre de la justice Ricardo Daives, du directeur de la prison Rodolfo Camaño et de chacun des matons qui y exercent leur sale boulot.

Le problème réside dans l'ordre social dépourvu de valeurs humaines, qui repose sur le pilier sacré de la propriété privée et qui se maintient par l'exploitation, l'exclusion et l'abêtissement de la grande masse moutonnaire formant l'opinion publique.

Un Etat toujours plus rigide dans son usage du pouvoir judiciaire ne peut se permettre le luxe de laisser des prisonniers se rebeller et poser sur la table leurs revendications et dénonciations de ce qui se passe dans ces camps d'extermination. Un capitalisme qui se renforce toujours plus ne peut permettre que quelqu'un décide de prendre ce qui de toutes manières lui appartient, c'est pour cela qu'il l'enferme, le punit ou le rééduque (lui lave le cerveau) et l'assassine si nécessaire.

Il faut comprendre une fois pour toutes que nous sommes tous prisonniers de ce système de domination et de contrôle : le prisonnier qui se lève à six heures du matin pour l'appel, le citoyen (employé, ouvrier) qui jour après jour vend son temps et sa dignité en échange de quelques sous pour ensuite s'enfermer derrière les grilles de sa maison, l'enfant qui va à l'école, est obligé de se mettre en rang et d'entonner l'hymne national dans le plus pur style militaire, etc. Le problème est profond et ne se résout ni par des réformes, ni en faisant campagne pour de meilleures conditions, même si nous savons bien que c'est un changement important pour celui ou celle qui est privé du peu de liberté qu'il reste ici, dehors.

Poursuivre et diffuser une pratique anarchiste qui ne laisse pas de trêve à nos ennemis dans cette guerre sociale, c'est le moyen que nous voyons pour nous réaffirmer comme des amants de la liberté, contre l'injustice et toute autorité.

Nous n'exigeons ni procès ni châtement pour les coupables, nous ne voyons là rien qu'une extension de la logique carcérale et inhumaine qui a rendu possible le massacre de Santiago del Estero. Nous ne nous lassons pas de répéter et d'argumenter que TOUTE MORT EN PRISON EST UN CRIME D'ETAT.

Nous ne faisons pas la charité aux prisonniers en vue d'apporter de l'eau à notre moulin et d'en tirer quelque intérêt politique. Nous nous solidarisons avec des hommes et des femmes rebelles de cœur et d'esprit !

Comme à tant d'autres, connus ou inconnus, nous reste la douleur et la rage, rage et douleur que nous braquons contre l'existant de domination dans lequel nous mourons lentement.

Nous en sommes là et luttons pour cela, et nous encourageons tous les compagnons à mettre l'accent dans leurs débats sur le thème de la prison, des prisonniers et de la solidarité et à agir comme chacun le jugera adéquat. La solution est radicale et révolutionnaire :

**FIN DE TOUS LES LIEUX D'ENFERMEMENT.
DESTRUCTION DE L'ETAT ET DU SYSTEME ECONOMIQUE
QUI L'ACCOMPAGNE.
LIBERTE POUR TOUTES ET TOUS.**

Parce que nous savons que nous sommes prisonniers et parce que nous ne parlons ni avec distance ni par ignorance.

Cruz Negra Anarquista Buenos Aires
cruznegraanarquista_bsas@yahoo.com.ar

[Traduit de l'espagnol. Publié le 17 novembre 2007 sur klinamen.org]

QUELQUES BRÈVES DU DÉSORDRE GRECQUES

8 septembre, Thessalonique - suite à des affrontements avec la police anti-émeute (MAT), l'anarchiste Christina Tonidou est arrêtée sur le territoire de l'université de Thessaloniki. Elle est accusée d'avoir jeté des cocktails molotov sur les flics.

15 septembre, Athènes - des inconnus détruisent le matériel de propagande électoral et tentent d'incendier l'infokiosk du PASOK (parti de gauche) dans le quartier de Nea Penteli.

25 septembre, Athènes - quatre molotovs sont jetés contre les voitures de police stationnées dans le centre ville, face au siège du PASOK (gauche socialiste).

27 septembre, Thessalonique - sabotage de caméras de vidéosurveillance. Un tract trouvé non loin précise « *il y a quelques jours, la filiale de l'agence ASPIS a placardé un avertissement contre les tagueurs de ses murs, désormais sous vidéosurveillance. Nos vies ne seront pas sur écran. Détruisons les caméras.* ».

3 octobre, Athènes - braquage de la banque Ethniki à Gyzi, quartier d'Athènes. Les deux braqueurs prennent la fuite à vélo. Un peu plus loin, l'un d'eux, l'anarchiste Giorgos Voutsis-Vogiatis, se fait renverser par le conducteur d'un camion qui a ainsi accompli sa mission de bon citoyen. Le compagnon est arrêté et emprisonné par la suite. Il se trouve actuellement à l'aile E de la prison de Korydallos.

6 octobre, Athènes - près de 40 personnes répondent à l'appel du comité de résidents et prennent part à un sabotage en plein jour de l'antenne relais de téléphone portable Wind à Ano Patisia.

9 octobre, Athènes - l'anarchiste Nikos Maziotis est arrêté à quelques pas de chez lui. Une fois au poste il est tabassé par un flic qui lui déclare le frapper parce qu'il est anarchiste. La raison de l'arrestation est que Maziotis, suspect habituel, serait à l'origine d'un braquage à Iliion, alors qu'il se trouve sous surveillance rapprochée depuis longtemps. Le témoin appelé ne le reconnaît pas, il est relâché après six heures.

10 octobre, Athènes - quatre prisonniers incarcérés à la prison de Korydallos font une grève de plateaux en solidarité avec Giannis Dimitrakis, transféré le 9 octobre de la prison de Korydallos à celle d'Alikarnassos en Crète. Dans leur communiqué, les quatre, – Giannis Lazaridis, Giorgos Tsolkas, Marios Tsourapas et Giorgos Voutsis-Vogiatis – dénoncent les transferts à l'intérieur de l'univers carcéral comme mesure répressive destinée à isoler les prisonniers rebelles et à briser leur volonté. Ils réaffirment aussi leur détermination à continuer leur lutte à l'intérieur de la prison,

En juin 2007 est sorti le premier numéro du bulletin grec apériodique « Feu aux prisons » (Fotia Sta Katerga), suite aux deux jours (20-21 mars) organisés en solidarité avec les compagnons incarcérés par la *Coordination d'action pour les prisonniers en lutte*. Il revient sur la révolte dans les prisons de ce pays d'avril, contient plusieurs textes autour de la question des expropriations ainsi que différentes lettres et interventions de compagnons anarchistes incarcérés comme Giannis Dimitrakis (voir CS n°92 pp. 28-31 & CS n°93 p.39), Vasilis Stergiou et Nikos Koudardas. Nous avons choisi de revenir sur ce dernier, qui a été incarcéré du 2 février 2006 au 18 juillet 2007 en préventive suite au tabassage de l'ex-président de la GSEE, la principale confédération syndicale grecque.

Les traductions sont tirées de la version italienne, sortie en septembre 2007 par la *Stella Nera Anarchica* de Rome et la *Cassa Anarchica di Solidarietà Anticarceraria* de Latina.

A PROPOS DE NIKOS

LE 31 JANVIER 2006, après la manifestation en solidarité avec 3 prisonniers incarcérés en préventive suite à l'expropriation de boucliers des MAT (CRS), s'est déroulée l'attaque contre le patron des travailleurs, l'ex-Président de la GSSE (Confédération Générale des Travailleurs Grecs), Polizogopoulos.

Deux jours plus tard, les flics conduisent Nikos Koudardas au commissariat pour un simple contrôle d'identité. Ils pénètrent sans mandat chez lui, où ils récupèrent une batte de baseball et du matériel anarchiste. Au commissariat, les keufs lui font savoir que ses empreintes digitales ont été retrouvées sur la voiture de Polizogopoulos. Ce dernier arrive peu après pour reconnaître Nikos sur une photo de janvier 1998, affirmant aussi qu'il aurait été le premier à l'attaquer. Dans les actes judiciaires suivants, toujours plus exagérés, Nikos Koudardas est finalement accusé de tentative de meurtre, braquage, possession d'arme et blessures contre une personne illustre. Le 6 février 2006, il est conduit devant le procureur et incarcéré.

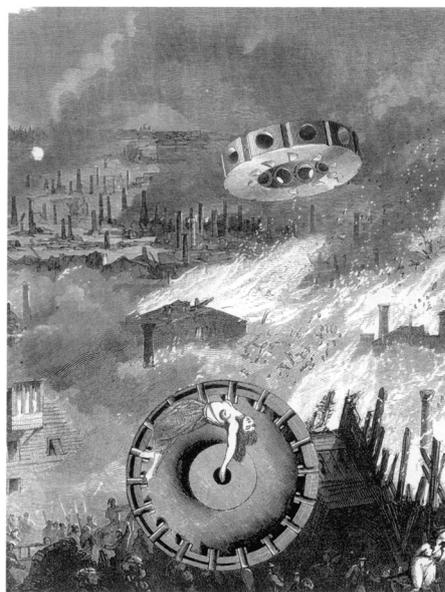
Le 9 février 2006, Polizogopoulos déclare que l'attaque contre lui était préméditée

et avait pour but de l'assassiner. Une semaine plus tard, appelé à faire une seconde déposition, le «Président» tombe dans des contradictions évidentes à propos de la description des vêtements de Nikos. Le 10 mars, la seconde victime de l'attaque, le professeur Robolis, déclare qu'«ils avaient l'intention de nous tuer à coups de pieds» et reconnaît à son tour Nikos Koudardas sur la photo de 1998. Enfin, le 5 avril 2006, Polizogopoulos esquisse le portrait de Nikos en le décrivant comme «un hooligan de stade» et «un infiltré de droite».

L'attaque contre Polizogopoulos a été une action purement politique. C'était une attaque contre le président de la GSEE, et donc aussi contre son rôle institutionnel. La GSEE se présente comme le principal organe syndical de la classe ouvrière. Elle est responsable de la proclamation du début et de la fin des grèves, mais aussi de la réconciliation avec le SEV (Union des Industriels Grecs). Elle se présente comme un organe institutionnel qui défend les droits et revendications des travailleurs. En réalité, elle n'est rien d'autre qu'un mécanisme supplémentaire des gouvernants qui tente d'encadrer la lutte des travailleurs de façon précise et étroite, étouffant à la fois toute initiative (individuelle ou collective) et toute opposition de la classe ouvrière. A travers de misérables questions politiques et d'accords au rabais (comme la Convention collective du travail signée le 15 février 2006), ils s'éloignent de tout contenu réel, se mettant eux-mêmes en avant et acquérant du prestige politique.

L'attaque était une attaque symbolique et non pas dirigée contre la personne physique de Polizogopoulos. C'est en ce sens que la question a été renversée aussi bien par l'intéressé que par les médias, qui ont déversé des fables sur les voyous et les infiltrés de droite dans le but de donner de l'importance à la personnalité de Polizogopoulos.

Jouant avec une manipulation créée pour l'occasion, le PASOK (parti socialiste) a utilisé cette histoire pour tirer sur la ND (Nouvelle Démocratie, droite) dans l'inten-



tion de lui ravir sa suprématie. Peu de temps après, Polizogopoulos lui-même devenait un des cadres dirigeants du PASOK, responsable chargé du secteur de la mobilisation et de la campagne électorale.

Lorsque les opprimés se rebellent contre leurs patrons et lorsque ce mouvement prend la forme d'une attaque violente contre un politicien «père des travailleurs», quelqu'un doit payer. Nikos a été désigné comme le coupable idéal d'une action dont le caractère politique a été caché, le transformant en un banal acte de délinquance. Il s'agit d'une action dans laquelle quiconque a vécu l'ascension des chefs de la GSEE dans sa propre chair devrait se reconnaître.

Un autre fait d'importance est que l'attaque contre la GSEE a été interprétée par le syndicat comme une attaque des flics et du gouvernement [de droite] contre lui, liant le mouvement anarchiste avec celui de

l'illégalité. En même temps, les chefs de la GSEE ont braillé contre les attaques contre les travailleurs syndicalistes, comme un tout visant à empêcher leur action et attaquer directement la classe ouvrière. Il va de soi que l'attaque contre la GSEE ne visait en aucun cas les travailleurs, mais au contraire les cadres dirigeants vendus qui tentent de les manoeuvrer.

Liberté pour Nikos Koudardas !

[Traduit de l'italien de *Fuoco alle carceri, sulla rivolta nelle carceri greche*, septembre 2007, pp. 9-10]



C'EST COMME ÇA, SI VOUS VOUS VOULEZ

LA SOCIÉTÉ peut être vue comme un ensemble d'actions, de comportements, de rôles et de convictions. La tendance dominante en son sein se manifeste à travers des traditions, des usages et des coutumes, s'impose à travers des formes d'organisations oppressives (l'Etat) mais aussi d'institutions inviolables (les lois). A l'opposé de cette réalité se trouve le refus quotidien ; un refus que seule une petite minorité de la société exprime, visant à la désagrégation même de l'Existant. Au milieu de ce conflit, on trouve une grande partie de gens avec des attitudes contradictoires et des intentions ambiguës. Il s'agit de la majorité de la société, ceux qui sont adaptés, ceux qui dans certaines situations appuient l'Etat et ses institutions, dans d'autres se taisent et acceptent les choses dans l'indifférence, mais parfois aussi s'opposent et manifestent contre elles.

Le refus, lorsqu'il est exprimé par les communistes libertaires, les anarchistes, les nihilistes et les autres noyaux révolutionnaires, vise à renverser cet équilibre du consensus par différentes pratiques, ce qui représente naturellement une menace constante pour la domination, qui tente alors de frapper à tout prix les opposants en les absorbant et en les mystifiant. Nous nous occuperons ici de ce dernier aspect : la technique de la mystification et de la calomnie.

Le cas de l'anarchiste Nikos Koudardas nous offre les possibilités et les raisons pour le faire : nous avons d'un côté le caractère politique du tabassage de l'ex-président de la Confédération Générale des Travailleurs Grecs (GSEE), Polizogopoulos (Nikos nie son implication dans le tabassage mais appuie l'action en soi) et d'un autre la gestion des faits par les journalistes.

Toute action répond au moins à deux temps, celui du quand et celui du pourquoi. La réalité des faits et son explication est simple : à la fin d'une manifestation de solidarité avec trois compagnons incarcérés, un groupe de manifestants «tombe» par hasard sur l'ex-président de la GSEE et, au nom de l'estime qu'ils lui portent, lui donnent des baffes et des coups de pied.

Le pourquoi d'une telle action se comprend aisément. Le rôle de la GSEE et de ses chefs est clair, ou devrait l'être. Même si elle affirme s'occuper des droits des travailleurs, la GSEE est en réalité composée de politiciens qui, dans le meilleur des cas, désamorcent tout conflit entre les travailleurs et les patrons en proposant exclusivement une contestation pacifique.

Dans le passé, plusieurs membres de ce syndicat sont passés de l'autre côté en acceptant des postes ministériels et des charges parlementaires (Protopapas est par exemple devenu vice-ministre du Travail). Tous ceux qui ont un minimum d'auto-estime considèrent la GSEE comme étant à l'opposé de toute lutte ouvrière et de tout sabotage productif. Comme cela a été le cas par le passé, la GSEE est un bon objectif, une cible toujours actuelle : pensons à l'attaque incendiaire contre un bus des industriels du Pirée et des camionnettes de la GSEE revendiquée par le «Noyau de la Violence Révolutionnaire», à l'incendie de leur siège central revendiqué «Incendiaires de Conscience», à l'attaque des anarchistes contre le congrès de Kavala ou aux actions de solidarité avec Nikos Koudardas.

Après le tabassage symbolique de Polizogopoulos, la police arrête immédiatement N. Koudardas et S. Malindreto, jugés respon-

en agissant avec ceux dont la dignité et la rage sont intactes, jusqu'à la destruction de toutes les prisons.

19 octobre, Thessalonique - vers 4h du matin, un distributeur de billets de la banque Ethniki est incendié au square Ydra, dans le quartier de Kalamaria. 15 minutes plus tard, une attaque à la bonbonne de gaz frappe les bureaux du parti Nea Demokratia (droite, au pouvoir) situés au 54 de la rue Efessiou, causant l'explosion de ses vitres. Un groupe intitulé «Fondation Jules Bonnot» revendique l'action, dédiée au compagnon Giorgos Voutsis-Vogiatis.

23 octobre, Thessalonique - un groupe intitulé «la Brigade consciente anti-autoritaire» revendique l'attaque incendiaire contre deux véhicules de la Public Power Corporation rue Armenopoulou en réponse au meurtre et au pillage de l'environnement depuis 50 ans. Il précise en avoir épargné deux autres, en raison des bouteilles d'oxygène qu'elles contenaient.

25 octobre, Athènes - deux nouvelles caméras de vidéosurveillance de la compagnie privée CCTV sont détruites, devant les commerces au croisement des rues Olympou et Patriarchou Ioakim.

25 octobre, Athènes - vers 18h30, une centaine de résidents du quartier Dafni se rendent devant l'immeuble situé rue Arkadiou où se trouve une antenne de téléphones portables. Après avoir coupé le courant, une quinzaine d'entre eux s'en va la détruire sur le toit avant de rejoindre la manif de protestation qui débute. C'est déjà la cinquième antenne qui est ainsi éliminée en plein jour par des habitants.

2 novembre, Larnaka - un distributeur de billets de la banque Elliniki est attaqué avec cinq bonbonnes de gaz.

4 novembre. Journée d'action contre les prisons à l'initiative d'anarchistes contre les prisons et de prisonniers des 30 prisons de l'Etat grec. Suite au soulèvement généralisé qui eut lieu en avril 2007 de nombreux/ses prisonniers/ères sont soumis à des mesures disciplinaires (transferts, isolement, suppression de visites, refus de conditionnelles...). Les articles 68/69 et 70/71 de la loi 27-76/99 en constituent la base légale. Dans toutes les prisons du pays l'exigence d'abrogation de ces paragraphes a été votée par les prisonniers/ères. L'initiative appuie cette exigence en affirmant son but ultime, la destruction de toutes les prisons et la liberté pour tous et toutes.

- **Irakleio, Crète.** Manifestation vers la prison de Alikarnassos. Une centaine de participants. La manifestation est restée devant la prison pendant deux bonnes heures, il y a eu un contact avec quelques détenus, des cris retentissaient de l'intérieur et des drapeaux étaient visibles aux fenêtres.

- **Volos.** Rassemblement de quelques 60 personnes devant la prison. Des slogans sont

clamés, des prisonniers répondent par d'autres slogans de l'intérieur.

- **Patras.** Manifestation jusqu'à la prison de Agios Stefanos. Dès l'arrivée à la prison les prisonniers répondent en gueulant et en brûlant des draps et autres aux fenêtres de leurs cellules.

- **Athènes.** Quelques 600 personnes participent à la manifestation qui se dirige vers la prison de Korydallos. Quand la manifestation est arrivée en contact visuel avec les détenus de l'aile B, il y a eu un échange de slogans pendant une bonne demi-heure, des prisonniers ont appelé certaines personnes dans la manif pour leur faire part de l'ambiance à l'intérieur. Ensuite la manifestation est encore passée par la prison des femmes. Il y eut également de vives réponses de l'intérieur, avec des slogans, des cris, des drapeaux... La police n'a pas manqué l'occasion pour tenter de casser la manifestation en l'attaquant à coup de matraques et de gaz, mais les manifestants se sont défendus vivement et la manif s'est reformée un peu plus loin. 3 MAT ont été gravement blessés.

- **Thessalonique.** Deux manifestations ont eu lieu. L'une en ville, appelée par diverses tendances de l'extrême gauche, et l'autre vers la prison de Diavata, en voitures, mobylettes et bus, appelée par des anarchistes et des autonomes. Les deux comptaient plusieurs centaines de participants. A Diavata aussi les prisonniers sortent des drapeaux, communiquent avec les manifestants et gueulent des slogans. A l'extérieur, slogans et lecture de textes de solidarité et d'appui aux exigences des prisonniers.

Des manifestations ont également eu lieu à Ioannina, Komotini, Chania et Larissa.

5 novembre, Athènes - une dizaine d'individus attaquent une filiale de la banque Ethniki dans le quartier d'Exharchia, tandis qu'un autre groupe détruit simultanément une banque Europa tout près. Ils laissent des tracts en solidarité avec le compagnon incarcéré Giorgos Voutsis-Vogiatzis. Un peu plus tard, les bureaux de l'entreprise Teiresias S.A. sont également attaqués.

7 novembre, Thessalonique - après un clash entre des jeunes du Parti Communiste et des étudiants anti-autoritaires lors d'une table de presse, une centaine des premiers sortent d'un local qu'ils gèrent, tandis que 50/60 anarchistes/anti-autoritaires se rendent dans une école. Ils parviennent à mettre en fuite les stals à coups de battes et casques.

8 novembre, Athènes - 13 bonbonnes de gaz sont déposés à côté du commissariat de police du district de Patissia. Deux explosent. Des tracts sont retrouvés avec le texte «*Liberté pour Zoniana*», un village de Crète où un policier s'est fait tirer dessus. 200 policiers des forces spéciales avaient ensuite occupé le village. Les habitants ont dénoncé les mauvais traitements et les tabassages par les flics.

sables de l'attaque. Les preuves utilisées sont leurs empreintes digitales retrouvées parmi des dizaines d'autres sur la voiture du président de la GSEE [il a été frappé après avoir été extrait de sa voiture à un feu rouge].

Depuis le début, Nikos a nié les accusations. Notre solidarité dans le cas de Nikos est réelle et bien loin de la logique innocence/culpabilité. Elle est réelle suite à la position qu'il a tenue à l'intérieur de la prison et à la déclaration offensive qu'il a lue. De même, notre rage est forte contre la distorsion des faits et la calomnie mise en œuvre contre Nikos. Les médias en ont en effet parlé comme d'un *koukouloforos* [«visage cagoulé» : depuis la Résistance et la guerre civile, ce terme est lié dans l'imaginaire populaire aux collabos avec les nazis et aux balances des flics], d'un infiltré, d'un hooligan. Les seules informations qu'ils possédaient sur lui étaient son travail, fonctionnaire (avec un salaire de 600 euros, comme il l'a déclaré), et une photo prise au stade (sur laquelle on voit Nikos frappé par des vigiles, et qui malgré cela réagit avec dignité).

Il est évident que Nikos n'est pas le «gentil garçon» classique de cette société, parce qu'il réagit, lutte et n'y fait pas de compromis. C'est justement pour cela que nous sommes à ses côtés. On pouvait s'attendre à ce que la gestion des faits et leur divulgation arrange certains, et ça a d'ailleurs été une bonne carte pour relancer la carrière politique à laquelle aspire Polizogopoulos. Après les faits, il s'est en effet présenté comme une victime, celle du syndicaliste combatif qui subit une attaque assassine. De même, d'autres attaques occasionnelles comme l'incendie des caméras de surveillance du siège de la GSEE ont été publicisées comme de «*nouvelles tentatives d'attaque et de rapt contre Polizogopoulos*». D'autre part, l'image de Nikos présenté comme un infiltré de droite renforce le scénario sur les «rapports underground» entre les «visages cagoulés» et le ministère de la Défense. Ce n'est pas la première fois que ces choses arrivent. Depuis des années, les choix et les pratiques du milieu révolutionnaire sont en effet déformés, dévalorisés et calomniés.

La démocratie donne la possibilité aux contestataires du système (les opposants institutionnels, les intellectuels progressistes, les degôche) d'exprimer publiquement leur désaccord. Leur contestation renforce en fait la démocratie en la rendant plus authentique, puisqu'elle peut intégrer ce dissensus. A l'opposé, il y a une petite minorité qui exprime sa contestation de manière combative. Le milieu révolutionnaire est justement dénigré parce qu'il ne peut être assimilé. Ses pratiques de rébellion impétueuse, violant les limites de la légalité, interrogent certainement d'autres personnes. Beaucoup ou quelques unes, cela n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est l'existence de sujets politiques qui

expriment leur dissensus contre le pouvoir, représentant une menace pour la démocratie même, qui rompent l'équilibre dont nous parlions plus haut. Ainsi, la meilleure façon d'éliminer un adversaire politique consiste à l'ignorer. C'est ce que fait la démocratie, à une différence près : elle enlève aussi son contenu politique à la lutte des anti-autoritaires et dessine dans les médias le portrait des anarchistes comme étant des personnages ambigus.

Depuis des années, les anarchistes ont été décrits comme une dizaine de «visages cagoulés», de fils de familles à problème, de provocateurs, de hooligans, de mercenaires protégés par le parti de l'alliance communiste, d'indics de la police.

Ces calomnies doivent être comprises non seulement comme un océan de mensonges, mais aussi comme un rapport de médiation des journalistes avec les téléspectateurs, imprimant des sentiments de peur, de condescendance, d'indifférence et de passivité. Le public, en consommant docilement des mensonges plutôt que d'interroger le pourquoi des choses, comme par exemple lors du tabassage de Polizogopoulos, accepte l'image construite par les journalistes. D'un côté, il y a donc l'attaque de la propagande médiatique, et d'un autre une vérité qui reste sans voix, prise dans un cercle de calomnies. C'est pour cela que les attaques contre la police sont si facilement taxées de «vendetta».

Nous sommes ici face à la théorisation officielle du fétiche social de la violence: l'absolution de la violence du pouvoir et la culpabilisation des pratiques révolutionnaires. Les bases de la répression sont ainsi construites. Le danger des *koukouloforos* en tant que menace sociale qui «*détruit, brûle, dévaste*» sans critère, transmet un sentiment de peur aux «citoyens pacifistes» qui demandent toujours plus de sécurité.

De toute manière, le public n'est pas sans part de responsabilité. Aucun gardien, juge ou politicien n'a imposé la version des faits. La majeure partie des gens préfère la vérité commode de journalistes plutôt que d'affronter le vide de leur propre vie. Espérons au moins qu'ils n'en sont pas fiers !

Enfin, tout individu qui choisit la lutte, non pas comme un exercice théorique mais comme action, se trouve face à la diffamation des idées et des pratiques des compagnons. Le premier pas est de comprendre les techniques diffamatoires utilisées par le pouvoir, comment elles sont élaborées et comment elles émergent. Le pas suivant consiste en une contre-information publique, par tous moyens jugés nécessaires, afin de diffuser des idées et des pratiques et un soutien aux prisonniers en lutte comme Nikos, Giannis, Vasilis, Panagiotis, Timo, ainsi qu'en mettant leur cas en lumière. Les autres pas vont de soi.

[Traduit de l'italien de *Fuoco alle carceri, sulla rivolta nelle carceri greche*, septembre 2007, pp. 6-8]

Ennemi intérieur

LA VERSION GRECQUE de la campagne anti-terroriste, dont le sommet a été atteint à partir de l'été 2002 (précisément avec l'explosion d'une bombe dans les mains de Savvas Xiros), a depuis le début comme objectif central d'éliminer l'ennemi intérieur. En d'autres mots, elle se donne pour objectif de supprimer ces sujets qui collectivement ou individuellement s'opposent, en théorie et en pratique, au régime démocratique.

L'Etat grec, suivant l'exemple d'autres Etats occidentaux, est en train de réaliser un plan qui frappe les organisations armées avec une intensité particulière par rapport aux canons grecs. Le terrain avait été déjà bien aplani en 2001 lorsque la presse et la télévision avaient divulgué des informations en provenance de la police et du département antiterroriste. Encore une fois, les journalistes ont fait preuve de leur côté lèche-cul et de bâtards.

C'est ainsi que les autorités inquisitrices ont fait pression sur les organisations armées en comptant sur une erreur de leur part. L'erreur est venue dans le Port du Pirée le 29 juin 2002 avec la bombe qui a explosé dans les mains de S. Xiros. Ce qui s'en suit est une avalanche : Xiros est arrêté et incarcéré pendant plus d'un mois et mis en «incommunication totale» durant de nombreux jours. Des substances psychotropes lui sont administrées afin de lui extorquer le plus d'informations possibles. Dès son arrestation, il a subi des «traitements spéciaux» comme l'isolement, la terreur psychologique et de nouveaux types d'interrogatoires.

Le relais est ensuite passé aux prêcheurs des médias qui ont tenté d'effacer le côté politique et le sens de ce qui s'était passé, mais aussi de transformer toute l'histoire d'une forme de lutte sociale, celle de la résistance métropolitaine et des organisations armées. Une série d'arrestations qui a culminé par la réclusion dans les sous-terrains des cellules de haute-sécurité, les cellules blanches, de plusieurs individus accusés d'appartenir à l'Organisation Révolutionnaire 17 Novembre et à l'organisation ELA (Lutte Révolutionnaire Populaire).

L'étape suivante de la démocratie, en vue des Jeux Olympiques qui se profilaient à Athènes, a été franchie en posant clairement pour cible le milieu politique radical, et en particulier le milieu anarchiste/anti-autoritaire.

Les indications données aux médias furent claires : diffuser un sentiment de peur dans le corps social. Parallèlement, se développait la tentative d'alimenter la demande de sécurité parmi les gens et la nécessité de s'adresser à l'Etat pour l'obtenir.

Au niveau théorique, l'expression de cette tentative se résume avec le slogan «ceux qui résistent seront réprimés». C'est dans cette direction que s'agit l'attaque idéologique contre les anarchistes.

Au niveau pratique, cette attaque passe par des arrestations immédiates, des opérations contre les immigrés, des transferts et la dispersion des

prisonniers, des attaques contre les actions de solidarité, etc.

Ces derniers mois, nous avons été témoins de l'intensité particulière avec lequel ce plan est mené, une intensité exprimée par des journalistes toujours disponibles : les actions des anarchistes/anti-autoritaires sont diffamées en permanence, décrédibilisées et vidées de contenu en une tentative qui a un double objectif. D'abord préparer le terrain pour les agressions répressives, et ensuite détacher et isoler le milieu des anarchistes/anti-autoritaires des autres subjectivités en lutte (comme la mobilisation étudiante, la grève des ouvriers portuaires en 2006, etc.).

Le terme qui est utilisé ces derniers temps pour désigner les anarchistes et qui s'est ajouté aux autres comme les «provocateurs», les «habituels inconnus» ou les «amis du terrorisme», est *Koukouloforos*, les «visages masqués».

Depuis la Résistance et la guerre civile, ce terme est lié dans l'imaginaire populaire aux collabos avec les nazis et aux RG.

Pour ceux qui avalent ce que disent les médias, les *koukouloforos* pourraient être des collaborateurs des flics, des ennemis du mouvement, des infiltrés... Ce qu'ils tentent d'atteindre, ce sont les théories, les idées, les valeurs et les pratiques adoptées par les anarchistes. Des valeurs qui se rencontrent dans l'action directe, sans médiation ni consensus, dans l'affrontement avec les institutions démocratiques et dans l'attaque contre ses symboles, dans l'auto-organisation des luttes et dans la solidarité. Enfin, dans le désir de destruction de ce monde dans son ensemble.

[Traduit de l'italien de *Fuoco alle carceri, sulla rivolta nelle carceri greche*, septembre 2007, pp. 4-5]



11 novembre, Athènes - la banque Alpha, située près du square Theatrou, est incendiée peu après minuit. Des inconnus ont brisé les vitres pour ensuite lancer des bonbonnes de gaz et des cocktails molotov à l'intérieur. L'action a été revendiquée par les «esprits incendiaires» dans un message au journal *Eleftherotipia*, où ils mettent leur geste dans une perspective de solidarité avec le compagnon incarcéré Giorgos Voutsis-Vogiatzis.

11 novembre, Athènes - suite à une assemblée de quartier suivie par près de 300 personnes à propos de la privatisation des collines de Filopappou, la destruction des barrières et des grillages est décidée, ce qui est ensuite fait malgré les forces de police.

17 novembre - journée commémorative du 17 novembre 1973, lorsque la rébellion contre la junte porta à l'occupation de l'Ecole Polytechnique, ensuite évacuée par la police et l'armée au prix de dizaines de morts et torturés.

- **Athènes** : manifestation de 20 000 personnes au cours de laquelle de la peinture et des pierres ont été jetées sur le Conseil d'Etat, des banques, des distributeurs de billets et un magasin Wind dont la vitrine est tombée. Il y a aussi eu des affrontements avec les jeunes du PASOK

- **Thessalonique** : vers 4h20, un groupe a revendiqué les bonbonnes de gaz sous deux voitures de police, une camionnette et devant les bureaux de la police municipale dans le quartier de Evosmos. Action revendiquée en solidarité avec les incarcérés Marios Tsourapas and Chrissostomos Kontorevithakis et l'anarchiste Christina Tonidou ainsi que «pour la libération de tous les prisonniers de la démocratie». Plus tard, lors de la traditionnelle cérémonie devant le Monument du 17 Novembre à l'Université, un groupe a brisé les caméras de la fac précisant que «le temps n'est pas à déposer des fleurs». Enfin, lors de la manif, le bureau de Poste de la rue Ethnikis Amynis a été détruit tandis que le siège de la police à Aristotelous Square était attaqué à coups de bâtons et de pierres.

- **Heraklion, Crète** : au cours de la manifestation, des banques et des caméras de surveillance ont été attaquées à coups de pierres, bouteilles et peinture.

18 novembre, Athènes - des inconnus provoquent l'explosion d'un distributeur de billets situé à l'extérieur d'un supermarché dans le quartier Kifisia.

19 novembre, Thessalonique - 15 inconnus ont jeté des pierres et autres objets contre le City Hall du quartier de Triandria, détruisant ses vitres ainsi qu'un véhicule de la police municipale adjacent. Un communiqué a revendiqué l'action, réclamant la libération des anarchistes Tsouparas et Kontorevithakis, incarcérés depuis le 5 juin pour avoir tenté de faire exploser un véhicule de police à Athènes.

[Source : *La Cavale* n°10, novembre 2007, p.28 et surtout directactiongr.blogspot.com]

NI FRONTIÈRES NI NATIONS - LIBERTÉ (de circulation)

Ce matin 16 septembre 2007, un groupe d'individus a interrompu la messe dominicale de l'église de St-Josse à Bruxelles.

L'intervention de ce groupe avait pour but de rappeler le fait que, le 26 août, le sacristain avait fait appel à la police pour empêcher l'occupation de cette même église par une cinquantaine de sans-papiers afghans en lutte pour leur régularisation.

Un de ces individus a pris la parole pour rappeler les faits et mettre en avant la prise de position du prêtre ainsi que l'hypocrisie de l'Eglise. Pendant ce temps, ces compagnons distribuaient des tracts aux gens venus assister à la messe.

Très vite un des prêtres est venu leur demander de se taire tout en leur permettant de continuer à distribuer les tracts. Ce petit groupe n'ayant pas d'autorité à écouter, il a continué son action comme il l'avait prévu sans tenir compte de cette remarque.

A ceux qui osent dire que les afghans avaient été "rapidement délogés, pacifiquement, par la police". Nous répondons qu'un délogement est une violence en soi, que cela ne peut pas se passer "pacifiquement" et que ce geste met en évidence la violence quotidienne à laquelle sont confrontés les sans-papiers. Il est emblématique d'une guerre sociale menée contre l'"étranger". Cela ne peut en aucun cas être considéré comme un cas isolé, mais comme faisant partie d'une logique globale.

Ci-contre le texte distribué à l'intérieur de l'église.

AVIS AUX PAROISSIENS DE SAINT-JOSSE

"Tu ne malmeneras pas l'étranger et tu ne l'opprimeras pas, car vous avez été étrangers en Égypte." - Exode 22:21

Le dimanche 26 août, 50 sans-papiers sont mis hors de cette église par la police, et ceci avec la bénédiction de votre guide spirituel. Et une main lava l'autre dans l'innocence : pour le sacristain il n'y avait pas d'accord du prêtre, pour le prêtre il n'y avait pas d'accord de la loi, et pour la loi l'existence même des occupants était une enfreinte à la loi, un crime. Ainsi, ils se placèrent dans la meilleure des traditions de l'église : celle des persécutions, des déportations et de la lâche fidélité à l'État. Votre prétendue innocence est meurtrière.

Qui confessera ce confesseur? Qui inculquera une conscience à cette meute?

"Tu pourras te féliciter de ce qu'ils ne peuvent te rendre, car cela te sera rendu à l'insurrection des justes." - Luc 14:14

Quand le renard prêche la (com)passion...

Ce qui arriva dans cette église le 26 août n'est, hélas, pas un cas isolé. Celui ou celle qui suit un peu la danse des occupations d'églises sait que chaque succès annoncé dans les médias est précédé de diverses tentatives ratées. La plupart des prêtres et de leurs patrons, évêques aux chapeaux pourpres ou porteurs de la robe rouge cardinale, n'ouvrent pas les portes de leurs églises – d'ailleurs souvent vides – de leur plein gré quand pauvres, étrangers ou gens qui pensent autrement y frappent de façon inattendue et sans scénario pré-écrit.

La fois où quelques dizaines de sans-papiers ont littéralement dû fuir une armée d'agents anti-émeutes lors de l'évacuation d'un hôtel abandonné à Zeebrugge où ils avaient trouvé un abri pendant ce rude automne de 2003, ils cherchèrent à gagner l'intérieur de l'église voisine et l'évêque est-flamand Vangheluwe ordonna via la radio de leur fermer la porte au nez. Après avoir été passés à tabac par les flics, la Croix-rouge, qui porte haut sur sa bannière la symbolique et la morale chrétienne, voulait bien venir panser les plaies des souffre-douleurs.

Quand il s'agit pour l'Eglise de jouer le la-quais de la loi, le son de cloche est différent.

Des monastères abandonnés ne sont-ils pas mis à disposition du gouvernement ci et là pour devenir des camps de réfugiés ? Dans ces "centres ouverts" l'ivraie est séparée du bon grain parmi les réfugiés qui arrivent : l'immense majorité reçoit après peu de temps un retour simple vers le lieu de provenance.

Suite à cela, des organisations charitables comme la Caritas Catholica essayent de convaincre ceux qui restent de quitter nos contrées en leur payant des primes de départ mises à disposition par le gouvernement justement à cette fin.

À ceux qui seraient séduits par la rhétorique humanitaire que les chrétiens-démocrates, dans leur soif du pouvoir, laissent entendre ces jours-ci, nous voulons leur rafraîchir la mémoire avec un des derniers faits d'armes d'un gouvernement auquel avaient pris part des chrétiens-démocrates.

Après que la bouche de Semira Adamu ait été fermée pour de bon le 22 septembre 1998, le père Boon, aumônier au camp de déportation dans lequel Semira resta enfermée durant quelques six mois, se dépêcha de rompre le silence honteux en déclarant : "Les groupes d'actions autonomes, comme le Collectif contre les expulsions, sont, par leur langage séditieux, responsables de sa mort, et, en plus, il ne s'agissait jamais que d'une pute." Et leurs excellences chrétiennes-démocrates regardèrent et dirent que c'était bon...

Nous savons ce qui nous attendra lorsque ces chrétiens-démocrates feront leur rentrée au cabinet national. Car, qu'une chose soit claire : pour ces messieurs nous sommes tous et toutes étrangers et de mauvaise conviction.

Ne nous laissons pas rendre muets par la religion et la patrie.

Aux visiteurs de la journée portes ouvertes des entreprises à la prison de Gand

LA JOURNÉE PORTES OUVERTES des entreprises n'est pas un jour comme les autres. C'est le jour où le monde de l'argent ouvre ses portes et le monde des entreprises nous demande d'admirer l'exploitation et le travail salarié. Tandis que la contradiction entre riches et pauvres ne cesse de se renforcer, tandis que les immigrés fuient la misère à laquelle le capitalisme les a condamnés, tandis que les usines de la mort produisent de plus en plus de produits nocifs qui empoisonnent nos vies...

IL N'EN VA PAS AUTREMENT pour l'entreprise qui porte le nom de prison que vous venez visiter aujourd'hui et pour laquelle vous avez peut-être surenchérit sur le marché virtuel¹. Certains aficionados de l'Etat et de sa série interminable d'institutions pourraient peut-être être choqués du fait que la prison soit considérée comme une entreprise – tandis que nous sentons au quotidien dans nos chairs que l'Etat et le Capital ne sont que deux visages d'une même domination.

LA PRISON EST UNE ENTREPRISE. Son but est de détruire les gens. Soit en les brisant mentalement et en leur faisant accepter les règles de la société (ce qui est appelé resocialisation), soit en les détruisant littéralement en tant qu'individus ou en les enterrant vivants.

LA PRISON EST UNE ENTREPRISE qui exécute les ordres des tribunaux. La justice, ses juges et ses tribunaux ont peu de chose à voir avec ce qui est juste ou injuste. Ils servent à protéger l'ordre dominant qui est basé sur l'exploitation et l'oppression, tout comme les lois servent à défendre les intérêts des riches et des puissants.

LA PRISON EST UNE ENTREPRISE qui ne cesse de croître. Non seulement de plus de plus de personnes atterissent derrière les différents types de barreaux (prisons, centres de rétention, asiles psychiatriques, prisons pour mineurs,...) mais la logique

de la privation de liberté (l'essence de ce système) s'étend à des terrains de plus en plus nombreux. Dans chaque patron du coin, dans chaque oppresseur, dans l'interminable série d'institutions qui nous accueillent à bras ouverts pour mieux nous détruire, nous reconnaissons la prison.

LA PRISON EST UNE ENTREPRISE qui a beaucoup de ramifications. Des entreprises comme Fabricom, Dalkia, Denys, Sodexho, la Banque de la Poste et des services comme le VDAB² rendent possible l'existence des prisons en les construisant ou en y étant impliquées au quotidien. Des bureaux comme Derveaux et Abscis à Gand dessineront l'architecture meurtrière d'une nouvelle prison psychiatrique. La banque Dexia loue des voitures aux flics tandis que la SNCB et De Lijn³ collaborent activement à la chasse à ceux qui n'ont pas de papiers valables.

LA PRISON EST UNE ENTREPRISE qui connaît des opposants. L'an dernier, des mutineries ont éclaté dans de nombreuses prisons et centres de rétention. Il y a de cela une semaine encore, une trentaine de personnes enfermées dans le centre de rétention 127bis à Steenokkerzeel se sont révoltées après l'annonce de la mort d'un jeune de 22 ans dans une cellule d'isolement. Non seulement 28 prisonniers se sont évadés collectivement de la prison de Termonde l'an dernier, des dizaines d'autres se sont fait la belle – avec toute l'imagination et la détermination que cela demande. Dans ces révoltes nous reconnaissons une aspiration à la liberté qui est aussi la nôtre. C'est sur ces révoltes que nous basons notre solidarité avec tous ceux qui luttent contre les barreaux sous toutes leurs formes. Par tous les moyens que l'on juge opportuns, tenter de fissurer les murs gris et silencieux qui en disent tant sur le monde dans lequel on vit. Cette solidarité ne nous est pas extérieure, mais fait entièrement partie de la lutte que nous menons contre ce système.

Aucune journée portes ouvertes ne suffira à cacher la misère quotidienne et la domination.

Aucune journée portes ouvertes ne nous réduira à des spectateurs.

Contre toutes les prisons.

Liberté pour tous.

Ndt

1. Les 500 places disponibles n'ayant pas satisfait la demande, la prison de Gand a mis les dernières places en vente sur le site E-bay en dédiant le gain à des oeuvres de bienfaisance.

2. Equivalent de l'ANPE française.

3. Equivalent de la SNCF et la RATP.

[Traduit du néerlandais.
Paru sur <http://ovl.indymedia.org/>]

Le 8 octobre avait lieu la *Journée Découverte Entreprises*. Ce jour-là, beaucoup d'entreprises, mais aussi des institutions de l'Etat comme quelques commissariats de police, ouvrent leurs portes. Chaque année, cette journée attire plus d'un million de spectateurs. Comme « la prison est aussi une sorte d'entreprise » et qu'elle veut se mettre en valeur, celles de Gand, Hasselt et Ruiselede (centre d'agriculture pénitentier) ouvrent leurs portes au public. Pour 5 euros, 600 spectateurs ont eu droit à une visite guidée. A Gand vers 11h30, de la peinture a été balancée sur la prison et quelques matons venus accueillir les visiteurs. Le tract ci-contre a été retrouvé sur place.

BRÈVES DU DÉSORDRE BELGES

30/09, Bruxelles — Une trentaine de sans-papiers du centre de rétention 127 bis de Steenokkerzeel partent en émeute suite au décès de l'un d'eux. Le mobilier est saccagé. Deux jours après, des inconnus ont lancé des feux d'artifice en haut du centre. Des slogans comme "Liberté", "Solidarité avec les émeutiers", "Tout le monde dehors",... ont été gueulés. Il y a eu pas mal de réponse de la part des incarcérés du centre.

10/10, Andenne — Mutinerie à la prison. 66 des 400 prisonniers s'emparent de deux ailes où ils se barricadent. L'une d'elle est saccagée avant l'arrivée de l'escadron spécial d'intervention.

13/10, Auderghem — Une Peugeot 307 banalisée est incendiée devant le commissariat, situé au 1326 chaussée de Wavre. Détruite, elle a propagé le feu à une camionnette de police dont l'arrière est endommagé.

19/10, Bruxelles — Une dizaine de jeunes vident les pierres d'un chantier du quartier de Molenbeek et les balancent contre les voitures de police du commissariat, brisant leurs vitres et défonçant leur carrosserie. Deux sont totalement hors service.

09/11, Hamont — Une voiture volée est incendiée devant le commissariat. Une jeep de la police et toutes les fenêtres du comico explosent.

10/11, Merchtem — La voiture d'un inspecteur de police de la zone Armow est incendiée sur le parking du commissariat.

12/11, Bruxelles — Les locaux du Syndicat national du personnel de police et de sécurité (SNPS) à Bruxelles ont été la cible de deux cocktails Molotov vers 2h40. C'est l'intervention des pompiers qui a limité les dégâts.



NOUS DEVONS CONTINUER ET VAINCRE...

Bartolomeo Vanzetti
(11 juin 1888 - 23 août 1927)

27 février 1924,
prison de Charlestown

(...) La troisième raison [de cette lettre] est de dire ce que personne d'autre que moi ne peut dire – le silence serait lâche – et de traiter l'affaire selon mes critères propres. Cela peut me nuire, mais aidera la Cause. D'ailleurs si cela amène une condamnation à mort, j'aime mieux être brûlé une fois pour toutes – et je sais que ceux qui sont en haut de l'échelle, sur le dos et sur la tête des esclaves, sont contre moi...

Il n'y a nul esprit de sacrifice dans ce que je fais. Je constate simplement que je suis dans des mains impitoyables, et je fais de mon mieux pour dire à mon ennemi qu'il a tort. Dans un sens cela aide la Cause. La grande, pas la petite. Mon seul espoir est dans la solidarité des amis, des compagnons et des travailleurs.

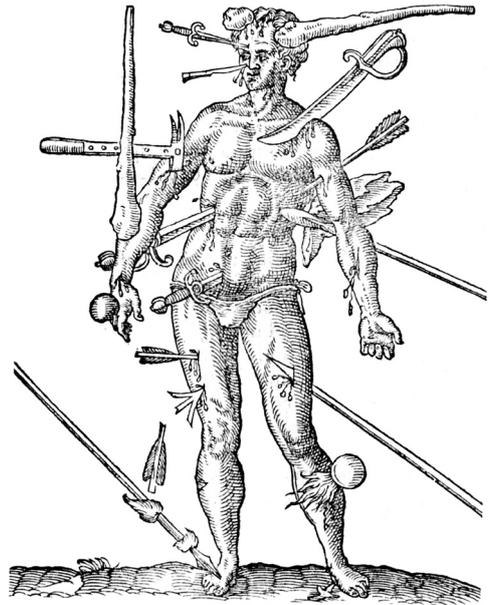
Après avoir dépensé 200 000 dollars, nous sommes encore au commencement. Le travail des hommes de loi est inutile devant la loi.

Tout cela n'a été utile que parce que les faits ont été apportés devant le jugement du Peuple qui en a pris conscience. C'est pourquoi nous ne sommes pas rôtis, Nick et moi.

L'Autorité, le Pouvoir, les Privilèges ne dureraient pas un jour sur la terre si ceux qui les possèdent et ceux qui se prostituent à eux ne réprimaient sans merci et sans recours tous les efforts des rebelles vers la liberté.

J'ai horreur de la violence inutile. Je donnerais mon sang pour éviter l'effusion du sang, mais ni les abîmes, ni la terre, ni les cieux n'ont une loi qui condamne la légitime défense. Toutes les femmes ne sont pas résignées à mettre au monde un criminel, un idiot ou un lâche de plus. Et il y a encore des hommes. Et si on nous oblige à la tragédie, qui sait, qui sait si parler maintenant n'est pas mon devoir ?

Le champion de la vie et de la liberté ne doit pas plier devant la mort. La lutte pour la liberté entre l'opresseur et l'opprimé continuera après la vie, après la tombe. Je sais ce qu'ils m'ont fait à moi et à des centaines de cœurs aimants et révoltés. Et je sais qu'ils sont et qu'ils seront toujours prêts à agir contre nous. Je sais les millions de jeunes gens qu'ils ont tué, les vierges qu'ils ont frappé au cœur, les millions de femmes dont ils ont fait des veuves, les millions de bâtards



qu'ils ont laissés aux miasmes du taudis ou qu'ils ont élevés pour le fratricide. Je sais les vieux parents qu'ils ont tués en leur brisant le cœur, et tous les enfants qu'ils ont fait et qu'ils font mourir de faim, et les hôpitaux et les maisons de fous pleins de leurs victimes, et les jeunes criminels, victimes irresponsables et presque obligés au crime, qu'ils exécutent sans pitié ou qu'ils enterrent vivants. Ils n'ont jamais eu de pitié pour nos enfants, nos femmes, nos chers vieux parents, et ils n'en auront jamais.

La douleur de leurs victimes torture ma chair et mon esprit. Pour ce qui est de moi je leur pardonnerais, mais je ne le peux pas, car je serais traître à ma race. Jusqu'à ce qu'aucun homme ne soit plus exploité ou opprimé par un autre homme, nous n'abaisserons pas l'étendard de la liberté.

Ne sont-ils pas prêts à faire à nos compagnons ce qu'ils nous font à nous ? Ne sont-ils pas plus décidés que jamais à broyer le travailleur pour avoir plus d'or ? Ne préparent-ils pas une plus grande guerre ?

Je crierai vengeance – je peux vous dire que je mourrais heureux de la main du bourreau si je savais que je serais vengé. Je veux dire «œil pour œil, dent pour dent», et plus, puisque, pour vaincre, il faut que pour chacun de nous, tombent cent de nos ennemis.

La seule vengeance qui m'apaiserait, c'est l'avènement de la liberté, la grande délivrance qui profiterait à mes amis et aussi à mes ennemis. Tous. Mais jusque-là, la lutte continue, jusqu'à la lutte corps à corps ; jusque-là, la lutte est notre droit, notre devoir inéluctable. Car, c'est l'un ou l'autre. Ou nous devons continuer et vaincre, ou nous devons demander un armistice. Et qui nous l'accordera ? Puisque l'ennemi n'a ni pitié, ni scrupules, lui demander grâce c'est encourager à massacrer nos compagnons, lui accorder l'immunité pour ses crimes contre nous ; ce serait un matricide. (...)

[Extrait d'une lettre de Bartolomeo Vanzetti
à Alice Stone Blackwell, de Boston]